

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

LE TRAVAIL

DANS LES

OUVROIRS A PARIS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Mercredi 20 Décembre 1899, à 2 heures

PAR

Alexandre FLEURQUIN

AVOCAT A LA COUR D'APPEL DE DOUAI

Président : M. JAY, professeur.

*Suffragants : { M. BERTHÉLÉMY, professeur.
 { M. DESCHAMPS, professeur.*

PARIS

JOUBE ET BOYER

IMPRIMEURS-ÉDITEURS

15, Rue Racine, 15

1899

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

**La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux théories émises dans les thèses ;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.**

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

LE TRAVAIL

DANS LES

OUVROIRS A PARIS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Mercredi 20 Décembre 1899, à 2 heures

PAR

Alexandre FLEURQUIN

AVOCAT A LA COUR D'APPEL DE DOUAI

Président : M. JAY, professeur.

*Suffragants : { M. BERTHÉLÉMY, professeur.
M. DESCHAMPS, professeur.*



PARIS
JOUBE ET BOYER

IMPRIMEURS-ÉDITEURS
15, Rue Racine, 15

1899



Digitized by the Internet Archive
in 2026

INTRODUCTION

Dans notre société, le travail présente deux caractères généraux : il est facultatif, la loi civile ne l'imposant à personne ; il est intéressé, chacun voyant en lui le moyen de vivre, ou de mieux vivre, et s'efforçant d'en obtenir le prix marchand. Ces règles subissent des exceptions ; c'est ainsi que d'une part les prisonniers correctionnels (art. 21, C. P.), réclusionnaires (art. 40, C. P.), forçats (art. 15 et 16, C. P. et loi 30 mai 1854), sont légalement astreints au travail ; que d'autre part le travail de certaines personnes n'est pas directement orienté vers un but de négoce. Parmi celles-ci l'on distingue des femmes du monde qui trouvent dans l'emploi de leurs doigts une occupation sérieuse et souvent charitable ; des « petites bourgeoises », heureuses de céder furtivement le produit de leur labeur contre un prix souvent infime ; enfin des établissements charitables pour lesquels le travail est une loi, mais non un but. Ces différents travaux ont encouru maintes fois

le reproche d'exercer une dépression sur le salaire ouvrier.

Le travail des dames du monde dans les ateliers de charité ne peut sérieusement donner prise à cette objection puisqu'il ne fournit rien à la circulation, mais passe directement dans la consommation. Le prohiber, à supposer que cela se puisse faire, serait une erreur économique, puisque la Société perdrait autant. D'ailleurs, à supposer même que la confection de ce travail fut commandée aux classes laborieuses dans l'intérêt desquelles la mesure serait prise, elle aurait pour conséquence directe de leur faire perdre la différence entre le salaire et la valeur courante du produit confectionné qui leur est gratuitement distribué. En outre elles auraient à fournir un temps de travail qu'elles ne pourraient rendre autrement productif. Aussi, la pensée de restreindre ou d'empêcher le travail des dames du monde dans les ateliers de charité, exposée à la Chambre des Députés le 9 juin 1888 (1) y fut faiblement défendue mais très énergiquement reprouvée.

Entre ce travail de pure charité et celui des prisonniers, des « petites bourgeoises » et des établissements de bienfaisance existe une différence essentielle : le produit de ce dernier seul entre dans la circulation ; il est rétribué et par suite peut influencer sur les conditions du marché.

(1) *Journ. Offic.*, Ch., 9 juin 1888, p. 4714, 1^{re} col.

La question du travail dans les prisons est fréquemment agitée ; elle revient périodiquement avec la discussion de la loi du budget (1). Celle du travail des « petites bourgeoises » n'a guère été que signalée (2) ; elle ne peut donner lieu en effet qu'à des recherches aussi ardues que délicates, aussi complexes que douteuses. Celle enfin du travail dans les établissements de bienfaisance est à l'ordre du jour de plus d'un congrès ouvrier, elle préoccupe le monde des travailleurs et provoque des doléances jusque dans le Parlement lui-même (3). Malheureusement l'absence de chiffres et de documents favorise les appréciations les plus variées. Aussi croyons-nous qu'il serait utile de poser nettement les données du problème, afin de rechercher ce qu'il peut y avoir de fondé dans les reproches adressés à ce genre de travail ; nous le limiterons néanmoins à la ville de Paris, au risque de négliger certains aperçus généraux. Il nous a semblé préférable de nous attacher à recueillir des faits aussi précis que possible dans un centre important de production, plutôt que de nous livrer sur tout le pays à une enquête dont la nature même eût été susceptible de nous créer de grandes difficultés.

(1) Dernière loi : V. *Journal Officiel*, Ch., 1^{er} févr. 1899.

(2) Paul Leroy-Beaulieu : *Le travail des femmes au XIX^e Siècle*, in-18, Paris, Charpentier, 1873, p. 388 et suiv.

(3) *Journal Officiel*, Ch., 9 juin 1888, p. 1714, 1^{re} col. ; — 1^{er} février 1899, p. 269, 1^{re} col. et 272 2^e col. ; — 14 novembre 1899, p. 1827, 3^e col.

Il nous semblerait inutile de faire remarquer que la direction desdits établissements importe peu à la solution du problème, s'il n'y avait chez les personnes qui s'en préoccupent une tendance à ne viser que les maisons congréganistes. Pour nous, le problème s'étend à tous ces établissements, quelle qu'en soit la direction, établissements que, *brevitatis causa*, nous appelons *ouvroirs*.

Ce problème peut être énoncé dans les termes suivants : Il existe à Paris des établissements de travail dont le but principal et direct n'est pas le bénéfice à réaliser. Quelle influence ce fait peut-il exercer sur les salaires des ouvriers libres et ordinaires pour lesquels le gain est le but du travail ?

La réponse à cette question suppose une connaissance suffisante de la situation de fait et de droit des *ouvroirs*. C'est à la situation de fait que sera consacrée notre première partie ; la deuxième étudiera les particularités juridiques qui distinguent le travail dans les *ouvroirs* ; c'est alors qu'il nous sera possible dans une troisième et dernière partie, d'apprécier les avantages et les inconvénients sociaux de ce travail et de voir dans quel sens le problème économique doit être résolu.

PREMIÈRE PARTIE

Situation de fait

Les établissements pour lesquels le travail n'est pas un but primordial de négoce se présentent dans la pratique sous des aspects si variés qu'il est malaisé de trouver une expression qui puisse également convenir à les qualifier tous.

Ce travail existe, en effet, dans des établissements dont la principale raison est de recueillir et d'élever de jeunes enfants, la plupart orphelins ; ces établissements sont connus en général sous le nom d'orphelinats. Ce travail est parfois exécuté dans un but de formation, d'instruction ; il tend à fournir aux jeunes gens et aux jeunes filles la connaissance d'un métier dont ils auront ultérieurement à vivre ; il se pratique dans des maisons dites écoles professionnelles, parfois ouvroirs. Ce même mot ouvrier sert encore à qualifier des établissements dont les directeurs ont pour principale pensée, de procurer à des malheureux

un travail momentané, dont la rétribution, souvent majorée, leur permet de vivre en attendant qu'ils puissent ailleurs s'en procurer un plus stable ; c'est proprement dit l'œuvre de l'assistance par le travail. Toute idée de lucre est enfin bannie dans une dernière catégorie de maison où l'on distribue un travail plus ou moins abondant, toujours rémunérateur, grâce à la suppression des entrepreneurs ; ces maisons sont appelées *ouvroirs externes*.

Nous nous attacherons tout d'abord à faire connaître ces différents établissements sous quatre rubriques : orphelinats, écoles professionnelles, établissements d'assistance, *ouvroirs externes*. Nous les répartirons en tenant compte du sexe des personnes employées et de leur direction confessionnelle, privée ou publique, de manière à pouvoir autant qu'il se peut, nous faire une idée précise de leur situation de fait et de leurs forces respectives.

Il est entendu d'ailleurs que nous ne ferons entrer en ligne de compte que les *ouvroirs* dans lesquels il est exécuté un travail dont le produit est mis en circulation et par suite influe sur le marché ; nous excepterons par là certains travaux d'apprentissage ménager, professionnel, théorique et artistique.

CHAPITRE PREMIER

Les Orphelinats

SECTION I

Les Orphelinats de filles

Les orphelinats de filles sont des établissements dans lesquels on reçoit en général depuis l'enfance jusqu'à vingt et un ans des orphelines de père et mère, ou de père ou de mère seulement. Y sont recueillies de préférence les jeunes filles de la paroisse sur laquelle les orphelinats sont situés, moyennant un prix de pension, réduit parfois pour les indigentes jusqu'à la gratuité absolue.

Les orphelinats de filles sont à Paris au nombre de quatre-vingts (1). Tous sont des établissements li-

(1) Les chiffres donnés au cours de cette étude ont été puisés dans *Paris Charitable et Prévoyant* publié par les soins

bres, mais la plupart confessionnels. Soixante-sept sont dirigés par des religieuses catholiques, cinq par des diaconesses protestantes, huit par des laïques catholiques, protestants ou juifs. La population totale de ces orphelinats, sans y comprendre le personnel, est de cinq mille deux cent quatre-vingt-dix-neuf jeunes filles. Les orphelinats catholiques en abritent quatre mille huit cent sept, les protestants deux cent trente, les laïques deux cent soixante-deux

Les soixante-sept maisons dirigées par les religieuses n'appartiennent pas toutes à la même communauté, mais à quinze ordres différents. Toutefois l'ordre des Sœurs de Saint-Vincent-de-Paul est de beaucoup le plus considérable ; il dirige en effet quarante-sept orphelinats comprenant trois mille personnes. Les autres ordres ne dirigent qu'un, deux ou trois orphelinats renfermant un nombre total de mille huit cent sept jeunes filles (1). Les orphelinats

de l'office central des œuvres de bienfaisance 2^e édition, Plon, 1897; *le Guide pratique de l'homme d'œuvres à Paris*, Paris, Rondelet, 1898 ; l'Annuaire statistique de la France ; l'Annuaire statistique de la Ville de Paris ; certains ont été modifiés à la suite de nos recherches ; tous ne peuvent être proposés que comme résultats de simples approximations. L'inspection du travail signale quatre-vingt-trois établissements d'assistance.

(1) Dirigent un orphelinat : les sœurs Saint-Joseph de Bon Secours, les religieuses de Saint-Thomas de Villeneuve, les sœurs du Saint-Sacrement, les sœurs de Notre Dame du Bon Secours, les sœurs Saint-Joseph de Cluny, les sœurs de la Charité de Nevers, les sœurs des Ecoles Chrétiennes de Miséricorde, les sœurs du Saint Nom de Jésus, les sœurs de Notre-

catholiques donnent donc hospitalité en moyenne à soixante et onze jeunes filles, les protestants à quarante-six, les autres à trente-trois. La moyenne générale pour tous les établissements de ce genre est de soixante-six.

Les orphelinats ne sont pas des institutions destinées aux enfants du premier âge, ils n'y doivent être admis qu'au moment où commence d'une manière effective l'éducation et l'instruction qu'ils ne peuvent recevoir dans leur famille.

Parmi les soixante-treize établissements sur lesquels nous avons des renseignements à ce sujet, cinq n'imposent aucune condition d'âge à l'admission, quarante-cinq au contraire ne reçoivent les jeunes filles qu'après un certain minimum d'âge, vingt-trois en outre ne les acceptent qu'avant un maximum déterminé.

Les limites extrêmes que nous avons constatées sont deux et quinze ans. Le minimum de deux ans ne se trouve que dans un très petit nombre d'établissements (1), le maximum de quinze dans un seul (2),

Dame des Anges, les sœurs de la Sainte Enfance de Jésus; en dirigeant deux les Sœurs Servantes du Saint Cœur de Marie, les sœurs de la Sagesse; en dirigeant trois, les sœurs de la Présentation de la Sainte-Vierge et les sœurs de Sainte-Marie.

(1) Orphelinat des Saints Anges, rue de Vouillé, 8. — Orphelinat Saint-Charles, rue Blomet, 147. — Orphelinat de la Présentation, rue Nicolo, 10.

(2) Orphelinat S. et C. de Rotschild, rue Lamblardie. — Le

L'admission a lieu en général entre cinq et neuf ans, et en moyenne à sept. — Il ne peut relativement à l'âge d'admission, être signalé aucune différence entre les règlements des divers orphelinats catholiques, protestants et laïques ; il en est autrement en ce qui concerne l'âge de sortie. Dans les orphelinats catholiques, l'âge de sortie est dans la très grande majorité sinon l'universalité des cas fixé à vingt et un ans (1), par exception il l'est à la fois à dix-huit et à vingt et un dans quatre d'entre eux ; dans six enfin, nul âge n'est préalablement déterminé. Au contraire il est de règle dans les orphelinats dirigés par les protestants, que les jeunes filles n'y peuvent être conservées jusqu'à leur majorité civile. L'âge de sortie est à l'orphelinat des Billettes, de 15 ans, à celui de Plaisance, de 14, 15 ou 16, à celui des Bati-gnolles, de 16, à celui de Montmartre et à celui de la rue Montera, de 15.

Mais si les orphelinats ont une règle en ce qui concerne l'âge de sortie, il leur est souvent difficile de n'y point admettre d'exceptions. Dans un nombre de cas assez considérable, la monotonie de la vie interne, l'impétueux désir de secouer une autorité de tous les instants, le charme enivrant d'une liberté qu'on soupçonne ailleurs et surtout les vues inté-

maximum de douze ans est au contraire assez fréquent, on le trouve dans douze établissements.

(1) Il l'est dans plus de soixante maisons.

ressées des parents ou tuteurs rendent assez vains l'intérêt bien compris des enfants, le devoir de reconnaissance envers l'orphelinat et même les engagements contractés. Dans certains établissements en effet la règle impose aux parents ou tuteurs l'obligation de laisser leurs jeunes filles jusqu'à leur majorité. Cet engagement a pour but de prévenir le retrait anticipé des orphelines, trop de personnes étant disposées à les confier aux orphelinats pendant le temps où leur entretien nécessite des dépenses, mais à les retirer au moment précis où elles supposent que le produit de leur travail peut être rémunérateur. Aussi savons-nous, que dans le but d'éviter des difficultés et de conserver leurs jeunes filles, les directrices consentent fréquemment des réductions de pensions proportionnelles à l'intensité du désir manifesté de les leur enlever. — Il n'y a d'admission dans les orphelinats, en général du moins, que moyennant un prix de pension mensuel payé soit par les familles, soit par des personnes ou sociétés charitables. Sur quatre-vingts orphelinats il n'en est guère que quatre où la gratuité soit absolue (1), dans les autres le prix de la pension est en moyenne de trois cents francs par an (25 francs par mois), et n'oscille dans ses extrêmes qu'entre deux cent quarante et quatre cent

(1) Orphelinat de la rue Saint-Benoit, 14. — Orphelinat Rotschild, rue Lamblardie. — Orphelinat de la rue Championnet, 174. — Œuvre de la rue Notre-Dame des Champs, 33.

quatre vingts (20 à 40 francs par mois). En outre, plus de trente-trois exigent un droit d'entrée, une fois payé, qui varie suivant les maisons entre vingt et cent cinquante francs, il est en général de cinquante, et en moyenne de soixante-dix ; six enfin demandent un trousseau à leurs pensionnaires.

Mais il convient de faire subir une approximation à ces chiffres. Dans certaines maisons en effet, la pension, de plein droit, cesse d'être due à un certain âge, à quinze ans dans cinq orphelinats, à seize ans dans deux, à dix-sept dans un, à dix-huit dans trois, ailleurs le prix de la pension est progressivement réduit à partir de quinze ans (1).

En outre, un grand nombre d'orphelinats recueillent gratuitement les jeunes filles indigentes, de préférence celles de la paroisse, et parfois même, comme nous l'avons dit plus haut, consentent des réductions amiables aux jeunes filles même non nécessiteuses. Celles-ci sont, on le comprend, débattues directement entre les intéressés et les supérieures ; ce sont des conventions passées avec la pauvreté et souvent ignorées des jeunes filles elles-mêmes.

Aussi ne pouvons-nous les estimer avec certitude. Toutefois, si nous généralisons les données que nous avons obtenues dans certains Etablissements et si nous tenons compte à la fois des gratuités de droit

(1) Orphelinat de la rue Gassendi, 29 — Orphelinat de la rue Riquet, 68.

que nous venons de signaler, nous croyons pouvoir affirmer que la population totale des orphelinats ne paie que les deux tiers du plein tarif. De telle sorte que si, en moyenne, la pension est de trois cents francs par an, abstraction faite du droit d'entrée spécial au tiers environ des établissements, droit que dans une telle approximation l'on peut négliger sans scrupule, les cinq mille deux cent quatre-vingt-dix-neuf jeunes filles paient annuellement pour leur entretien un million cinquante-neuf mille huit cents francs (1) (1,059,800), soit une moyenne de deux cents francs pour chacune d'elles.

Le régime des orphelinats est celui de la vie familiale ; tout y est combiné en vue de fournir aux enfants les distractions et les occupations de celle-ci. Il nous a semblé que nous ne pourrions être mieux renseigné sur ce genre de vie que par celles-là mêmes qui, orphelines, avaient été élevées dans ces maisons. L'une d'elles nous dit que jusqu'à l'âge de douze à treize ans les enfants, en dehors de leurs heures de classe, sont occupés à des jeux et à de petits travaux, tels que balayage, lavage, cuisine, etc., etc., puis, en général le soir, de 5 heures à 7 heures moins 1/4 on leur donne une leçon de couture ; c'est le temps consacré à cet exercice qui nous intéresse. — Or, dans les premiers temps, les petites filles

(1) $300 \times 2 (5299/3) = 1,059,800$.

habillent leur poupée ; pour cela, on leur donne quelques chiffons qu'on leur apprend à laver, repasser, couper, coudre, enfin à repousser et à former. Plus tard, on leur met entre les mains des cordons de bonnets, de tabliers, etc., qu'il s'agit d'ourler ; mais ce travail est lentement, péniblement exécuté et souvent doit être défait et recommencé. Bref, il est d'une productivité nulle ou insignifiante jusque vers l'âge de dix ans. A partir de ce moment jusqu'à l'âge de passer dans la section des grandes (douze ou treize ans), il y a moins d'essais malheureux, mais (c'est toujours la même personne qui parle), le travail comparé à celui d'une ouvrière moyenne, n'est guère productif que de moitié.

A partir de douze à treize ans, suivant qu'elles ont ou non le certificat d'études primaires, les jeunes filles quittent la classe pour la salle de travail. Mais il ne faut point faire une complète assimilation entre celles mineures de quinze ans et celles plus âgées ; les premières en effet sont de petites mains, c'est-à-dire que leur travail n'est pas encore égal, comme fini d'exécution, ou comme productivité à celui de leurs aînées. Mais la différence étant peu sensible, en tout cas, très difficilement appréciable, nous ne les distinguerons pas dans notre recherche globale.

Les orphelinats où le maximum d'âge est de quinze ans, recueillent environ deux cent quatre-vingt-dix-neuf jeunes filles, il y en a donc trois

mille cent cinquante-six entre sept et quinze ans (1). Et si nous observons qu'il est à peine un quart des jeunes filles de douze ans qui aient obtenu leur certificat d'études primaires, constatation corroborée par les tableaux de l'Annuaire statistique de la Ville de Paris et par les rapports annuels de la commission supérieure du travail au Président de la République, nous pouvons décomposer comme suit la population des orphelinats de filles de Paris (2) :

Jeunes filles de 7 à 10 ans.....	1183
Jeunes filles de 10 à 13 ans non pourvues du certificat.....	1084
Jeunes filles de 12 à 13 ans pour- vues du certificat	98
Jeunes filles de 13 à 15 ans..... ..	789
Jeunes filles de 15 à 21 ans.....	2143

$$(1) 299 + \left(\frac{5.000}{14}\right) \cdot 0 = 3.156.$$

(2)	Nombre de jeunes filles	Heures de travail par jour
De 7 à 10 ans $\left\{ \frac{3.156}{8} \times 3 = \dots = 1183 \right.$		$\times 0 = 0$
10 à 13 $\left\{ \frac{3.156}{8} \times 2 + \frac{3.156}{8} \times \frac{3}{4} = 1084 \right.$		$\times 1\frac{3}{4} = 949$
12 à 13 $\left\{ \frac{3.156}{8} \times \frac{1}{4} \dots = 98 \right.$		$\times 8 = 789$
13 à 15 $\left\{ \frac{3.156}{8} \times 2 \dots = 789 \right.$		$\times 8 = 6312$
15 à 20 $\left\{ 2.142.85 \dots = 2143 \right.$		$\times 8 = 17144$

Et le nombre d'heures de travail, calculé suivant les indications que nous avons fournies plus haut se chiffre au total de vingt-cinq mille, cent quatre-vingt-quatorze (25.194) par jour ouvrable; c'est-à-dire sept millions cinq cent cinquante huit mille deux cents (7.558.200) à l'année de trois cents jours. Ce nombre réparti entre toutes les orphelines pendant l'année normale de trois cent soixante-cinq jours représente une moyenne de travail un peu inférieure à quatre heures (1). Nous faisons même assez large mesure, faute de données autrement précises puisque nous supposons que toutes les jeunes filles demeurent à l'orphelinat jusqu'à l'âge maximum alors que par maladie, décès ou retrait, certaines vacances se produisent avant qu'il soit atteint.

SECTION II

Les Orphelinats de Garçons

Les orphelinats de garçons diffèrent sous plusieurs rapports des orphelinats de filles. Tout d'abord on est frappé de leur nombre comparativement res-

(1) $\left(\frac{25.194 \times 300}{365 \times 5299} \right)$

treint, d'où l'on serait tenté de conclure que l'attention des âmes charitables s'est portée avec plus de sollicitude sur les filles que sur les garçons. Il n'en est rien, mais cette sollicitude s'exerce relativement à ces derniers d'après une toute autre conception, et met en œuvre des procédés différents, que nous allons ici, non apprécier, mais simplement exposer.

L'organisation et le fonctionnement des orphelinats de filles nous ont montré qu'on y veillait non seulement à tirer les jeunes personnes de l'abandon, mais encore et surtout à les conserver aussi longtemps que possible loin des dangers de la vie ; la préservation est donc prise en grande considération, c'est elle qui explique la présence dans ces orphelinats, de jeunes filles ayant encore leurs parents. — Il est frappant de voir, au contraire, que pour les garçons, tous les efforts de la charité tendent non principalement à les préserver, mais bien à occuper ceux qui sont abandonnés, et par suite livrés à l'oisiveté. C'est la cause du nombre restreint d'établissements destinés à recueillir les orphelins, un grand nombre d'œuvres que nous ne citerons même pas et dont on trouvera l'énumération dans *Paris charitable et prévoyant*, dans le *Guide pratique de l'homme d'œuvres à Paris*, s'efforçant de placer les jeunes gens en apprentissage chez de bons maîtres. L'existence des orphelinats n'est même justifiée que par l'impossibilité de faire commencer l'apprentissage

avant un certain minimum d'âge, et c'est leur caractéristique de ne recueillir les orphelins ou semi orphelins que jusqu'à cette époque.

Nous comptons neuf établissements de ce genre (1), renfermant une population totale de neuf cent trente-cinq enfants.

Comme les filles, les orphelins ne sont admis dans ces établissements qu'à l'âge où il importe de commencer leur instruction ; il est au minimum de deux et trois ans, son maximum se confond parfois avec celui de sortie mais l'admission moyenne et normale a lieu vers sept ans comme pour les filles. — Il n'y a pas à signaler ici comme nous l'avons fait plus haut, des désirs de sortir et des menaces de retrait ; les enfants sont en effet trop jeunes pour regretter la privation d'une liberté qu'ils ne connaissent pas ailleurs, et les tuteurs, nullement stimulés par la perspective d'un avantage pécuniaire quelconque, sont trop avisés pour priver leurs pupilles des bienfaits d'une bonne éducation. Dans ces orphelinats les enfants ne sont conservés, que jusqu'à un

(1) Cinq catholiques : Orphelinat Saint-Vincent-de-Paul, rue Dombasle, 58 ; Orphelinat Sainte-Marie, rue Blomet, 147 ; Orphelinat Sainte-Marie, rue de Reuilly, 97 ; Orphelinat Saint-Louis, rue de Sèvres, 67 ; Asile des petits orphelins, rue de Menilmontant, 119. (Les quatre derniers sont dirigés par des sœurs) ; — deux protestants : Asile de Bon-Secours, rue Alexandre Dumas, 93 et 95 ; Refuge des enfants moralement abandonnés, rue Montera, 15 ; — un juif, rue Lamblardie, 7 ; — un communal : Ecole Dorian, avenue Philippe-Auguste, 72,

âge relativement peu avancé : celui qu'on estime le plus convenable aux débuts de l'apprentissage. En général cet âge coïncide avec celui à partir duquel la loi du 2 novembre 1892 autorise le travail des enfants ; il est fixé en moyenne à treize ans. L'orphelinat Saint-Charles ne garde toutefois les enfants que jusqu'à leur première communion, l'asile protestant de Bon-Secours jusqu'à leur quatorzième année ; l'écart est on le voit peu considérable.

La gratuité est l'exception : on ne la trouve qu'à l'orphelinat juif de la rue Lamblardie, puis à l'école Dorian ; dans les autres établissements le prix de pension moyen varie entre vingt-cinq et trente francs par mois (300 à 360 par an), plus un droit d'entrée une fois payé, lui aussi variable, mais généralement de cinquante francs.

Dans ces établissements dont nous devons signaler l'existence pour bien poser les données du problème dont nous poursuivons la solution, il est parfois exécuté certains travaux. C'est ainsi qu'à l'école Dorian où les enfants sont conservés jusqu'à treize ans et demi sont enseignés les métiers de menuisier, tourneur en bois, serrurier ou forgeron. mais outre que ce genre d'occupation est exceptionnel dans les orphelinats de garçons, on n'y consacre qu'un nombre d'heures restreint et déterminé par la loi elle-même. Au surplus l'apprentissage des professions viriles nécessite un outillage dispendieux et

souvent compliqué que de jeunes mains ne savent que très difficilement manier. Aussi le travail qu'elles exécutent est d'une productivité par trop insignifiante pour être pris en quelque considération.

CHAPITRE II

Les Ecoles Professionnelles

Les écoles professionnelles sont des établissements dans lesquels on se propose comme but principal, de procurer aux jeunes gens et aux jeunes filles parvenus à un âge où les forces physiques sont suffisamment développées, les connaissances techniques et pratiques nécessaires pour exercer avec profit le métier auquel ils aspirent, et dont ils devront vivre un jour. Les règlements des corporations de l'ancien régime exigeaient un long et consciencieux apprentissage. En principe cette mesure avait entre autres avantages, celui de perpétuer une race d'ouvriers capables chacun dans leur état ; elle les rendait aptes à exécuter de bonne besogne : c'était une culture intensive appliquée à l'homme. En outre, nul métier n'étant ouvert sans conditions d'aptitude, aucun n'était encombré, ce qui devait favoriser la production diversifiée. La Révolution fit table rase de ces institutions : chaque profession

devint libre sans aucune condition, et aussitôt, chacun, dans le désir très mal entendu (mais que l'humaine paresse s'efforçait à légitimer) de gagner au plus vite un salaire quelconque, se précipita vers les professions qui semblaient les plus aisées. Dès ce moment, par une sorte de déplorable fatalité, les métiers les plus faciles furent les plus encombrés, partant, de beaucoup les moins rémunérés. Au contraire les autres furent délaissés dans la proportion même du degré d'instruction professionnelle qu'ils exigeaient. jusqu'au jour où la production, devenant trop onéreuse faute de bras, ils perdirent une clientèle qui préféra s'approvisionner à l'Etranger. On le voit, le danger social ne le cédait en rien au péril national, mais les plus salutaires réflexions furent suggérées par le rapide essor économique des Etats voisins. Des remèdes furent tout d'abord cherchés et, parmi eux s'imposa des premiers la réorganisation des écoles professionnelles ou d'apprentissage.

Il est permis d'espérer que les Chambres aborderont sous peu l'étude de cette question qui y compte d'ardents défenseurs (1). Pour l'instant, il

(1) M. Arthur Groussier : Dans les écoles d'enseignement primaire supérieur on devrait « après avoir fait des essais dans quelques professions similaires, se diriger de préférence vers une profession bien déterminé.... » « Le nombre de nos écoles professionnelles est d'une insuffisance notoire. Lorsqu'on voit de petits pays, comme la Belgique et la Suisse,

nous suffit de rechercher la situation de fait de ces écoles dans notre capitale ; tel est l'objet de ce chapitre qui sera divisé en deux sections, l'une consacrée aux écoles professionnelles de filles, l'autre aux écoles professionnelles de garçons.

avoir un nombre d'écoles professionnelles plus considérable que celui de notre propre pays, lorsqu'on constate les nombreux efforts faits par l'Angleterre et l'Allemagne, lorsqu'on voit l'Angleterre prendre ses exemples en Allemagne, il est permis de dire qu'on n'a pas fait chez nous les efforts nécessaires en faveur de l'enseignement professionnel... »

M. Paul Delombre, ministre du Commerce. « Je suis personnellement convaincu que si l'on avait pu mieux développer en France l'enseignement professionnel à tous les degrés, nous serions mieux outillés pour lutter contre la concurrence étrangère. La vraie protection consisterait à rendre chacun apte à soutenir cette lutte... »

M. Modeste Leroy. « L'enseignement industriel et commercial a aujourd'hui une importance assez grande pour mériter l'attention des pouvoirs publics, et il serait à souhaiter qu'il fût centralisé en entier dans les mains du ministre du commerce qui dispose des éléments nécessaires pour assurer sa prospérité et lui faire porter ses fruits. Il y va de l'avenir de l'enseignement technique français, c'est-à-dire de la richesse nationale. »

M. Henry Boucher. « Je désire... que la Chambre étudie dans son ensemble cette grande question de l'organisation de l'enseignement professionnel dans notre pays, question dont la solution intéresse à un si haut point la grandeur économique de la France (*Journ. Off. Ch. des députés*, 8 février 1899, p. 370 et s.. »

M. Massé (*Journ. Offic.*), Ch. des députés, 24 novembre 1899, p. 1932.

SECTION I

Ecoles professionnelles de filles

Nous comptons à Paris cinquante-et-une écoles professionnelles de filles (1). Trente sont dirigées par des religieuses, et sur ce nombre, vingt-six le sont par les Sœurs de Saint-Vincent-de-Paul (2). Quinze ont une direction laïque libre, avec un caractère confessionnel plus ou moins caractérisé (3). Les six dernières, situées rue Ganneron, 26, rue de la Tombe-Issoire, 77, rue Fondary, 20, rue Bossuet, 14, rue de Poitou, 7, et rue Bouret, 2, sont des écoles municipales (4).

Dans ces cinquante-et-un établissements, l'enseignement est donné à quatre mille trois cent quatre-vingt-dix-neuf (4,399) jeunes filles, dont mille

(1) Dans ce chiffre ne sont pas compris les établissements où l'enseignement est exclusivement artistique, tel celui de la rue des Beaux-Arts, 2, pour le piano.

(2) Les quatre autres le sont par les Sœurs de Sainte-Marie, les Sœurs de la Présentation de la Sainte-Vierge, les Sœurs Oblates de l'Assomption et les Sœurs de la Sagesse.

(3) A noter l'école protestante professionnelle des Jeunes filles de l'étoile, 52, avenue de la Grande Armée, et l'école de travail pour les jeunes Israélites, 13, boulevard Bourdon.

(4) Un cours complémentaire professionnel et ménager vient d'être créé par les soins de la Mairie du 1^{er} arrondissement à l'Ecole communale de filles, rue de l'Arbre-Sec, N° 15.

neuf cent quatre-vingt fréquentent les écoles laïques, neuf cent soixante-quinze les écoles libres laïques et mille quatre cent quarante-quatre les écoles communales. Comme on le voit par ces chiffres, les établissements municipaux contiennent proportionnellement un nombre de places plus considérable que les établissements congréganistes ou laïques libres ; leur population moyenne est en effet de deux cent quarante élèves, tandis que celle des établissements congréganistes est de soixante-six, et celle des établissements libres laïques de soixante-cinq.

L'apprentissage exclusif du travail manuel étant la raison d'être de ces maisons, il est naturel que l'époque d'admission y soit celle de la fin des études classiques ; il convient d'autre part que les enfants n'y soient pas employés avant le développement suffisant de leurs forces physiques. C'est cette double considération qui incita le législateur de 1892 à ne permettre aux enfants un travail manuel excédant trois heures par jour, qu'à l'âge de douze ans s'ils sont munis d'un certificat d'études primaires, sinon à treize. Aussi, cet âge est-il celui qui est prévu comme âge minimum d'admission, dans les règlements des établissements dont nous nous occupons.

En outre, dans les écoles municipales professionnelles, l'admission n'a lieu qu'à la suite d'un

concours auquel ne peuvent prendre part que les jeunes filles âgées de quinze ans au plus.

Si l'âge d'entrée est très sensiblement le même dans les diverses écoles professionnelles, il en est autrement de l'âge de sortie qui varie non seulement de maison à maison, mais encore parfois dans le même établissement. Cela tient à plusieurs raisons qu'il est aisé de comprendre : La première est que si les écoles professionnelles doivent tout ordonner en vue de former l'instruction de leurs jeunes filles et de ne point les retenir au-delà du temps nécessaire à s'initier dans ce genre de connaissances, il est des travaux dont l'apprentissage est plus long que d'autres. C'est ainsi par exemple qu'à l'Ecole municipale professionnelle de la rue de Poitou, N° 7, la durée de l'apprentissage pour les études commerciales, la couture, les broderies et les modes, est de trois ans, tandis qu'elle est de quatre en ce qui concerne le dessin industriel (1). En outre, il est des degrés dans la capacité et les directrices d'établissements se proposent de faire acquérir à leurs jeunes filles une habileté professionnelle plus ou moins achevée. Certaines maisons se préoccupent enfin, à côté de l'instruction professionnelle, de ce que nous avons signalé comme le but majeur des orphelinats de filles : la préservation. Dans cette vue, elles con-

(1) Même remarque en ce qui concerne les élèves peintres de l'école de la rue Bossuet, 14.

servent volontiers les jeunes filles bien au-delà du temps normal et nécessaire à l'apprentissage, sauf à leur allouer une rétribution proportionnée à leur travail. Quelles que soient les variétés observées dans la règle de ces divers établissements, le temps consacré à l'apprentissage ne varie qu'entre deux et quatre ans. C'est ainsi que deux années sont considérées comme suffisantes aux Ateliers Chrétiens pour jeunes filles, 30, avenue de l'Alma ; il en faut trois à l'Ecole de travail pour les jeunes filles Israélites, 13, boulevard Bourdon (2) ; quatre sont réputées nécessaires à l'Ecole professionnelle de la rue de la Harpe, 35.

L'apprentissage étant tout à l'avantage des jeunes filles, il est difficile de concevoir que des parents soient assez mal inspirés, après avoir sollicité et obtenu l'admission de leurs enfants dans ces écoles, pour les en retirer avant le terme normal des études ; et pourtant ces faits s'étant présentés, il est des écoles qui n'acceptent les jeunes filles qu'après engagement contracté pour la durée ordinaire de l'apprentissage.

Cet engagement est de deux ans à l'école professionnelle de la rue Cassette, n° 25 ; de trois ans à l'atelier école de l'avenue du Maine, n° 220 ; de quatre

(1) Pour celles toutefois qui se destinent au commerce ou au travail manuel, au contraire ; les institutrices y demeurent cinq ans.

ans à l'Ouvroir Sainte Geneviève, rue de la Parcheminerie, n° 15.

Dans les maisons qui consentent à conserver les jeunes filles au-delà du temps consacré à l'apprentissage, il est exceptionnel d'en trouver qui y demeurent jusqu'à la majorité ; il est même rare d'en voir de dix-huit ans. Et pourtant ces maisons s'efforcent de les maintenir par l'appât de rémunérations et d'un trousseau qu'on leur promet si elles ne partent pas avant un âge déterminé ; mais les sollicitations du dehors sont les plus fortes, et le trousseau est bien rarement accordé. Les parents sont, paraît-il, des premiers à influencer sur le départ de leurs enfants. Il nous est en effet signalé dans notre enquête que ne demeurent guère dans les Ecoles professionnelles après le temps d'apprentissage, que les jeunes filles « n'ayant pas de famille » c'est-à-dire celles-là précisément qui sont l'exception, la plupart d'entre elles étant recueillies dans les orphelinats. Aussi s'est-on ingénié à chercher des combinaisons capables d'éveiller l'intérêt des parents ; c'est ainsi qu'à l'Ecole professionnelle de la rue Vandrezanne, n° 44, les jeunes filles sont admises à titre d'interne moyennant une pension déterminée s'il n'est fixé aucun âge de sortie, tandis qu'on les y reçoit gratuitement si elles s'engagent à y demeurer jusqu'à vingt et un an. Pendant le temps normal d'apprentissage il est parfois même accordé une légère gratification aux appren-

ties, soit à la deuxième, troisième ou quatrième année ; c'est ce qui a lieu par exemple à l'école municipale Jacquard, rue Bouret, n° 2 ; mais il faut bien remarquer que cette gratification n'est qu'un stimulant au travail et non une rémunération qui implique une productivité du travail suffisante pour l'entretien de la jeune fille.

Quant au trousseau il est plus ou moins complet suivant les Etablissements et varie d'ailleurs souvent dans la même maison suivant les besoins de la jeune fille, et aussi suivant la satisfaction qu'elle a donnée à ses maîtresses. Il est ici composé d'une paire de chaussures, de deux robes et d'un manteau ; là d'une paire de pantoufles, de deux paires de bottines, de six chemises, six camisoles, trois robes et un manteau. Ailleurs il comprend, en outre, deux douzaines de mouchoirs de poche, six paires de bas dont trois de laine, deux jupons de dessous, un chapeau d'hiver, un d'été, un parapluie. Ailleurs encore le trousseau consiste en pièces d'étoffes qui pourront être utilisées par la jeune fille pour ses besoins et suivant ses goûts. Le trousseau d'ailleurs, quand il est donné tout confectionné, est le produit du travail de l'établissement, parfois même de la jeune fille à laquelle on le donne. Il nous a été précisé plusieurs estimations de trousseaux, même des plus complets ; on n'en trouve guère dont la valeur excède cent francs. Il est vrai de dire que le prix d'acquisition serait plus

élevé s'il fallait se procurer ces divers objets en magasin.

Le prix de pension est sensiblement le même dans les différentes écoles ; il est en moyenne de trois cent soixante francs par an, (30 francs par mois) pour les internes. Ce chiffre est parfois réduit lors de la deuxième, troisième ou quatrième année ; c'est ainsi qu'à l'Ecole professionnelle de la rue Cassette, n° 25, la pension qui est de trois cent soixante francs la première année, n'est plus la deuxième que de trois cents et diminue progressivement ensuite si les jeunes filles restent davantage.

Pour les internes la gratuité est l'exception ; nous la trouvons relative à l'Ecole de travail pour les jeunes filles Israélites, 13, Boulevard Bourdon, où, après concours et enquête sur l'honorabilité et l'état de fortune de leurs parents, les jeunes filles sont admises moyennant un droit fixe une fois payé de cent francs pour leur trousseau, droit dont sont même dispensées les plus indigentes. La gratuité absolue nous est enfin signalée à l'Ecole de la rue Saint-Lambert, n° 47, dirigée par Mademoiselle Hortense Judlin.

La gratuité est au contraire générale pour les jeunes filles admises à titre d'externes ; or, les écoles professionnelles municipales ne connaissent que l'externat ; c'est aussi la règle des écoles laïques privées dont plusieurs pourtant (un tiers environ) con-

tiennent des internes. Au contraire, dans les écoles congréganistes, externes et internes sont en nombre à peu près égal, bien que plusieurs établissements n'acceptent aucune interne.

Le travail exécuté dans les écoles professionnelles, par son but même, but d'apprentissage, ne peut avoir le fini, la productivité du travail ouvrier moyen. En outre, les règlements intérieurs de ces établissements consacrent un temps notable aux récréations, certains à des exercices religieux. Les horaires des écoles congréganistes et laïques libres ont une grande ressemblance. Si nous en prenons un comme exemple, il en résulte qu'on travaille de neuf heures à midi, de une heure et demie à quatre et de quatre heures un quart à six, ce qui fait un total de sept heures un quart. Il est vrai qu'après six heures du soir il est consacré quelque temps à compter les tâches. Mais d'une manière générale le travail, dans cette catégorie d'établissements n'excède pas huit heures ; ce n'est que dans des « coups de feu » tout à fait exceptionnels qu'il est légèrement majoré. Nous arrivons à la même constatation dans les Ecoles professionnelles municipales où les cours ont lieu de huit heures et demie à onze heures et demie (1), puis de midi et demi à cinq heures et demie avec interruption d'une demi-heure, de trois heures et demie à

(1) Nous ne nous attachons pas aux simples variantes.

quatre heures. Le total des heures de travail y est donc de sept et demie, encore convient-il d'observer qu'il est consacré une partie notable de ce temps à suivre des cours généraux : morale et enseignement civique, langue française, arithmétique, sciences appliquées au commerce et à l'industrie, histoire et géographie, dessin linéaire et dessin d'ornementation, comptabilité et enfin couture usuelle, coupe et assemblage, de telle sorte que la journée de travail comprend seulement cinq heures d'enseignement professionnel spécial.

Nous sommes donc fondés à dire que dans les écoles professionnelles le travail quotidien n'atteint pas huit heures, ce qui, vu le nombre des jeunes filles (4399) donne à l'année de trois cents jours un total approximatif de dix millions d'heures (10.000.000). Mais ce chiffre doit subir une importante rectification si l'on veut réduire le temps de travail fourni dans ces établissements en heures de travail ouvrier moyen. En effet l'apprentissage est une étude, et l'étude suppose le besoin de se perfectionner ; c'est dire que les essais malheureux y sont fréquents, la façon défectueuse et l'ouvrage lentement confectionné. Aussi croyons-nous, d'après l'affirmation concordante de personnes occupant les situations les plus diverses : administrateurs de grands magasins, chefs de manutention, entrepreneuses, directrices d'écoles professionnelles, ouvrières libres,

que la productivité de ce travail équivaut à peine à la moitié de celui fourni par les ouvrières libres. — Nous n'avons pas, à propos des jeunes filles recueillies dans les orphelinats et majeures de douze et treize ans parlé d'une telle réduction, parce que ces jeunes filles, depuis l'âge moyen de sept ans sont exercées aux travaux manuels, peu de temps chaque jour il est vrai, mais suffisamment pour posséder vers l'âge de passer dans la section des grandes une dextérité dont sont pour la plupart dépourvues les jeunes filles qui entrent aux écoles d'apprentissage (1).

En outre, nous avons au chapitre précédent constaté la difficulté de maintenir les jeunes filles dans les orphelinats jusqu'à dix-huit ou vingt et un ans, mais nous venons de voir que dans les écoles professionnelles la difficulté touchait à l'impossibilité, de telle sorte que si les orphelinats possèdent un certain nombre de véritables ouvrières, les écoles professionnelles n'en ont qu'exceptionnellement. Telles sont les raisons pour lesquelles nous n'estimons pas à plus de cinq millions (5.000.000) les heures de travail ouvrier moyen fournies chaque année dans les écoles professionnelles de Paris.

(1) L'avance dont jouissent les petites orphelines grâce au court exercice auquel elles sont livrées dès leur bas âge fait désirer vivement que l'enseignement pratique soit donné dès la première jeunesse dans toutes les écoles primaires. Voir à ce sujet un article de M^{me} H. Desurmont « *Une école ménagère avec un ouvroir ouvrier* » dans la Réforme sociale, 16 mai 1897, p. 824.

L'un des points les plus intéressants à élucider est celui du genre de travail exécuté dans les orphelinats et écoles professionnelles. La connaissance exacte des professions qui y sont enseignées et de la proportion dans laquelle les jeunes filles s'y trouvent réparties est l'une des données les plus nécessaires pour apprécier comme il convient la portée économique et sociale de ces institutions. — Procéder au relevé de chiffres est une œuvre assurément fastidieuse mais au plus haut degré suggestive. Or, des cinquante et une écoles professionnelles de filles dont nous avons signalé l'existence, il n'en est pas une sur laquelle nous ne possédions, à divers degrés, des renseignements, en sorte que nous pouvons présenter le résultat de notre recherche comme l'expression vraie de la situation.

Dans ces cinquante et une écoles, nous observons tout compte fait des professions diverses en vue desquelles l'apprentissage est donné, vingt-deux branches différentes, confusion faite d'ailleurs entre la couture et la lingerie entre lesquelles il ne peut être relevé de différence essentielle (1). Sur ces vingt-

(1) Ces vingt-deux branches sont : le blanchissage, la broderie, la chaussure de femmes, le commerce, la comptabilité, la confection, les corsets, la couture, les dentelles, le dessin, l'enseignement, les fleurs, la gravure, l'imagerie, l'imprimerie, les modes, la peinture, la peinture sur porcelaine, la plume, les postes et télégraphes, le repassage, la tapisserie.

deux branches il en est quinze pour les professions manuelles, les sept autres étant destinées à des carrières plus ou moins libérales, artistiques ou commerciales. — Nous dressons ci-après le tableau des divers enseignements donnés dans ces écoles professionnelles :

				Blanchissage	Broderie	Chaussure	Commerce	Comptabilité	Confection
Ecoles Professionnelles Congréganistes	1 Alibert	rue	10	»	»	»	»	»	»
	2 Angoulême	rue d'	81	»	»	»	»	»	1
	3 Assas	rue d'	26	1	1	»	»	»	»
	4 Bernardins	rue des	15	»	»	»	»	»	»
	5 Bouret	rue	20	2	»	1	»	»	2
	6 Championnet	rue	8	»	»	»	»	»	3
	7 Championnet	rue	174	3	»	»	»	»	»
	8 Gassendi	rue	29	»	»	»	»	»	4
	9 Geoffroy Lasnier	rue	30	»	»	»	»	»	5
	10 Geoffroy St-Hilaire	rue	32	4	»	»	»	»	»
	11 Glacière	rue de la	41	»	»	»	»	»	»
	12 Grenelle	rue de	182	»	»	»	»	»	6
	13 Harpe	rue de la	35	»	»	»	»	»	»
	14 Jeanne d'Arc	place	26	»	»	»	»	»	7
	15 Jenner	rue	39	5	»	»	»	»	8
	16 Montparnasse	boulevard du	92	»	»	»	»	»	»
	17 Parcheminerie	rue de la	15	»	»	»	»	»	»
	18 Poullétier	rue	7	»	»	»	»	»	9
	19 Reuilly	rue de	77	»	2	»	»	»	10
	20 Riquet	rue	68	6	»	»	»	»	11
	21 Rocroi	rue de	10	»	»	»	»	»	12
	22 Rome	rue de	151	7	»	»	»	»	13
	23 Rustique	rue St-		»	»	»	»	»	»
	24 Sourdière	rue de la	25	»	»	»	»	»	14
	25 Stephenson	rue	48	»	»	»	»	»	15
	26 Vaudrezanne	rue	44	8	3	»	»	»	16
	27 Boileau	rue	80	9	»	»	»	»	»
	28 Clichy	rue de	50	»	»	»	»	»	17
	29 Cours la Reine		20	»	»	»	»	»	»
	30 Malakoff	avenue	66	»	»	»	»	»	18
TOTAUX.....				9	3	1	0	0	18

Corsets	Couture	Dentelle	Dessin	Enseignement	Fleurs	Gravure	Imagerie	Imprimerie	Modes	Peinture	Peint. sur porcel.	Plumes	Postes et Télégr.	Repassage	Tapiserie	
»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1
»	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	2
»	3	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	3
»	4	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1
»	5	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	2
»	6	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	2
»	7	»	»	»	»	»	»	»	»	1 ind	»	»	»	»	»	2
»	8	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	2	»	2
»	9	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	2
»	10	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	2
»	11	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1
»	12	»	»	»	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	2
»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	4
»	13	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1
»	14	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	2
»	15	»	»	»	3	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	1
»	16	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	5
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	3
»	17	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1
»	18	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	3
»	19	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1
»	20	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	2
»	21	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	3
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	4
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
»	22	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	1
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	2
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1
0	22	0	0	0	3	0	1	1	1	1	0	0	0	3	1	64

				Blanchissage	Broderie	Chaussure	Commerce	Comptabilité	Confection
Ecoles prof. libres laïques	31	Alma	aven. de l'	30	»	»	»	»	1
	32	Antoine	rue St-	145	»	»	»	1	»
	33	Bourdon	boul.	13	»	»	1	»	»
	34	Cassette	rue	25	»	»	»	»	2
	35	Cherche-Midi	rue du	116	»	»	»	2	3
	36	Choinel	rue	7	»	»	»	»	4
	37	Duperré	rue	24	»	1	2	»	»
	38	Fourneaux	rue des	33	1	»	»	»	5
	39	Grande-Armée	aven. de la	52	»	»	»	3	»
	40	Lambert	rue St-	47	»	»	»	»	»
	41	Maine	avenue du	220	»	»	»	»	6
	42	Croix de la Breton ^{nie}	rue Ste-	23	»	»	3	»	»
	43	Saxe	avenue de	33	»	»	»	»	»
	44	Vanves	rue de	186	2	»	»	»	»
	45	Vieille-de-Temple	rue	110	»	»	»	4	»
Ecoles prof. municip.	46	Bouret	rue	2	3	2	»	»	7
	47	Bossuet	rue	14	»	»	»	»	8
	48	Fondary	rue	20	»	3	»	»	9
	49	Ganneron	rue	26	»	4	»	5	10
	50	Poitou	rue de	7	»	5	»	4	»
	51	Tombe-Issoire	rue de la	77	»	6	»	»	11
Totaux				3	6	0	4	5	11
Report des Ecoles profes. congréganistes. . .				9	3	1	0	0	18
Total général.				12	9	1	4	5	29

Corsets	Couture	Dentelle	Dessin	Enseignement	Fleurs	Gravure sur bois	Imagerie	Imprimerie	Modes	Peinture	Peint. sur porcel.	Plumes	Postes et Télégraph.	Repassage	Tapisserie	
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1
»	1	»	»	»	1	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	4
»	2	»	»	»	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	4
»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	2
»	»	»	»	»	3	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	4
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1
»	3	»	1	»	»	1	»	»	»	2	»	»	»	»	»	6
»	4	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	3
»	5	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	1	»	»	4
»	»	»	»	»	4	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1
»	6	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	2
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1
»	7	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1
»	8	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	2
»	9	»	»	»	»	»	»	»	»	3	»	»	»	»	1	4
1	10	»	»	»	5	»	»	»	2	»	»	1	»	»	»	8
»	11	»	»	»	»	»	»	»	»	4	»	»	»	»	»	3
2	12	»	»	»	6	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	7
3	13	»	2	»	7	»	»	»	4	»	2	»	»	»	»	10
»	14	»	3	»	»	»	»	»	5	»	»	»	»	»	»	5
4	15	»	»	»	»	»	»	»	6	»	»	»	»	»	»	5
4	15	1	3	1	7	1	0	0	6	4	2	2	1	1	1	78
0	22	0	0	0	3	0	1	1	1	1	0	0	0	3	1	64
4	37	1	3	1	10	1	1	1	1	5	2	2	1	4	2	142

Il résulte de ce tableau que les cours professionnels sont très inégalement enseignés. Ainsi, tandis que la couture, depuis la grossière jusqu'à la lingerie est apprise dans trente-sept établissements, la confection l'est dans vingt-neuf, le blanchissage dans douze, les fleurs dans dix, la broderie dans neuf, les modes, la peinture dans sept, la comptabilité dans cinq, le commerce, les corsets, le repassage dans quatre, le dessin industriel dans trois, les plumes et la tapisserie dans deux, enfin la chaussure, la dentelle, l'imprimerie, l'imagerie, l'enseignement, la gravure sur bois, les postes et télégraphes dans un seulement. Nous constatons encore que les cours sont moins diversifiés dans les écoles professionnelles congréganistes que dans les écoles laïques privées et municipales. C'est ainsi que nous trouvons douze branches d'enseignement dans les trente écoles congréganistes et dix-neuf dans les vingt et une écoles laïques et municipales ; c'est donc une proportion de 12/27, c'est-à-dire moindre de moitié. Il en résulte directement que les branches d'enseignement se retrouvent presque toujours les mêmes dans les établissements congréganistes ; dans les autres au contraire l'enseignement est plus également réparti : par dix établissements laïques et municipaux, il est donné neuf enseignements contre cinq dans les écoles congréganistes, encore doit-on constater dans ces dernières que l'instruction professionnelle y est sauf

exception restreinte à trois grandes branches : la couture et lingerie, la confection et le blanchissage.

Si à présent, nous faisons masse des cinquante et une écoles professionnelles pour nous demander combien de jeunes filles sont occupées à chaque genre de travail ; si nous supposons en outre que dans chaque école les élèves sont également réparties entre les différents cours, nous trouvons les chiffres suivants (1) :

Les cours des écoles professionnelles congréganistes et laïques libres étant en moyenne suivis chacun par vingt-huit élèves et ceux des écoles municipales par trente-huit, il doit y avoir dans les différentes branches de l'enseignement un nombre d'élèves sensiblement égal pour la :

(1) Nous rappelons ici que les établissements laïques et congréganistes ont une population moyenne de soixante-cinq et soixante-six élèves ; les établissements municipaux de deux cent quarante.

	ÉCOL. PROFESSION. CONGRÉGANISTES		ÉCOL. PROFESSION. LAIQUES LIBRES		ÉCOL. PROFESSION. MUNICIPALES		TOTAL
Blanchisserie à.	252	+	84	+	38	=	374
Broderie.....	84	+	28	+	190	=	302
Chaussure.....	28	+	0	+	0	=	28
Commerce.....	0	+	83	+	38	=	112
Comptabilité...	0	+	112	+	38	=	150
Confection.....	504	+	168	+	190	=	862
Corsets.....	0	+	0	+	152	=	152
Couture.....	616	+	252	+	228	=	1096
Dentelle.....	0	+	28	+	0	=	28
Dessin.....	0	+	28	+	76	=	104
Enseignement..	0	+	28	+	0	=	28
Fleur.....	84	+	112	+	111	=	310
Gravure sur bois	0	+	28	+	0	=	28
Imagerie.....	28	+	0	+	0	=	28
Imprimerie....	28	+	0	+	0	=	28
Modes.....	28	+	28	+	190	=	246
Peinture.....	28	+	84	+	38	=	150
Peinture s. porc.	0	+	20	+	38	=	66
Plumes.....	0	+	0	+	76	=	76
Postes et télégr.	0	+	28	+	0	=	28
Repassage.....	84	+	0	+	38	=	112
Tapisserie.....	28	+	28	+	0	=	56

Et si l'on a soin de se rappeler que le travail dans ces écoles est d'une productivité inférieure à la

moitié de celui de l'ouvrière libre ordinaire ; si l'on observe en outre qu'il n'est pas de huit heures par jour ; ces différents chiffres, pour être réduits à la commune mesure de l'ouvrière libre moyenne travaillant onze heures par jour, doivent être divisés par trois. Telle serait, cette opération faite, le bilan du travail fourni par les écoles professionnelles de filles à Paris.

SECTION II

Ecoles professionnelles de garçons

Le but de ces établissements comme celui des écoles professionnelles de filles est de faire connaître aux jeunes gens un métier dont ils puissent un jour vivre honorablement. Mais autant le travail des jeunes filles dans les orphelinats et écoles professionnelles soulève de critiques, autant celui des jeunes gens a le don d'être unanimement apprécié. Quelles peuvent être les raisons d'une semblable différence ? Elles sont multiples : le travail des jeunes gens est moins apparent, et, dans les pre-

miers temps de l'apprentissage surtout, plus onéreux que rémunérateur.

Il est moins apparent, car il s'obtient la plupart du temps par commandes à des intervalles espacés, et non comme celui des orphelinats et écoles professionnelles de jeunes filles par les quotidiennes sollicitations de personnes d'autant plus en évidence qu'elles sont revêtues d'un costume religieux. Il est moins apparent encore puisqu'au lieu d'être exécuté dans cent trente et un établissements, il l'est dans un nombre restreint. En outre ce travail, dans la plupart des cas, est plus onéreux que rémunérateur. Il suffit de visiter quelques ateliers, pour se rendre compte du coût de premier établissement et des dépenses d'entretien ; pour savoir combien l'apprenti malhabile et inexpérimenté détériore l'outillage et « gâche » la matière première. Si les écoles professionnelles de garçons étaient de simples entreprises industrielles, il leur paraîtrait plus avantageux de faire cesser tout travail que de le continuer dans de semblables conditions. Un exemple fera saisir cette improductivité : un fabricant de meubles fournissait à une école d'ébénisterie entretenue par la Ville de Paris le personnel dirigeant, les outils et les matières premières ; il payait à l'assistance publique un prix déterminé par journée d'ouvrier, puis, vendait à ses risques et périls les meubles fabriqués. Qu'advint-il ? Au bout de quatre ans de ce régime, le fabricant se

trouva en perte de 90.000 francs et très édifié sur le travail des apprentis, fut contraint de se fournir ailleurs de meubles (1).

L'enseignement professionnel est donné dans plusieurs catégories d'établissements qui nous intéressent inégalement :

D'une part, la ville de Paris a fondé des écoles qui permettent de consacrer à l'apprentissage tout le temps nécessaire suivant une méthode perfectionnée. Citons, pour les arts et industrie du livre, l'école Estienne, boulevard d'Italie, 18 ; pour les industries du meuble, l'école Boulle, rue de Reuilly, 57 ; pour le fer et le bois, l'école Diderot, boulevard de la Villette, 60.

D'autre part, l'enseignement professionnel est organisé par un certain nombre de chambres syndicales, telles que celles de la bijouterie, de la bijouterie-imitation, de la carrosserie, de la fumisterie, de l'imprimerie, de la maçonnerie, des mécaniciens et chauffeurs, de la menuiserie, du papier et des industries qui le transforment, de la plomberie et couverture. Cet enseignement est gratuit ; parfois cependant, une légère cotisation mensuelle de deux francs est perçue ; il n'a lieu que quelques heures chaque jour, en général, de huit à dix heures du soir ; dans certaines professions, les cours ne sont donnés que du 1^{er} octobre au 1^{er} avril.

(1) Arr. C d'Et, 13 avril 1889 ; aff. Damon. D. P. 90. 3. 77.

L'enseignement professionnel est enfin organisé soit par des comités, soit par des particuliers ; notons l'école de cordonnerie, rue de Montmorency, 48 ; l'école de serrurerie, rue de Vanves, 178 ; l'école de serrurerie et de menuiserie, rue Championnat, 174 ; l'école d'imprimerie Chaix, rue Bergère, 20, etc. Mais les deux écoles les plus importantes sont l'Etablissement Saint-Nicolas, rue de Vaugirard, 72, dirigé par les Frères des Ecoles Chrétiennes, et l'Orphelinat des Apprentis, rue de la Fontaine, 40, dirigé par les Prêtres de Saint-Vincent-de-Paul. A la différence des précédents établissements privés, ces deux derniers occupent les jeunes gens toute la journée et se rapprochent à ce point de vue des écoles professionnelles municipales.

L'âge minimum d'admission aux écoles Estienne (1), Diderot et Boule, à l'orphelinat des apprentis, est de treize ans ; les candidats à l'école municipale Diderot, doivent en outre être munis du certificat d'études primaires. L'Etablissement Saint-Nicolas reçoit au contraire les enfants depuis sept ans dans sa maison d'Issy et depuis neuf dans les autres. Aussi comprend-on qu'un grand nombre des

(1) Avant la décision en date du 1^{er} juillet 1898, l'âge minimum d'admission à l'école Estienne était de 12 ans pour les jeunes gens pourvus du certificat d'études primaires et, dans le cas contraire de 13 ; cette même décision a reporté la limite d'âge de 15 à 16 ans comme il en est dans les autres Ecoles professionnelles municipales.

enfants qu'il abrite ne sont pas occupés aux travaux manuels. En 1894, sur 2,805 élèves, 1,750 recevaient l'enseignement primaire, 336 à la fois l'enseignement primaire et l'enseignement professionnel et parmi ces derniers 72 apprenaient le jardinage à Igny, en sorte que deux cent soixante-cinq seulement se formaient à divers métiers rue de Vaugirard (1). C'est donc moins de un sur dix.

Dans chacun de ces établissements l'enseignement est très varié : il comprend à l'école Diderot les professions suivantes : forge, tours sur métaux, ajustage, instruments de précision, électricité, modèle, chaudronnerie, menuiserie, serrurerie, plomberie sanitaire ; à l'école Boule : l'ébénisterie, la tapisserie, la sculpture sur bois, la menuiserie en sièges, la ciselure, la moulure, la gravure, le tournage, le remoulage et le réparation ; à l'école Estienne : la typographie, la reliure, la gravure, la lithographie et la photographie.

Les écoles municipales professionnelles de garçons ne reçoivent que des externes ; l'enseignement qui y est donné est à la fois technique et théorique, ce qui fait que les élèves, outre l'apprentissage, y reçoivent une instruction primaire supérieure appropriée à l'exercice du métier qu'ils ont choisi. Les

(1) Paris Charitable et Prévoyant. Paris, Plon, 1897, p. 203, note (2).

écoles municipales professionnelles sont gratuites, la durée de l'apprentissage est de trois ans à l'école Diderot, de quatre aux écoles Boulle et Estienne. Chacune contient environ 300 élèves (1). Mais la différence saillante entre elles et l'établissement Saint-Nicolas et l'Orphelinat des Apprentis est qu'« on y travaille pour apprendre et non pour produire » ce qui permet de « mettre en main aux apprentis les modèles les plus variés et suivre une marche progressive (2) ».

Le travail exécuté dans ces établissements ne sort pas, en effet, de la maison sauf, nous a-t-il été dit, de très rares exceptions à l'école Diderot. Aussi ce travail ne peut-il être pris comme l'un des éléments du problème dont nous poursuivons la résolution : il nous servira toutefois de point de comparaison quand viendra dans notre troisième partie le moment d'apprécier la productivité du travail des apprentis. Il en est autrement du travail accompli à l'établissement Saint-Nicolas et à l'orphelinat des Apprentis. Ce n'est pas à dire qu'il ait pour but la production plus que l'apprentissage, mais bien l'apprentissage par la production. Ces établissements, en effet, ne sont pas dotés

(1) Au 31 décembre 1896, l'école Diderot comptait 20 maîtres et 290 élèves ; l'école Boulle, 31 maîtres et 225 élèves ; l'école Estienne, 29 maîtres et 214 élèves. V. Annuaire statistique de la ville de Paris. Paris, Masson, 1892.

(2) Notice sur l'école Estienne, Paris, Ecole Estienne, juin 1898, p. 9.

par la Ville de Paris et doivent en conséquence s'efforcer de tirer le meilleur parti possible du travail des jeunes gens auxquels ils donnent l'hospitalité et l'instruction professionnelle.

L'établissement Saint-Nicolas comprend quinze ateliers dans lesquels sont enseignés les métiers de relieur, tourneur en optique, compositeur typographe, monteur en bronze, ciseleur sur métaux, facteur d'instruments de musique en cuivre, doreur sur bois, menuisier en meubles, sellier, malletier, sculpteur et graveur sur bois, facteur d'instruments de précision, graveur-géographe, mécanicien ; l'Orphelinat des Apprentis possède douze ateliers : ateliers d'imprimerie (fonderie, composition, clicherie, machines, brochage) ; ateliers de cordonniers, de tailleurs, de menuisiers, de serruriers, de monteurs, de jardiniers, de peintres, d'horlogers et de relieurs. A l'établissement Saint-Nicolas, la durée de l'apprentissage est de trois années, la pension de trente-cinq francs par mois, plus cinquante francs d'entrée ; les enfants travaillent aux frais et pour le compte de patrons, sous la direction de contre-maitres désignés par ces patrons et agréés par le Frère Directeur. A l'Orphelinat des Apprentis, la durée de l'apprentissage est de quatre ans, le prix de pension variable et souvent nul, grâce à des fondations de lits faites par des bienfaiteurs. Les apprentis sont dans chacun de ces établissements au nombre d'environ trois cents.

On comprend qu'il nous soit on ne peut plus difficile, sinon impossible, de ramener avec quelque précision le travail de ces apprentis à la commune mesure du travail ouvrier moyen. Toutefois l'on peut admettre comme vraisemblable la proportion du tiers.

CHAPITRE III

Les Etablissements d'Assistance

Tandis que la préservation est le but des orphelinats et l'apprentissage celui des écoles professionnelles, la pensée fondamentale qui a suscité la création des nombreux établissements à l'étude desquels nous consacrons nos deux derniers chapitres est une pensée d'assistance. Ces établissements se proposent de substituer pour l'indigent adulte et valide, le salaire à l'aumône ; de faciliter la recherche du travail « à celui que le chômage condamne à la misère ; d'éloigner le solliciteur pour lequel la mendicité est devenue un métier ». Ils contribuent ainsi à remplacer pour l'indigent valide l'aumône qui dégrade en invitant à la paresse, par le travail qui relève.

Mais si l'assistance est la commune raison d'être de tous ces établissements, elle est poursuivie et réalisée dans chacun d'eux, d'après une corruption qui se rattache à l'une des deux formes suivantes : Ou l'établissement procure du travail à ceux qui réalisent

les conditions déterminées, et les rémunère d'après un tarif préalablement fixé ; ou bien, il propose à toutes personnes ou seulement à certaines catégories de celles-ci, l'exécution de travaux dont il a pu obtenir la commande, sauf à retenir sur le prix de façon ce qui est nécessaire pour couvrir les frais généraux de l'entreprise. Tandis que dans le premier cas l'on peut être réduit à solliciter l'écoulement des produits fabriqués, dans le second l'on cherche la commande pour la confection ; tandis que dans le premier cas l'établissement risque de subir des pertes plus ou moins considérables, bien qu'il soit en principe également susceptible de réaliser des bénéfices ; dans le second, il ne peut, du chef du travail, se produire ni pertes ni bénéfices. En résumé, l'Etablissement du premier genre est un intermédiaire qui, escomptant commande ou débouché, fait travailler à temps, moyennant un prix de quotité ; l'établissement du second genre est un intermédiaire qui distribue aux pièces le travail dont il a obtenu livraison et donne en salaires, déduction faite des frais de son entretien l'intégralité du prix alloué pour la façon. Ces différences de fond justifient à nos yeux une appellation et une place distinctes : les établissements d'assistance proprement dits ou du premier genre font l'objet de ce chapitre ; ceux du second genre, spécialement appelés ouvriers externes, seront examinés dans le suivant.

Les établissements d'Assistance par le travail dans le sens précis du mot sont nombreux à Paris. Sans que nous puissions affirmer les connaître tous, nous en signalons vingt-neuf, parmi lesquels treize pour hommes et seize pour femmes (1). L'organisation, les conditions d'admission, le genre de travail,

(1) *Pour hommes* : Maison de travail pour jeunes gens, rue de l'Ancienne Comédie, n° 13 ; — l'œuvre Laubespain, avenue de Versailles, 34 ; — le refuge municipal Nicolas Flamel, rue du Château des Rentiers ; — maison hospitalière pour les ouvriers sans travail et sans asile, rue Fessard, 36 ; — Union d'assistance par le travail du XVI^e arrondissement, avenue de Versailles, 7 ; — Abri Saint-Joseph, rue du Mont-Cenis, 28 ; — Maison d'assistance par le travail de la société la Prospérité, avenue Ledru-Rollin, 72 bis. — *Pour femmes* : Refuge-ouvroir municipal Paulmé-Roland, rue Fessard, 35 ; — Ouvroir du V^e arrondissement, rue du Val-de-Grâce, 11 ; — Œuvre de l'assistance par le travail, rue du faubourg Saint-Honoré, 170 ; — Œuvre du travail à domicile, avenue de Versailles, 52 ; — Œuvre du travail, rue de Berlin, 4 ; Société de l'allaitement maternel et des refuges-ouvroirs, avenue du Maine, 203 ; — ouvroirs ateliers pour les ouvrières sans travail (3 ouvroirs) ; — Asile temporaire protestant pour femmes, rue de la Villette, 48 ; — Union chrétienne des ateliers de femmes, rue de l'Université, 129. — *Pour hommes et pour femmes* : Union d'assistance du marché Saint-Germain, marché Saint-Germain ; — Société d'assistance par le travail du II^e arrondissement, place des Petits-Pères, 5 ; — Assistance par le travail du V^e arrondissement, rue Daubenton, 58 ; — Société d'assistance des VIII^e et XVII^e arrondissement, rue Salneuve, 17 ; — Union d'assistance du XVI^e arrondissement, avenue de Versailles, 7 ; — Société d'assistance par le travail de Courbevoie, rue d'Essling, 20 ; — Société générale de patronage des libérés, rue de l'Université, 174.

le mode de rémunération, les moyens de subvenir aux dépenses varient de l'un à l'autre de telle sorte qu'il ne nous paraît pas possible sans sortir du cadre synthétique de notre étude, de nous appesantir sur ces différences et particularités qui ne présentent d'ailleurs à nos yeux qu'un intérêt purement secondaire.

D'une manière générale les établissements d'assistance proprement dits reposent sur une pensée de charité à laquelle toute conception sociale n'est point étrangère. Par contre, nous ne croyons pas que les fondateurs se soient le moins du monde préoccupés du côté économique de leur entreprise, bien digne pourtant d'être pris en considération, dans tout ce qui, de près ou de loin, intéresse le monde du travail.

Frappés de l'inutilité des efforts coercitifs tentés au cours des siècles pour arrêter la marche ascendante du paupérisme et de la mendicité, les propagateurs de l'idée d'assistance par le travail se proposèrent d'offrir à toute personne dans le besoin une occupation grâce à laquelle on put éprouver sa bonne volonté, s'assurer s'il y avait ou non de sa part simulation de misère imméritée, et lui permettre en cas de réelle détresse, d'obtenir un morceau de pain sans qu'il lui fut nécessaire pour cela de se rendre coupable d'une infraction pouvant la conduire en prison.

Cette conception fut vite appréciée, car elle

l'emporte de beaucoup sur l'aveugle charité qui profite surtout aux professionnels de la mendicité, impudents et habiles. C'est elle qui préside à la création et à l'organisation des établissements dont nous parlons. Les miséreux qu'on y recueille, sont pour la plupart sans aucun état, soit qu'ils n'aient cessé de vagabonder, soient qu'ils n'aient jamais travaillé que comme hommes de peine. La clientèle des établissements d'assistance est en effet la moins intéressante dans sa généralité ; elle est formée des rebuts de toutes les classes, de toutes les professions jusque, et y compris, celle de malfaiteur. Aussi le travail dont sont capables de tels éléments est-il des plus grossiers et des plus communs ; à ce titre il est très peu rémunérateur, surtout qu'il n'est guère possible de compter sur l'application sérieuse des personnes assistées. En outre ces établissements ne pratiquent que l'assistance temporaire c'est-à-dire n'acceptent et ne recueillent les pauvres que pour un temps déterminé, le plus souvent suffisant pour chercher et obtenir ailleurs un travail plus digne, plus stable et plus rémunérateur. Tous également procurent à l'ouvrier, soit en espèces, soit en nature, plus que l'équivalent du travail produit : c'est ce qui distingue ces établissements de ceux que nous appelons plus spécialement *ouvroirs externes*. Cette majoration du salaire n'est pas un calcul, de la part des directeurs, mais bien une quasi nécessité, sous peine de ne

remettre à l'assisté qu'une somme infime et dérisoire, capable par sa modicité, de le priver de l'intérêt qui, normalement est le plus puissant stimulant des efforts individuels. C'est ce qui explique les déficits annuels de ces établissements, c'est la raison pour laquelle ils sont obligés d'avoir si souvent recours aux libéralités privées et aux subventions publiques.

La simple énumération des occupations auxquelles il a fallu livrer les pauvres fera saisir leur incapacité professionnelle et comprendre la faible productivité de leur travail.

Rien dans ces occupations qui ressemble à un état, à une profession, aussi rassemblons nous à la fois ce qui concerne les établissements d'assistance pour hommes et pour femmes.

Si l'on excepte le blanchissage et le repassage, la couture, le crochet et le tricot auxquels sont spécialement attachées les femmes, les travaux exécutés dans les établissements d'assistance comprennent ; le brochage, le cardage des matelas, le coupage des chiffons, le dépeçage des chiffons et des vieux corsets, le découpage de salsepareille, l'écalage des noix de corozo, l'effilochage de vieux câbles pour en faire de l'étoupe, la fabrication de balles pour enfants, de cotrets, margotins et ligots résinés, de sacs en papier, en toile, de tapis de cuir, l'éventailage des corsets, la menuiserie, le pliage de papiers et de journaux, le triage de grains et de crins, le sciage de bois, enfin

certaines travaux d'écriture, des courses et corvées diverses.

Si vulgaires qu'ils paraissent dans l'ensemble, ces travaux ne laissent pas que d'être encore défectueusement exécutés, et comme leur confection demande encore de la part des ouvriers une certaine habitude ou tout au moins un certain minimum de soin, il est peu probable qu'on puisse introduire un jour dans cette catégorie d'établissements des travaux plus relevés, partant, plus rémunérateurs. L'expérience prouve au contraire que l'on doit plutôt s'efforcer de procurer aux malheureux qu'on y recueille les occupations le plus simples, celles qui ne requièrent de leur part qu'un peu de bonne volonté, sinon les produits sont refusés, s'écoulent avec peine et accroissent le déficit toujours considérable des Etablissements. C'est ainsi qu'à la maison de travail pour les adolescents, 13, rue de l'Ancienne Comédie, dirigée par Monsieur Henri Rollet, on avait organisé un atelier de cordonnerie, mais la population assistée fut inapte à y travailler, et l'insuccès éprouvé décida la direction à ne procurer aux adolescents que des occupations moins délicates : confection d'étiquettes, ébarbage de bronze, triage de graines, etc..

L'impossibilité ou se trouvent nos Etablissements d'Assistance de confier des travaux plus rémunérateurs à ses assistés ne tient pas uniquement à l'incapacité professionnelle de ceux-ci, elle tient aussi au

temps relativement court pendant lequel ils les recueillent. En effet, si certains d'entre eux consentent à conserver sans limitation de temps les pauvres dont la bonne volonté est évidente et le travail satisfaisant, telles la maison du travail pour jeunes gens, la société d'assistance par le travail de Courbevoie ; la très grande majorité ne les acceptent que pour une période qui varie de huit jours à huit mois, mais est ordinairement de deux semaines. D'ailleurs, afin d'éviter que les assistés se représentent à peine après avoir terminé la période d'admission, la plupart de nos Etablissements disposent qu'ils ne peuvent être réadmis qu'après un délai déterminé. Ce délai est de deux mois pour le refuge municipal Nicolas-Flamel et pour la Société d'Assistance par le travail du 11^e arrondissement ; de trois mois pour l'OEuvre Laubespion, et de deux ans pour le refuge ouvrier Paulmé-Roland.

On comprend qu'un travail de sa nature aussi grossier, et entrepris dans des conditions aussi défectueuses, ne puisse produire un prix de vente suffisant pour couvrir les frais de l'entretien des assistés. A part de rares exceptions, la journée de travail dont la durée normale est de huit heures ne rapporte que 0 fr. 70 centimes ; mais il y a sous ce rapport des variantes dans les divers établissements ; c'est ainsi que le produit de la journée de travail est de 0 fr. 29 centimes à la Société d'Assistance par le travail du

II^e arrondissement et de 1 franc 37 centimes à la Maison hospitalière pour les ouvriers sans asile et sans travail.

Or, la rémunération quotidienne moyenne d'une personne assistée dans ces établissements est de un franc trente centimes. Cette somme lui est allouée en argent ou en nature. L'œuvre Laubespín, 54, avenue de Versailles, par exemple, donne aux hommes un salaire de deux francs payé en argent. Il en est de même au refuge municipal Nicolas Flamel, mais le salaire y est de un franc cinquante centimes. L'Union d'Assistance du marché Saint-Germain, au contraire, rémunère le travail de ses hospitalisés par un bon de coucher et deux bons de repas représentant ensemble une valeur de un franc vingt centimes. Ainsi fait également l'abri Saint-Joseph, rue du Mont-Cenis, 28. Parfois, le salaire en argent se combine avec le salaire en nature, mais c'est exceptionnel. C'est ainsi que la Société générale de patronage des libérés donne un salaire en nature représenté par la nourriture et le logement, mais en outre octroie dans les quatre derniers jours un salaire en argent proportionné au travail accompli et en moyenne de 0 fr. 50 centimes.

La différence entre le produit du travail et les frais d'organisation et d'entretien est considérable. Elle ne peut être comblée que par des personnes qui s'intéressent à ces œuvres ou par les subventions des

pouvoirs publics. Il faut remarquer de plus qu'un certain nombre de ces établissements ont l'habitude de faire plus de dépenses qu'elles n'opèrent de recettes, d'où la nécessité, à des intervalles rapprochés, de recourir pour combler le déficit à des sollicitations pressantes et même à la voie sans issue des emprunts.

Qu'il suffise, pour se rendre un compte exact de leur situation financière, de savoir que la recette totale et annuelle des vingt-neuf établissements, dont nous avons donné plus haut la liste, n'est guère inférieure à un million trois cent mille francs, tandis que leur dépense s'élève à plus de un million cinq cent soixante mille francs ; c'est un déficit global annuel de deux cent soixante mille francs.

Ces chiffres comparés à ceux des admissions, des journées de travail et du produit de la journée, sont des plus intéressants. Cette opération nous montre en effet que un million trois cent mille francs de recettes et un million cinq cent soixante mille francs de dépenses correspondent à cinquante-deux mille admissions, ce qui représente pour chacune d'elles une recette de vingt-cinq francs et une dépense de trente. Il faut tenir compte également de ce fait, que les pauvres assistés sont loin en général de demeurer dans l'établissement pendant toute la période normale prévue par les règlements. En effet, les cinquante-deux mille personnes admises à l'année procurent environ quatre cent soixante-treize

mille journées de travail : c'est une moyenne de neuf ; or, nous avons vu que les Etablissements d'Assistance prévoient un temps d'admission moyen de quinze jours. Quand on rapproche les chiffres de la production du travail de ceux du coût d'entretien des établissements, on éprouve une véritable stupefaction.

Ainsi, le produit du travail estimé trois cent trente-et-un mille francs coûte à ces maisons un million cinq cent soixante mille francs (1,560,000) ; il est le résultat de quatre cent soixante-treize mille journées (473,000). C'est donc bien à peine si l'assisté, dans un jour de travail, produit 0 fr. 70 centimes, alors qu'il coûte, rémunération et frais généraux, trois francs vingt-neuf centimes, c'est-à-dire procure un déficit net de deux francs cinquante-neuf centimes.

Si donc, pour avoir une idée d'ensemble, nous récapitulons et généralisons ces chiffres, nous trouvons que dans vingt-neuf établissements ou ateliers, cinquante-deux mille personnes admises fournissent quatre cent soixante-treize mille journées de travail représentant une valeur de trois cent trente-et-un mille francs, alors qu'elles nécessitent une dépense de un million cinq cent soixante mille francs. En résumé, l'assistance par le travail dans nos établissements coûte plus de quatre fois et demie ce qu'elle produit.

CHAPITRE IV

Ouvroirs Externes

Nous avons indiqué déjà la caractéristique de ces établissements d'assistance ; ils rémunèrent le travail aux pièces et ne peuvent être en perte ou en bénéfice du fait du travail.

A notre connaissance, ce genre d'assistance ne fonctionne à Paris que pour les femmes, et même pour celles-ci, dans un nombre limité de cas. Son mécanisme est le plus simple de tous ceux que nous ayons rencontré jusqu'à présent ; la directrice de l'ouvroir externe, dans un but de charité et non de négoce, pour procurer du travail à des personnes âgées ou infirmes qui n'en pourraient trouver elles-mêmes, pour permettre aux mères indigentes retenues chez elles par le soin de leur ménage ou de leurs enfants de consacrer leur temps libre à quelque occupation rémunératrice, pour venir discrètement en aide aux misères cachées des personnes atteintes par des revers de fortune, se fait auprès des fabricants, administrateurs de grands magasins, chefs de

manutention, chefs de rayon, solliciteuse de travail qu'elle s'engage à livrer à jour déterminé. Ce travail obtenu, elle le distribue aux personnes qui se présentent et le paye dès qu'il est confectionné, de manière à ne prélever sur le salaire que la représentation des frais généraux.

Parmi les divers modes d'assistance, cette combinaison nous paraît la plus sociale et la plus économique ; nous aurons d'ailleurs l'occasion de l'apprécier plus loin. Ajoutons que certains ouvriers, grâce à des circonstances exceptionnelles donnent aux ouvrières et sans aucune retenue l'intégralité du prix ; c'est le cas des ouvriers des Compagnies de chemin de fer ; certains fournissent en outre gratuitement le fil et les aiguilles ; il en est ainsi à l'œuvre maternelle de Sainte-Madeleine, 14, rue de la Ville-l'Evêque ; c'est que ces établissements sont subventionnés par des Compagnies ou des personnes charitables.

Il convient de remarquer en outre que le travail sur commande, tout en étant la règle dans les ouvriers externes, n'y est pas constant. C'est ainsi que l'œuvre de la charité par le travail de Notre-Dame Consolatrice, rue Blanche, met en vente dans l'un de ses deux magasins (rue Blanche, n° 5, et boulevard Malesherbes, n° 53) les objets confectionnés par toute personne reconnue intéressante. Quand ces objets sont vendus, le prix intégral en est remis à l'ouvrière.

Cette même méthode est employée par l'Adelphie, avenue de Wagram, n° 25, et par l'Association charitable des femmes du monde, mais ici nous sortons du domaine purement économique, les objets confectionnés s'achetant en considération des personnes assistées ou de celles présidant aux comptoirs, un prix supérieur à leur valeur marchande. Les ouvroirs externes comme nous l'avons dit déjà sont peu nombreux ; nous n'en comptons que treize (1) au premier rang desquels nous plaçons l'œuvre du travail à domicile pour les mères de familles, avenue de Versailles 54, l'œuvre philanthropique de la Société des arts décoratifs, 273, rue Saint-Honoré, et l'ouvroir externe de femmes, rue de Vanves dépendant des œuvres du Rosaire et dirigé par Mademoiselle Marie Perron (2). Ce dernier ouvroir fut visité en

(1) L'Adelphie, avenue de Wagram, 179 ; l'Association charitable des femmes du monde ; l'œuvre de la charité par le travail de N.-D. Consolatrice, 5 rue Blanche ; l'œuvre des Settlements charitables, 36. rue du Chemin Vert ; l'œuvre du Pain des Pauvres, 8, rue Puteaux ; l'œuvre maternelle de Sainte Madeleine, 14, rue de la Ville l'Evêque ; l'œuvre philanthropique de la Société des arts décoratifs, 273, rue St-Honoré ; les ouvroirs des Compagnies de l'Ouest, d'Orléans, de Paris-Méditerranée ; l'ouvroir externe de femmes, rue de Vanves 179 ; la Société d'assistance par le travail des VIII^e et XVII^e arr. 11, rue Salneuve ; l'Union d'assistance du XVI^e arrondissement.

(2) Nous omettons le magasin central des hôpitaux qui donne du travail à domicile à plus de mille personnes chaque jour, car les différents objets confectionnés : layettes, trousseaux
Fleurquin

1897 par la Société d'Economie Sociale qui décerna une récompense honorifique à sa zélée directrice (1).

Le travail exécuté dans ces établissements est en général très ordinaire ; on n'y trouve guère que la couture et souvent la grossière. Il n'en peut être autrement, car les personnes assistées sont pour la plupart des ouvrières médiocres, soit que l'âge les ait rendues inhabiles, soit que les occupations du ménage les empêchent de travailler avec goût et assiduité, soit enfin qu'elles n'aient jamais appris une profession : jamais une ouvrière adulte, libre et capable ne s'adresse à ces institutions pour obtenir son gagne-pain. En ce qui concerne la qualité du travail, nous faisons une exception pour les ouvrages écoulés par l'œuvre philanthropique de la Société des arts décoratifs, et par l'association charitable des femmes du monde dont le goût artistique traduit la situation de fortune occupée jadis par celles qui les composent. Là point de grosse lingerie, de couture, ni de confections pesantes, mais des écrans, éventails, tableaux, statuettes, de la lingerie fine et même des meubles de fantaisie.

La quantité du travail exécuté dans ces établissements ne peut être calculé d'après le nombre des

seaux, vêtements, etc. sont destinés aux établissements hospitaliers, au service des enfants assistés, etc., et ne concurrençant pas à proprement parler sur le marché, les produits similaires.

(1) Réforme Sociale, 1^{er} juillet 1897, p. 80.

personnes assistées puisque celles-ci confectionnent l'ouvrage à domicile aux heures qu'il leur plaît et n'en demandent ou n'en reçoivent que très irrégulièrement. Cette estimation devra donc se baser sur les chiffres d'affaires de chacune de nos maisons. La dernière remarque surtout doit être prise en grande considération : autrement l'on risquerait de se méprendre étrangement sur la productivité des ouvroirs externes.

Certains d'entre eux donnent en effet du travail à plus de mille personnes chaque année ; telle est l'œuvre de la charité par le travail de Notre-Dame Consolatrice, tel encore l'ouvroir externe de femmes 179 rue de Vanves, l'œuvre de l'avenue de Versailles en donne à plus de huit cents. Mais si le nombre des personnes assistées est considérable, l'efficacité du secours, au moins pour la majeure partied'entre elles doit être très relatif. En effet le total des salaires remis annuellement par l'œuvre de la charité, par le travail de Notre-Dame Consolatrice est d'environ vingt-cinq mille francs ce qui donne une moyenne de vingt-cinq francs par ouvrière et par année. Il n'en est guère différemment à l'ouvroir externe de la rue de Vanves où le chiffre des affaires atteint à l'année la somme de huit mille quatre cents francs, ce qui représente en moyenne pour chacune des mille ouvrières assistées, un salaire annuel de huit francs quarante ! Ce salaire moyen est parfois plus

élevé, c'est ainsi qu'à la société d'assistance par le travail des VIII^e et XVIII^e arrondissements il atteint environ cinquante francs, mais cela s'explique par ce fait que le nombre des personnes assistées y est plus restreint, il était de cent vingt-neuf en 1896.

Au surplus ce qu'il nous importe surtout de connaître, c'est la somme du travail produit dans ces établissements. Or, nous ne pouvons aboutir à cette recherche qu'à par une opération détournée qui est la suivante : Réduction en heures de travail du chiffre d'affaire des ouvriers externes. Il est nécessaire pour y procéder de connaître le genre des ouvrages confectionnés, ce qu'il en peut être fait en un nombre d'heures déterminé, et le quantum de la rétribution. Or, nous savons que la grosse couture est l'occupation normale des personnes assistées par les ouvriers externes bien que la fleur y soit aussi confectionnée. Si donc nous prenons comme base de notre recherche une certaine quantité d'objets très nettement précisés, soit les : agrafes, brassières, chemises de femmes, corsets, draps de lits en coton et en toile, flanelles, jacinthes 4^b et jacinthes simples, jupons en pilou, mouchoirs à la main et à la machine, pantalons sabots, rose noire, sac, scapulaires bordés et simples, taies d'oreiller à la main et à la machine, torchons à la main et à la machine, violettes simples nous trouvons que, en huit heures l'ouvrière moyenne peut produire un travail qui rapporte en-

viron *un franc quatre-vingt-dix centimes* ! Si donc faisant le total des salaires payés par les différents ouvroirs dont nous ne pouvons connaître le nombre de personnes régulièrement occupées, nous le divisons par ce prix, nous aurons en journées de huit heures le résultat du travail exécuté par les ouvrières assistées dans nos treize établissements. Le total des salaires y étant d'environ 200.000 francs, on peut évaluer à 110,000 le nombre des journées de travail fournies annuellement par cette catégorie d'établissements.

Cette opération nous faisant connaître des chiffres précis de salaires ouvriers féminins, nous croyons intéressant de la reproduire ci dessous (1).

(1) Nous avons dans les chiffres qui suivent opéré quand il convenait la déduction du coût des aiguilles et du fil, notamment en ce qui concerne l'éventaillage des corsets, pour lesquels le prix du fil pour la qualité inférieure, de la soie pour les autres, est au premier cas de dix centimes à la douzaine, au second égal au gain net. Cette déduction qui s'impose pour avoir une idée précise du gain des ouvrières n'a aucune conséquence sensible sur l'appréciation d'ensemble que nous poursuivons.

Nos	OBJETS	TEMPS NÉCESSAIRE	Salaire	SALAIRE POUR 8
		à la grosse	A LA GROSSE	HEURES DE TRAV.
1	Agrafes (les poser par 24)	5 h. 45 m.	0 fr. 72	1 f.
2	Agrafes	5 h. 45 m.	0 fr. 43	0 f. 60
3	Brassière	432 h.	116 fr. 70	2 f. 16
4	Chemises	108 h.	26 fr. 40	1 f. 95
5	Corsets (éventailage de)	24 h.	1 fr. 35	0 f. 45
6	Corsets id.	120 h.	12 fr. 90	0 f. 86
7	Corsets id.	114 h. 10 m.	24 fr. 30	1 f. 08
8	Draps de lits (coton)	384 h.	108 fr.	2 f. 25
9	Draps de lit (toile, coupe)	28 h. 45 m.	7 fr. 20	2 f.
10	Draps de lit (toile, confection)	480 h.	108 fr.	1 f. 80
11	Flanelle (coupe)	4 h. 20 m.	1 fr. 44	2 f. 66
12	Flanelle (piqure)	28 h. 45 m.	10 fr. 08	2 f. 80
13	Flanelle (boutons)	144 h.	43 fr. 20	2 f. 40
14	Jacinthes 4 b.	3 h.	1 fr.	2 f. 66
15	Jacinthes simples	3 h. 30 m.	0 fr. 30	0 f. 68
16	Jupons en pilou	18 h.	6 fr.	2 f. 66
17	Mouchoirs (machine)	12 h.	4 fr. 20	2 f. 80
18	Mouchoirs (main)	96 h.	8 fr.	1 f.
19	Pantalons sabots	1440 h.	288 fr.	1 f. 60
20	Roses noires	4 h.	1 fr. 75	3 f. 50
21	Sacs (les coudre)	96 h.	18 fr. 72	1 f. 56
22	Scapulaires (doubles)	4 h. 30 m.	1 fr. 10	1 f. 98
23	Scapulaires (simples)	4 h.	0 fr. 75	1 f. 50
24	Serviettes (machine)	11 h. 30 m.	4 fr. 20	2 f. 90
25	Serviettes (main)	23 h.	6 fr.	2 f. 10
26	Taies (machine)	48 h.	16 fr. 80	2 f. 80
27	Taies (main)	108 h.	26 fr. 40	1 f. 95
28	Torchons (machine)	11 h. 30 m.	4 fr. 20	2 f. 90
29	Torchons (main)	23 h.	6 fr.	2 f. 10
30	Violettes simples	1 h.	0 fr. 10	0 f. 80
TOTAL.....				57 f. 50

Le prix de la journée de huit heures de travail est donc dans les ouvroirs externes, de un franc quatre-vingt onze centimes en moyenne.

A côté de la conception des ouvroirs externes en existe une assez voisine qui, pourtant, en diffère par un point fondamental. Elle se présente comme l'antipode absolu des Etablissements d'assistance proprement dits et mériterait, si elle se trouvait réalisée sur une plus vaste échelle, de faire l'objet d'un chapitre spécial.

Relever le salaire de l'ouvrière en la faisant profiter de la suppression des frais généraux, permettre à la mère de famille de travailler chez elle en tenant son ménage et en surveillant ses enfants, faciliter aux ménages ouvriers l'ordre, l'aisance et l'esprit de famille : jusque-là le programme de cette œuvre est identique à celui des ouvroirs externes. Mais son fondateur se propose de le réaliser en faisant acheter les produits confectionnés dans l'ouvroir à un prix supérieur à leur prix courant, si le prix courant est insuffisant pour donner à l'ouvrière un salaire *convenable*. D'ailleurs, il se propose, non d'assister des ouvrières inhabiles et sans profession qu'on ne peut

qu'empêcher de mourir de faim en leur procurant un travail ordinaire et peu rémunéré, mais bien de permettre à des femmes capables de se relever grâce à la rémunération légitime d'un travail soigné. Le fondateur a l'espoir de n'être point déçu ; il estime qu'une clientèle choisie saura comprendre le devoir qui incombe à l'homme de « payer à son frère le *juste* prix de son labeur ».

Tout récemment créée par M. l'abbé Soulange-Bodin, « sous le patronage et la haute direction de S. A. la princesse J. Murat », l'œuvre du Torchon, 12, rue Crocé-Spinelli, a secouru dans ces conditions pendant l'année qui vient de s'écouler quatre ou cinq lingères auxquelles il a été distribué environ huit cents francs.

APPENDICE

TABLEAU RÉCAPITULATIF

Il manque à l'exposé que nous venons de donner de la situation de fait des ouvriers à Paris un tableau récapitulatif qui permette d'un coup d'œil de la

saisir dans son ensemble. C'est ce tableau que nous reproduisons ci-dessous. Il n'est pas et ne pouvait être le résumé complet des observations que nous avons, jusqu'ici présentées, certaines en effet sont numériquement irréductibles ; mais nous l'avons disposé de manière à ce que l'on put se rendre compte, aussi aisément que possible, de l'importance du travail exécuté dans les différentes catégories d'ouvrirs, et de la proportion qui existe entre elles et le nombre des personnes employées. Ce sont là en effet des points qu'il importait au premier chef de bien élucider, afin de pouvoir plus sûrement apprécier le bien fondé des critiques adressées au travail dans les ouvrirs.

Pour éviter toute méprise, nous rappelons que nous ne tenons pas compte des Etablissements dans lesquels le produit du travail n'est pas livré sur le marché ; que la réduction en unités de travail ouvrier moyen se fonde sur l'appréciation de personnes accoutumées par leur état à la connaissance journalière de cet ordre de faits. Mais cette appréciation, de même que certains de nos chiffres, ne se présente que comme le résultat d'approximations consciencieuses sans doute, mais sujettes comme telles à être entachées d'erreur ou d'omission.

OUVROIRS				
	Nombre d'Etablissements	Population	Heures de tra- vail ouvrier	Journées de nuit heures
Orphelinats.....	80	5299	7758.200	944.775
{ filles.....	9	935		
{ garçons..	51	4399	5000.000	625.000
Ecoles profession- nelles.....	2	600	660.000	82.500
{ garçons..				
Etablissements	13	52006	473.000	59.125
{ femmes..	16			
d'assistance.....				
Ouvroirs externes..	13	458 ⁽¹⁾	110.000	13.750
{ femmes..				
Total.....	184	63691	13.801.200	1.725.150

(1) Ce chiffre donne le nombre de personnes travaillant huit heures par jour à l'année de 300 jours, nécessaire pour fournir le travail exécuté dans les ouvroirs externes. Il ne correspond donc en rien à celui des personnes qui s'adressent à ces établissements. Nous n'avons pu recueillir les données suffisantes pour le connaître; il est au surplus dépourvu d'intérêt, le travail dans cette catégorie d'ouvroirs étant payé aux pièces.

DEUXIÈME PARTIE

Situation de Droit

Connaitre la situation de fait des ouvriers, c'est-à-dire savoir quelles catégories de personnes y sont recueillies, leur nombre ; quel genre de travail y est exécuté, sa quantité et sa valeur commerciale, c'est posséder les données principales du problème proposé : conséquences du travail dans les ouvriers sur le salaire de l'ouvrier libre. Il est pourtant des données accessoires qu'il importe de joindre aux premières.

En effet, une législation spéciale au travail influe d'une manière sensible sur le prix de vente des marchandises, et porte sa répercussion jusque dans des limites que nous ne saurions ici déterminer. Mais la charge incombant de ce fait au commerce et à l'industrie est assez facilement appréciable pour que nous demandions si elle existe également pour les industries qui naissent et se développent dans les ouvriers.

Les lois dont nous croyons utile de parler sont d'ailleurs de nature différente et d'inégale importance. Est simplement assujettissante mais sociale au premier chef, la loi du 2 novembre 1892 sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les Etablissements industriels. Est également sociale la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail, mais est susceptible d'imposer de lourds sacrifices aux chefs d'industrie. Enfin la loi des 15-22 juillet 1880 les astreint à l'imposition de la patente, mais est d'ordre purement fiscal.

Nous allons successivement étudier dans trois chapitres la situation des Ouvroirs devant les lois des 15-22 juillet 1880; du 2 novembre 1892 et du 9 avril 1898.

CHAPITRE PREMIER

Loi du 15 Juillet 1880 sur les Patentes

Nous n'avons pas à étudier ici l'impôt des patentes pour lui-même. Il nous suffit de savoir en quoi il consiste et les conditions requises pour qu'il puisse être appliqué. Nous verrons par là si les Ouvroirs sont ou non exemptés de cette charge fiscale.

La patente dont l'apparition coïncide avec la suppression de tous les droits d'aides et de toutes les maîtrises et jurandes (loi des 2-17 mars 1791, art. 7) est un impôt direct perçu en vertu d'un rôle nominatif. Elle se compose d'un droit fixe et d'un droit proportionnel (article 2, loi du 15 juillet 1880). Le droit fixe est, suivant certaines considérations, porté à un chiffre déterminé pour chaque espèce d'industrie ou de profession (art. 3) ; le droit proportionnel est établi sur la valeur locative des divers locaux servant à l'exercice des professions imposables.

La patente est due par tout individu Français ou Etranger qui exerce en France un commerce, une industrie, une profession non comprise dans les exceptions déterminées à l'article 17. Le patentable

qui, dans le même établissement, exerce plusieurs commerces, industries ou professions, ne peut être soumis qu'à un seul droit fixe qui est le plus élevé de ceux qu'il aurait à payer s'il était assujetti à autant de droits fixes qu'il exerce de professions (art. 7) (1). Dans les établissements où le droit fixe est réglé d'après le nombre des ouvriers, les individus au-dessous de 16 ans et au-dessus de 65, ne doivent être comptés dans les éléments de cotisation que pour la moitié de leur nombre. Les apprentis sont passibles du même droit fixe que les ouvriers (2). Il ne peut davantage être fait distinction de sexe, aucune disposition ne permettant d'assimiler les femmes aux individus majeurs de 65 ans ou mineurs de 16 ans visés par l'art. 10 de la loi (3).

Telles sont les données générales de la loi du 10 Juillet 1880 ; elles ne nous renseignent pas sur le fondement de l'impôt des patentes sur lequel le texte législatif ne donne aucun éclaircissement. Selon M. Bœuf, l'impôt des patentes « a pour but d'atteindre les bénéfices de tout travail lucratif ».

Nous concédons que ce soit exact dans la majorité des cas, mais cette formule conduirait logique-

(1) La loi du 28 avril 1893 portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1893 modifie les tarifs annexés aux lois des 15 juillet 1888 et 8 août 1890.

Pour la fixation de la patente des grands magasins il y a lieu de se reporter à l'état R. Journ. off. 29 avril 1892 p. 2180.

(2) Conseil d'Etat : arrêt du 9 juillet 1886. D. P. 1888. 3. 59.

(3) Conseil d'Etat : arrêt du 18 janvier 1884. D. P. 1886. 3. 85.

ment à exempter de la patente les travaux non productifs de bénéfices. Dire que l'impôt des patentes « est et doit demeurer essentiellement proportionnel aux bénéfices commerciaux » (1) est exact dans la même mesure et aboutit à la même conséquence. La patente constitue plutôt un prélèvement annuel sur les produits présumés de l'industrie et du commerce, et, d'une manière générale « sur les bénéfices *présumés* de tout travail lucratif » (2). La patente est par suite une véritable « taxe d'abonnement c'est-à-dire que dans la perception, l'état ne s'occupe que de la constatation matérielle de faits ou de signes extérieurs sans avoir à s'immiscer dans les affaires du commerçant (3) ».

Mais était-il dans les intentions du législateur d'appliquer aux Etablissements d'Assistance une loi dont le but était de frapper d'une taxe d'abonnement les bénéfices présumés ? La Jurisprudence eut maintes fois à se prononcer sur cette question qu'elle tranche au moyen de plusieurs distinctions.

Elle signale d'abord une différence entre les établissements privés et les établissements publics ou d'utilité publique (4). Lorsqu'il s'agit d'Etablissements privés, le seul fait de la perception d'une rémunéra-

(1) Rapport de M. Boulanger au Sénat.

(2) Dueroeq. — *Cours de Droit administratif*, 6^e éd. t. 2.

(3) M. Burdeau, Budget de 1891. *Journ. off.*, Chambre annexe 1890, n° 771.

(4) Arrêt Conseil d'Etat 13 janvier 1882. D. P. 1883, 3, 44.

tion pour les services rendus établirait une sorte de présomption dans le sens que l'impôt est dû. L'exemption n'est accordée que dans les cas exceptionnels où il est démontré qu'il y a impossibilité de considérer les rémunérations comme constituant un profit. — Quand il s'agit au contraire d'Etablissements publics ou d'utilité publique ils sont présumés tant qu'ils se conforment aux règlements ou aux statuts, agir dans l'intérêt général en vue duquel ils ont été constitués. La patente n'est due que dans le cas où l'Etablissement joint à l'accomplissement de sa mission certains services rémunérés qui s'en distinguent nettement et constituent l'exercice d'une véritable profession (1). — Cette distinction n'établissant qu'une présomption entre les deux catégories d'établissements n'est pas un critérium qui nous puisse suffire.

Nous allons donc rechercher quelle est, sur ce criterium la jurisprudence du Conseil d'Etat.

Un arrêt du 19 mai 1882 donnait décharge de la patente à une société de bienfaisance reconnue d'utilité publique qui vendait dans des établissements dits fourneaux économiques, des aliments « au-dessous de leur valeur réelle ». L'opération ne pouvait procurer aucun bénéfice, et, en fait, se soldait chaque année par une perte qui n'était couverte « qu'au moyen des souscriptions des membres de la société

(1) V. Dalloz. P. 1883 3, 44, note sous l'arrêt du 13 Janvier 1882.

ou des subventions de l'Etat et de la ville de Paris (1).

Le même jour, le Conseil d'Etat rendit une décision de tous points identique, à propos d'un Etablissement dirigé par un simple particulier, circonstance très intéressante à retenir. Les considérants de l'arrêt étaient d'ailleurs analogues à ceux du premier : « Considérant... qu'une partie des aliments livrés par cet établissement est distribuée gratuitement, et que le surplus, vendu au-dessous de sa valeur, ne saurait procurer aucun bénéfice ; qu'en fait, l'opération se solde par une perte qui, chaque année, ne s'élève pas à moins de 30,000 francs.. , que dans ces circonstances le sieur Ruel ne saurait être considéré à raison de la Pension Alimentaire, comme exerçant une profession, une industrie ou un commerce au sens de la loi du 15 juillet 1880... (2).

Dans une autre espèce, le Conseil d'Etat (9 juin 1882) déchargea de la patente un prêtre qui dirigeait un orphelinat. La presque totalité des enfants qu'il y entretenait étaient admis gratuitement et la modique rétribution payée par les autres et le produit du travail des apprentis demeuraient insuffisants pour couvrir les dépenses de l'établissement, et, en somme l'œuvre ne pouvait se soutenir qu'à l'aide des bons de la charité privée et des subventions qui lui étaient

(1) Arrêt 19 mai 1882. D. P. 1883. 3. 44. 3^e col.

(2) Arrêt 19 mai 1882. D. P. 1883. 3. 45.

allouées (1). Le 15 juin 1833 fut jugé de même qu'un bureau de bienfaisance n'était pas imposable à raison des travaux de lingerie exécutés par les jeunes filles recueillies dans son ouvroir et dont il percevait le prix, alors que la rémunération était insuffisante pour faire face aux dépenses de l'orphelinat qui ne subsistait qu'avec le secours de la charité publique et privée (2).

Il semblerait au premier abord résulter de l'analyse de ces quatre arrêts, que deux conditions sont nécessaires pour justifier l'exemption de patente, il faudrait :

1° Que l'opération ne puisse procurer aucun bénéfice ;

2° Qu'en fait elle se soit soldée par une perte.

Cette double condition n'est pas superflue ; s'il est incontestable, en effet, qu'une opération non susceptible de procurer aucun bénéfice se soldera le plus souvent par une perte, on peut néanmoins supposer en th'orie une entreprise charitable organisée de telle sorte qu'elle puisse équilibrer strictement ses dépenses et ses recettes sans pouvoir jamais réaliser aucun bénéfice. Suffirait-il en ce cas de la première condition ?

Nous croyons que la condition à laquelle il faut s'attacher n'est point la seconde ; nous savons en effet que la perte n'est jamais en elle-même une

(1) C. d'Etat, 9 juin 1882, D. P. 1883, 3, 118.

(2) C. d'Etat, 15 juin 1883, D. P. 1885, 3, 12.

cause de décharge, mais le fait de la perte sert à rendre sensible, à confirmer les prévisions de la première condition. Il nous semble essentiel en résumé, que l'opération ne puisse procurer aucun bénéfice. Mais cette condition est-elle suffisante ?

Le 7 août 1883 décharge était accordée à un orphelinat qui tirait certains profits des travaux exécutés par les orphelines, mais ne pouvait se soutenir qu'au moyen des subventions de la charité publique et privée (1).

Or, le 3 février 1888 une maison de refuge tirant elle aussi certains profits du travail des jeunes filles secourues, profits également insuffisants pour couvrir les dépenses de la maison fut maintenue à l'impôt des patentes. Le Conseil d'Etat fondait sa décision sur le fait que l'Etablissement conservait « au delà de leur majorité un grand nombre de ses pensionnaires qui étaient occupées à confectionner des objets de lingerie livrés au commerce (2). »

Il résulte donc de ces deux arrêts combinés que l'impossibilité pour un établissement de pouvoir réaliser aucun bénéfice n'est pas une condition suffisante pour être exempt de l'impôt des patentes quand il s'y trouve des personnes qui, par leur âge, ne peuvent plus être considérées comme à la charge de la

(1) Conseil d'Etat, 7 août 1883, D. P. 1885, 3, 12.

(2) Conseil d'Etat, 3 février 1889. D. P. 1888, 3, 50 et note

charité et ont le caractère de véritables ouvrières. La solution du 3 février 1888 était, on le voit, conciliable avec les décisions antérieures ; mais un arrêt du 22 juin 1889 est rédigé en des termes tels qu'il n'est guère possible que d'y voir un revirement de Jurisprudence.

D'une part en effet, si, dans plusieurs affaires, le Conseil d'Etat, pour accorder décharge, avait relevé cette circonstance que les faits à raison desquels la patente était imposée à des Etablissements reconnus d'utilité publique rentraient dans l'exercice des œuvres de bienfaisance formellement indiquées dans les statuts, ce fait comme nous l'avons précédemment indiqué page 80, avait toujours été considéré comme établissant bien une présomption dans le sens de l'exemption de la patente, mais il ne paraissait jamais avoir été considéré comme une condition nécessaire de cette exemption (1).

Au surplus le Conseil d'Etat, jusqu'à cette date, accordait sans hésitation décharge de la patente à de simples particuliers quand leur entreprise charitable n'était manifestement pas susceptible de rapporter des bénéfices.

C'est la solution qu'il appliquait encore deux mois auparavant (13 avril 1889) dans une espèce où un entrepreneur avait passé une convention dans un

(1) D. P. 1891, 3, p. 13, note sous l'arrêt du 22 juin 1889.

but exclusivement charitable et dans des conditions excluant toute possibilité de bénéfices (2).

Or, l'arrêt du 22 juin 1889 dans les termes généraux où il est rédigé, paraît en opposition formelle avec cette constante jurisprudence : « Considérant... qu'il résulte de l'instruction et qu'il n'est pas contesté que les sœurs du Bon Pasteur ne se bornent pas à donner des leçons de couture aux jeunes orphelines recueillies dans leurs deux maisons .. mais qu'elles vendent au dehors les objets de lingerie confectionnés sous leur direction ; que, dans ces circonstances et quelle que soit la destination donnée au produit de ce travail, les dites sœurs sont imposables à la contribution des patentes... »

Le Conseil d'Etat ne s'est donc pas arrêté à examiner si le produit du travail était non susceptible de procurer des bénéfices et s'il y avait ou non dans l'Etablissement des ouvrières majeures de 21 ans.

Nous estimons qu'à ce point de vue l'arrêt du 22 Juin 1889 est incomplet. L'objet de la patente est en effet de frapper les bénéfices industriels ; comme il ne pouvait être question de les apprécier à chaque instant l'on prit à bon droit le parti d'en faire l'évaluation moyenne présumée. Mais l'assiette de cette évaluation fait totalement défaut quand l'entreprise, dans les conditions où elle se présente est incapable

(2) Conseil d'Etat 13 avril 1889, D. P 1890, 3, p. 77.

de produire des bénéfices. Vérifier ces conditions est un travail qui revient aux seuls tribunaux. Nous n'hésitons pas à dire que si leur examen doit à cet égard être scrupuleux de peur de favoriser une exploitation industrielle déguisée sous le couvert de la bienfaisance, ils ne sauraient, sans méconnaître l'esprit de la loi du 15 juillet 1880, et sans porter atteinte au denier des pauvres eux-mêmes, soumettre à la patente les Etablissements de charité ou d'assistance dans lesquels, nous le répétons, il est certain que les opérations ne sont pas susceptibles de produire des bénéfices.

CHAPITRE II

Loi du 2 Novembre 1892

Sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les Etablissements industriels

Le législateur du 2 novembre 1892 a eu pour but de protéger contre elles-mêmes ou contre les exigences de l'industrie ou des patrons les personnes réputées faibles ; il s'est proposé de les préserver des fatigues qu'elles n'auraient pu supporter, sans qu'il en résultât pour leur santé un grave préjudice et par suite un danger pour la société toute entière.

Cette pensée de protection n'était point nouvelle d'ailleurs en 1892, puisqu'elle avait fait éclore la loi du 19 mai-3 juin 1874.

Au point de vue spécial qui nous occupe, il y a lieu de signaler de légères différences entre ces deux lois. Une première résulte du titre même de la loi

qui, en 1872, s'étend non seulement aux enfants et aux filles mineures, mais encore aux femmes, et par là on entend les femmes majeures de vingt-et-un ans.

Une autre différence consiste en ce que la loi de 1892 s'applique, sans qu'il puisse y avoir de doute, aux « établissements ayant un caractère d'enseignement professionnel ou de bienfaisance », c'est le texte même de l'article 1^{er}.

Sous la législation de 1874, au contraire, malgré les dispositions très précises de l'article premier, la Cour de Cassation se fondait sur la discussion qui avait précédé le vote de la loi pour déclarer que les prescriptions ne pouvaient s'appliquer ni à « l'atelier de famille, ni aux ateliers organisés dans les établissements de bienfaisance, lorsque ces ateliers fonctionnaient non en vue d'un bénéfice à réaliser sur le produit du travail qui s'y exécutait, mais en vue de l'instruction et de l'éducation professionnelle des enfants » (1).

Cette jurisprudence fut confirmée par la cour de Lyon, le 26 avril 1880 (2).

Le tribunal de Cholet, le 10 Mai 1883 rendit un

(1) Arrêt 18 février 1881. Cass. Ch. Crim. D. P. 1881, 4, p. 186. V. les déclarations de M. Eugène Tallou, rapporteur à l'Assemblée nationale. — Tallou, *Manuel pratique sur le travail des enfants*, n° 31.

(2) D. P. 1881, 2, 107.

jugement soumettant aux dispositions de la loi de 1874, un établissement de bienfaisance légalement reconnu d'utilité publique. Après confirmation par la cour d'Angers (arrêt du 11 Mai 1883), le pourvoi fut formé en cassation et rejeté, mais cette décision n'infirme en rien l'arrêt de 1881 puisqu'elle se fonde spécialement sur le fait qu'il était exécuté dans le dit établissement « un travail industriel combiné et réglé *dans un but de spéculation* (1).

L'arrêt du 18 février 1881 avait d'ailleurs provoqué de vives réclamations et Monsieur Martin Nadaud rapporteur à la Chambre des Députés concluait le 28 Mai 1881 à la prise en considération d'un projet dont l'article unique était ainsi conçu : « La loi du 19 mai 1874 est applicable aux maisons de bienfaisance ou d'éducation, aux orphelinats, ateliers de charité ou autres établissements quelconques qui emploient les enfants à un travail industriel, à quelque titre que ce soit, et alors même que ce travail serait organisé en vue de l'affectation gratuite ou charitable des produits ou de l'éducation professionnelle » (2).

C'est avec ces antécédents que fut votée la loi du 2 novembre 1892, dont l'article premier reproduit en substance le projet de 1881. C'est dire que nos ateliers tombent sous l'application de la nouvelle loi.

(1) Arr. Cass. 2 août 1888, ch. crim. D. P. 1889. 1. 85.

(2) *Journ. Off.* Chambre in ext. 28 mai 1881, p. 1020. 3^e col.

Il y a donc, sur ce point, innovation sur la loi de 1874 dans l'interprétation, du moins, qu'en donnait la jurisprudence.

La nouvelle loi ne fait point une assimilation complète entre les Etablissements de bienfaisance et les entreprises industrielles proprement dites. Nous allons rappeler les dispositions spéciales qu'elle a cru devoir leur appliquer.

Une première concerne les enfants. L'article 2 pose en principe que les enfants ne peuvent être employés par les patrons ni être admis dans les établissements énumérés dans l'article 1^{er} avant l'âge de 13 ans révolus. Il consent toutefois que les enfants munis du certificat d'études primaires institué par la loi du 28 mars 1882 y soient employés à partir de l'âge de douze ans pourvu qu'ils soient munis d'un certificat d'aptitude physique. Telle est la règle ; règle qui interdisait tout travail aux enfants plus jeunes recueillis dans les Etablissements de bienfaisance.

Ce ne fut pas sans une vive discussion que certains orateurs firent introduire une exception en ce qui les concerne. M^{sr} d'Hulst mit en lumière l'utilité, sinon la nécessité de permettre aux directeurs et directrices d'orphelinats, d'enseigner à leurs enfants les professions manuelles dont ils auraient plus tard à vivre. C'est alors que le rapporteur à la Chambre fit la déclaration suivante : « Il ne saurait venir à l'esprit de

personne d'interdire aux orphelinats de recevoir des enfants pour leur donner l'instruction, et dans l'enseignement ainsi donné, il est évident que des leçons de choses, d'enseignement professionnel, de couture par exemple, peuvent être comprises, ainsi qu'elles le sont d'ailleurs dans le programme de nos écoles primaires.... mais nous ne voulons pas que des enfants de moins de treize ans, quelquefois même de huit ou dix soient employés dans des ateliers de lingerie ou de couture à faire des travaux rémunérés et destinés aux grands magasins. Voilà ce que nous ne voulons pas. Et c'est pourquoi nous insistons pour que nos inspecteurs du travail pénètrent dans ces ouvroirs. En ce qui concerne le travail qui est un enseignement, la loi n'a pas à s'en occuper » (1).

Ce fut pour donner satisfaction aux deux parties, pour sauvegarder l'intérêt professionnel des enfants recueillis dans les orphelinats et institutions de bienfaisance et pour prévenir à la fois des travaux abusifs que fut ajouté le paragraphe 6 de l'article 2.

Ce paragraphe sixième et dernier permet de donner aux enfants mineurs de 12 ou 13 ans, un enseignement « manuel et professionnel », mais ce ne peut être, comme le dit M. Lagrésille (2) qu'aux trois conditions suivantes :

(1) *Journ. Off. Chambre in ext.* 1888, p. 1738, 3^e col.

(2) Lagrésille, *Commentaire th. et prat. de la loi du 2 Nov. 1892*, p. 55, 93, 100.

1° Il faut que l'instruction primaire soit donnée dans ces établissements ; le paragraphe exige formellement cette première condition et il semble bien résulter du texte que les établissements où l'enseignement primaire n'est pas donné, ne peuvent faire travailler les enfants avant l'âge de treize ans, ou, s'ils ont le certificat d'études et le certificat d'aptitude physique, avant celui de douze.

2°. Il faut que le travail consiste en une leçon d'enseignement professionnel ou manuel ; le législateur a voulu exclure par là tout travail rémunéré ou non fait au seul profit de l'établissement. Cette condition, comme le faisait remarquer Monsieur Batbie au cours des travaux préparatoires, est susceptible d'engendrer bien des difficultés dans l'appréciation des faits. Nous pensons qu'il ne saurait être question de prohiber un travail qui, dans les circonstances du fait, paraîtrait positivement réglementé en vue d'une production susceptible d'être d'un profit quelconque aux établissements.

La rigueur de l'article exigerait peut être que les enfants fussent exercés sur des étoffes sacrifiées. Nous avons vu dans notre première partie que les orphelinats agissaient de la sorte en faisant confectionner les vêtements des poupées de leurs enfants, mais on ne saurait leur reprocher de l'exercer à ourler de menus objets tels que lacets, cordons, etc., qui seraient les accessoires des objets confectionnés

dans l'ouvroir des jeunes filles majeures de treize ans, pourvu qu'il résulte des faits que ce léger travail n'excède pas les besoins d'une instruction professionnelle diversifiée et raisonnable.

3° Il faut enfin que le travail ainsi effectué ne dépasse pas trois heures par jour.

Une seconde disposition spéciale de la loi a pour but d'assurer l'observation des prescriptions qu'elle édicte.

A cette fin, les directeurs des établissements de bienfaisance ou d'enseignement professionnel religieux ou laïques sont astreints à un affichage spécial.

Art. 11, § 4. « Dans toutes les salles de travail des ouvroirs, orphelinats, ateliers de charité ou de bienfaisance dépendant des établissements religieux ou laïques, sera placé d'une façon permanente un tableau indiquant, en caractères facilement lisibles, les conditions du travail des enfants telles qu'elles résultent des articles 2, 3, 4 et 5, et déterminant l'emploi de la journée, c'est-à-dire les heures du travail manuel, du repos, de l'étude et des repas. Ce tableau sera visé par l'inspecteur et revêtu de sa signature ».

Cet affichage spécial remplace pour nos établissements les autres affichages prescrits dans l'article 2, et qui, ainsi qu'il résulte implicitement des termes de l'article, ne concernent que les entreprises purement industrielles.

L'article 11, § 4, alinéa 2, porte en outre. « Un état nominatif complet des enfants élevés dans les établissements ci-dessus désignés, indiquant leurs noms et prénoms, la date et le lieu de leur naissance et certifié conforme par les directeurs de ces établissements, sera remis tous les trois mois à l'inspecteur et fera mention de toutes les mutations survenues depuis la production du dernier état. » L'état nominatif remplace pour les enfants, (et par là, il convient d'entendre les mineurs de 18 ans (arg^t art. 10), le livret exigé pour les adultes par l'article 10. Il remplace également le registre que sont tenus de posséder les Etablissements industriels.

Telles sont les dispositions spéciales de la loi en ce qui concerne les ouvriers. Est-il besoin de dire qu'elles ne sauraient, pas plus que les règles générales, être étendues en dehors des cas qu'elle a spécialement visés.

Pour atteindre son but, la loi de 1892 a dû porter une certaine atteinte au principe de la liberté du travail aussi doit on se servir de l'interprétation restrictive en la commentant. La jurisprudence s'est prononcée déjà en ce sens :

Un inspecteur ayant surpris des religieuses travaillant dans l'atelier d'une communauté un jour de 14 Juillet, dressa procès-verbal à la supérieure. Il se fondait sur l'article 5 de la loi du 2 novembre 1892

qui prohibe les jours légalement fériés tout travail de femmes dans les établissements industriels.

La cour de cassation appelée à statuer relaxa la supérieure « attendu que... l'inspecteur... a constaté qu'aucune orpheline ne travaillait dans l'atelier de moulinage, mais que cinq religieuses trappistines y étaient occupées ». L'article 5, en effet, s'applique exclusivement aux personnes employées comme ouvrières et, dans le fait, les religieuses travaillaient comme co-propriétaires (1).

En cas de contravention à la loi du 2 novembre 1892, il résulte des travaux préparatoires que la personne qui peut être déclarée responsable est celle qui dirige effectivement l'établissement (2). — C'est la jurisprudence de la Cour de cassation qui relaxa la supérieure des religieuses d'un hospice auquel était attaché un ouvroir parce qu'elle n'était investie que d'une autorité purement religieuse, n'ayant aucunement le choix des sœurs attachées à l'ouvroir et n'intervenant, ni dans l'admission des ouvrières mineures, ni dans la réglementation de leur travail (3).

Si la loi de 1874 ne soumettait pas les « ateliers de charité et établissements de bienfaisance » à son

(1) Arr. Cass. ch. crim. 21 janvier 1897. Dalloz 97. 1. p. 304 et note.

(2) D. P. 93. 4. 31. note 2. — V. rapport de M. le conseiller Gonse, in fine, D. P. 89. 1. 85-86.

(3) Arr. Cass. ch. crim. 16 mai 1896. Dalloz. 97. 1. p. 82.

empire, si la loi du 2 novembre 1892 édicte des dispositions spéciales en ce qui les concerne, c'est que ces établissements ont un caractère charitable exclusif de toute idée de spéculation et de luxe. On peut dès lors se demander si ces établissements pouvaient bénéficier des tolérances prévues par le décret du 15 juillet 1893, modifié par ceux des 26 juillet 1895, 29 juillet 1897, 24 février 1898 et 1^{er} juillet 1899 (1).

On sait que sur les réclamations d'un grand nombre d'industriels le législateur reconnut la nécessité de tempérer la rigueur des règles qu'il édictait sur la limitation des heures et du temps de travail.

Certaines industries sont, en effet, soumises aux exigences de la mode qui dépend elle-même des saisons. Il en résulte que la main-d'œuvre est plus recherchée à certaines époques qu'à d'autres. Il était de toute nécessité sous peine de porter aux industries de mode si importantes dans le pays un préjudice considérable, de les autoriser à de certaines périodes à faire travailler plus que ne permettait la loi de 1892. C'est pour donner satisfaction à ces besoins que furent promulgués le décret du 15 juillet 1893 et les décrets ultérieurs. Nous n'avons pas à rechercher s'ils ont proportionné les dispenses aux exigences des diverses industries, mais bien si les ouvriers peuvent les

(1) *Bulletin de l'Inspection du Travail*, année 1893, n° 2, p. 97 ; — 1899, n° 5, p. 325 ; — 1897, n° 3, p. 199 ; — 1898, n° 1, p. 1 ; — 1899, nos 3 et 4, p. 197.

obtenir. Or, il nous semble que le caractère même des ouvroirs, excluant, comme nous l'avons dit, toute pensée de gain ne peut le permettre.

C'est la solution à laquelle s'est arrêté le ministre du commerce, le 31 juillet 1895. « Vous m'avez demandé, écrivait-il à l'inspecteur divisionnaire, si la directrice d'un ouvrier pouvait être admise à bénéficier des tolérances prévues par le décret du 15 juillet 1893. J'estime que la nature même des ouvroirs ne permet pas de s'appuyer sur les motifs de surproduction que peuvent invoquer les ateliers de couture pour réclamer le bénéfice des dispositions du décret précité, et qu'il n'est pas possible de leur accorder les mêmes faveurs qu'à ces derniers (1) ».

Mais cette décision ne peut être maintenue qu'autant que l'ouvier se présente comme Etablissement de bienfaisance, c'est-à-dire n'étant en rien orienté vers le gain ; au cas contraire, toutes les règles relatives aux établissements industriels lui devraient être appliquées et nulle raison ne pourrait s'opposer à ce qu'il profite des tolérances prévues par les décrets (2).

C'est même cette considération qui explique la

(1) Lettre ministérielle du 31 juillet 1895, *Bulletin de l'inspection du travail*, 1895, n° 5, p. 342.

(2) Telle me semblerait devoir être la situation de l'ouvier dirigé par la Sœur Antoine, 52, avenue de Versailles qui, pour éviter des difficultés, préfère se présenter comme établissement industriel, et se soumettre comme tel à l'impôt des patentes.

différence entre le total des ouvroirs que nous avons signalé dans notre première partie et le chiffre donné par l'Inspection du travail. Dans les statistiques de l'Inspection on ne comprend pas « les ouvroirs proprement dits qui ne reçoivent que des externes et qui sont de véritables ateliers soumis à toutes les obligations de la loi de 1892. Entrent seuls en ligne de compte les établissements où l'on élève les enfants, et les orphelinats » (1).

Il résulte des statistiques fournies par les Inspecteurs du travail que le nombre des établissements de bienfaisance soumis à leur contrôle varie d'année en année mais sans subir de progression ou de diminution constante.

En 1894, il était dans la Seine de 124, pour toute la France de 1,432 (2).

En 1895, il était dans la Seine de 122, pour toute la France de 1,496 (3).

En 1896, il était dans la Seine de 133, pour toute la France de 1,125 (4).

En 1897, il était dans la Seine de 109, pour toute la France de 1,465 (5).

Nous devons à l'obligeance de M. Laporte, ins-

(1) Rapport au Président de la République. *Journ. off.*, 6 décembre 1897.

(2) *Journ. off.*, 21 juillet 1895, p. 4149, 2^e col.

(3) *Journ. Off.*, 9 décembre 1896, p. 6702, 2^e col.

(4) *Journ. Off.*, 6 décembre 1897, p. 6824.

(5) *Journ. Off.*, 26 et 27 décembre 1898, p. 7802, 2^e col.

pecteur divisionnaire de la première circonscription, de connaître la situation exacte des établissements de Paris au 31 décembre 1898. Ils étaient au nombre de quatre-vingt-trois, contenant une population de cinq mille trois cent soixante-huit personnes se décomposant comme suit :

Désignation	Garçons	Filles
Enfants mineurs de 13 ans.....	37	2114
— de 13 à 18 ans.....	67	1080
— de 16 à 18 ans.....	37	720
Filles mineures de 18 à 21 ans.....		740
Filles majeures et femmes		573

Les rapports annuels au Président de la République nous apprennent que la résistance rencontrée jadis sous la loi de 1874 a disparu, que le contrôle ne rencontre pas en général de difficultés. L'on montre partout la plus grande déférence pour les observations des inspecteurs qui constatent chez les intéressés un grand empressement à se mettre en règle avec la loi. Une simple observation du service

suffit, le cas échéant, à provoquer la régularisation de la situation.

Les contraventions sont assez peu nombreuses, les plus fréquentes sont celles qui résultent du défaut d'affichage du tableau indiquant les conditions du travail et l'emploi de la journée. L'envoi régulier trimestriel de l'état du personnel laisse également à désirer, mais on pourrait sans inconvénient ne l'exiger qu'une fois par semestre ou une fois par an (1).

Les établissements sont en général bien tenus ; les conditions d'hygiène sont bonnes et ne laissent à désirer que dans un petit nombre de cas.

La situation est donc d'une manière générale très satisfaisante. Toutefois, les inspecteurs insistent sur la difficulté d'exercer un contrôle efficace à cause des lenteurs apportées à l'ouverture des portes qu'il faut successivement franchir. Ils se plaignent en outre qu'on prend d'habitude un temps beaucoup trop long pour annoncer leur visite et les introduire dans les salles de travail. Ils laissent entendre que, de la sorte, quand ils arrivent dans l'atelier, tout a pu être préparé pour que leur visite ne puisse donner aucun des résultats fournis généralement par une visite inopinée (2).

(1) Rapports de 1895 et de 1896, *Journal Officiel*, 21 juillet 1895, p. 4149, 2^e col. et 9 décembre 1896, p. 6702.

(2) Rapports de 1897 et de 1898. *Journal Officiel* 6 décembre 1897, P. 6823, 2^e col. — *Journal Officiel*, 26-27 décembre 1898, p. 7802.

Nous avons tenu à rapporter l'impression générale qui se dégageait de la lecture des rapports de l'Inspection du travail. Il nous semble que les ouvriers pourraient bien aisément donner satisfaction au dernier desideratum. Ils doivent tenir à ne pouvoir même être soupçonnés, ce qui ne peut avoir lieu qu'en facilitant l'introduction immédiate des inspecteurs du travail dans les locaux soumis à leur contrôle. Mais il faudrait que ces établissements rompent avec les habitudes formalistes dont les inspecteurs ne sont pas seuls à souffrir (1).

(1) La toute récente intervention de Monseigneur Thurinaz au sujet de faits particulièrement regrettables accomplis dans certains établissements de son diocèse doit avoir pour effet de mettre en garde contre des abus toujours possibles, mais non de jeter un discrédit précipité sur l'institution même des ouvriers — Il est certain d'ailleurs que les circulaires adressées les 21 octobre et 5 novembre 1899, par Monsieur le ministre du commerce aux préfets des départements va rendre la surveillance des ouvriers plus étroite. On ne saurait trop engager les directrices à faciliter par leur bienveillance et leur promptitude la tâche en bien des cas ingrate des inspecteurs. (V. circulaire *Journal Officiel*, 22 octobre 1899, p. 6976, 3^e col. et *Journal Officiel*, 6 novembre 1899, p. 7238).

CHAPITRE III

Loi du 9 avril 1898, sur les Accidents du Travail

Malgré sa très longue élaboration, la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail ne se présente pas comme irréprochable au point de vue de la logique et de la clarté.

C'est ce qui explique que nous ne puissions *de plano* et sans difficulté aucune, exposer la situation des ouvriers devant elle.

Il est malaisé de trouver l'axe sur lequel repose la loi. Au cours des travaux préparatoires, depuis la proposition de loi déposée par Monsieur Félix Faure à la Chambre des Députés, le 11 février 1881 (1), il a toujours été question du risque professionnel sans qu'aucune définition de ce risque ait d'une manière quelque peu durable éclairé et précisé les discussions parlementaires. Pour les uns, le risque professionnel, devait couvrir tous les accidents quelles qu'en

(1) *Journ. Off. Chambre Annexes*, 1892, février, p. 359, 3^e col.

fussent les causes, hormis le cas certain d'intention. Les autres qualifiaient cette théorie de « singulière. » C'est ce que faisait Monsieur Bérenger. « Un homme descend un escalier, disait-il au rapporteur, il fait un faux pas et se casse une jambe, allez-vous dire qu'il est dangereux de descendre un escalier?... Il y a des travaux dangereux pour les ouvriers, voilà la cause légitime de l'exception que vous voulez faire ; mais il y a aussi des maladroits dans toutes les professions.... Il y a des maladroits qui, même dans les circonstances ordinaires de la vie trouvent le moyen de récolter des accidents là où d'autres n'en auraient jamais subi..., Ou votre loi n'a pas de raison d'être ou c'est le principe du danger qui est la cause de l'exception que vous voulez faire au droit commun.... (1). »

Le malentendu sur le risque professionnel plusieurs fois signalé ne fut malheureusement pas dissipé jusqu'au jour du vote définitif. Il nous semble qu'il y a risque professionnel chaque fois qu'une incapacité de travail résulte d'actes accomplis dans l'intérêt de l'industrie, alors même que ces actes, seraient défendus par les règlements d'atelier s'ils sont tacitement autorisés par le patron. Telle est, selon nous, la juste portée qu'il conviendrait d'assigner au risque professionnel. Il s'étendrait ainsi, non seulement

(1) *Journ. Off.* Sénat in extenso, 4 juillet 1895, p. 728, 3^e col.

aux cas fortuits, mais encore à la faute lourde et légère du patron, et, dans la mesure où elle est en fait consentie par le patron, la faute de l'ouvrier lui-même.

Or, que décide la loi du 9 avril 1898 ? D'une part, elle couvre les conséquences des accidents, mais non des maladies ; à ce point de vue elle est donc trop étroite. D'autre part, elle couvre non-seulement la faute de l'ouvrier tacitement autorisée par le patron, mais celle-là même qu'il réproouve en toute circonstance, la seule qui soit à proprement parler une faute. Par là notre loi est trop large ; elle déborde le risque professionnel. Il nous paraît inadmissible sur le terrain précis des principes, que l'ouvrier, en cas d'accident dû à sa faute inexcusable, puisse recevoir une indemnité ainsi que l'autorise la loi et que le patron coupable lui-même d'une faute inexcusable ne soit pas tenu dans toutes les hypothèses à réparation intégrale (1). Au premier cas, la diminution même de l'indemnité permise au tribunal, en cas d'incapacité permanente, à un minimum non déterminé mais nécessairement supérieur à zéro ; sa limitation à un maximum parfois insuffisant au second sont la preuve manifeste que l'axe de la loi n'est pas le risque professionnel tel qu'il a été plus haut défini. Ce risque répudierait au surplus les différentes tari-

(1) Art. 20, alinéa 1 et 2.

fications portées aux articles 2, 3, 4 et 5 de la loi et la restriction de l'art. 1^{er} *in fine*. Nous n'avons pas ici à apprécier la raison de paix, d'intérêt social, à certains égards très défendable, mise en relief pour justifier le système de transactions dont notre loi nous semble pétrie ; il nous suffisait de prouver qu'on ne pouvait l'asseoir sur le risque professionnel tel qu'on doit le comprendre. Il en résulte que son application est vouée par avance à de sérieuses contestations puisqu'il ne sera point possible de remonter à un principe unique qui puisse éclairer et dissiper les doutes : l'idée fondamentale et rigoureuse du risque professionnel n'ayant point présidé à l'élaboration de la loi ne peut davantage présider à son interprétation.

A cette première difficulté pour déterminer le principe et la portée du risque professionnel s'en joint immédiatement une autre : ce risque s'applique-t-il aux ouvriers ? Oui, sans nul doute, si l'Etablissement « fait usage d'une machine mue par une force autre que celle de l'homme ou des animaux (1) » mais la solution est-elle la même au cas contraire ?...

Il n'est aucune raison en effet pour que les personnes occupées dans les ouvriers dépourvus de machines mues par une force élémentaire... soient à l'abri d'accidents survenant « par le fait du travail,

(1) Arg. des mots « *et, en outre, dans toute exploitation ou partie d'exploitation dans laquelle...* » V. Edouard Serre, *Les Accidents du travail*, Paris, Berger, 1899, p. 90.

ou à l'occasion du travail ». Or, quelle sera la situation juridique de ces personnes en cas de sinistre, seront-elles soumises aux principes du droit commun des articles 1382 et suivants du C. C. ou protégées par la nouvelle loi ? Telle est la question précise à laquelle il est malaisé de répondre avec quelque certitude.

Une distinction s'impose : si l'article premier est purement énonciatif, il n'est pas douteux que les ouvriers tombent sous l'application de la loi, mais s'il est limitatif, il convient alors de rechercher si l'institution des ouvriers peut être comprise dans l'un des termes de l'énumération.

Et d'abord l'énumération de l'article premier est-elle indicative ou limitative ?

Cette question fut à plusieurs reprises agitée au cours des discussions parlementaires (1). C'est ainsi que le 19 mai 1888, à la Chambre des Députés, Monsieur de Clercq s'élève contre l'énumération du projet ; par amendement il propose de la supprimer. « Cette suppression rendra la loi beaucoup plus simple ; il n'y a absolument pas de raison pour établir des distinctions entre les diverses industries... *Vous risqueriez d'oublier des cas très intéressants qu'il est*

(1). M. Lockroy en 1886. — M. Pierre Legrand en 1888. — M. Jules Roche en 1890. — M. Terrier en 1893. — M. Rouvier en 1895. V. discours Blavier 11 juin 1895. *Journ. Off. sénat.* in ext 11 juin 1895, p. 391, 1^{re} et 2^e col.

impossible de prévoir actuellement (1). « Et son amendement fut voté.

A sept ans de là, le texte de l'article premier présenté à la ratification du Sénat était énumératif, mais le rapporteur affirmait son intention d'y comprendre toute l'industrie : « Je dis donc que la Chambre des députés a essayé de faire une énumération qui nous a paru comprendre toute l'industrie. Mais en admettant même que telle n'ait pas été la pensée de la Chambre, je dois vous déclarer que telle a été la pensée de votre commission ; nous avons voulu que les règles nouvelles que nous introduisons dans notre projet s'appliquent à *l'industrie toute entière* (2). »

Le 26 juin 1895, c'est-à-dire quinze jours après, Monsieur Poirrier au nom de la commission du Sénat proposait, vu l'intention d'assujettir à la nouvelle loi « *toutes les entreprises ou exploitations industrielles* (3) » de supprimer l'énumération dressée par la Chambre (4).

(1) *Journ. Off.*, Chambre in extenso, 19 mai 1888, p. 1461, 2^e col.

(2) *Journ. Off.*, Sénat in extenso, 11 juin 1895, p. 592, 3^e col.

(3) *Journ. Off.*, Sénat annexes, 1895, p. 272, 2^e col.

(4) Voici le texte de l'article premier proposé : « Les accidents survenus dans leur travail ou à l'occasion de leur travail aux ouvriers et employés *de toute entreprise ou exploitation industrielle* donnent droit, au profit de la victime ou de ses représentants, aux réparations fixées par la présente loi. Un décret rendu dans la forme prescrite par l'art. 41 dressera

C'est dans ces conditions que le Sénat, rejetant l'idée de M. Poirrier dressa l'énumération dont il s'agit d'apprécier le caractère (1).

La discussion qui précéda le vote doit surtout attirer notre attention.

Le jour même du vote au Sénat (4 juillet 1895), le rapporteur, au cours de la discussion, énumérait certaines professions industrielles : de maçonnerie... d'émaillage... de corderie... de parfumerie... de pâtisserie. M. Béranger l'interpelle alors en ces termes :

M. Béranger. — Est-ce que tous ces cas profiteront du bénéfice de votre loi ?

M. le Rapporteur. — Nous disons que la loi *doit s'appliquer à toutes les industries*.....

Et comme le rapporteur parle du danger de faire une énumération :

Monsieur Buffet, logiquement, lui dit :

M. Buffet. — Ne la faites pas, si elle doit tout comprendre !

M. le Rapporteur. — Mais je vous ai dit déjà qu'à notre avis l'énumération de notre article 1^{er}, par sa généralité *comprend l'industrie toute entière* (2).

la liste des entreprises et exploitations industrielles visées par le paragraphe précédent. *Journ. Off.*, Sénat annexes, 1895, p. 278, 2^e col.

(1) *Journ. Off.* — Sénat in extenso, 4 juillet 1895, page 732, 3^e col.

(2) *Journ. Off.* — Sénat in extenso, 4 juillet 1895, page 735, 1^{re} col.

Ces déclarations ne satisfont pas tous les sénateurs ; M. Buffet fait très bien ressortir que les termes de l'article 1^{er} étant formels et clairs il est à craindre que les tribunaux les interprètent restrictivement. Il faut « que le sens de ce texte soit bien compris et bien admis. Si l'on s'attache au texte, l'énumération est manifestement limitative. Si telle n'est pas l'intention de la commission, il faut qu'elle modifie sa rédaction ».

M. le Rapporteur. — La commission, messieurs, ne peut que s'en tenir au texte de l'article 1^{er} tel qu'il se trouve rédigé dans le texte qu'elle vous soumet. Quand je disais tout à l'heure que cet article n'était point limitatif, c'était au point de vue de la nature des différents travaux exécutés, exercés dans les usines. En parlant des usines, on vise tout le travail fait dans les usines, dans les manufactures, dans les chantiers.

J'ajoute qu'à notre avis la dernière partie de l'article 1^{er} a été introduite par la Chambre dans la crainte que l'énumération faite au commencement de l'article ne comprit pas tout le travail industriel. C'est ainsi que l'on est arrivé à parler des entreprises de transports, de chargement, de déchargement, des chantiers....

A cette déclaration quelque peu confuse et redondante, M. Buffet ajoute aussitôt :

M. Buffet. — Et les simples ateliers, ceux des tailleurs, des couturières ?

M. le Rapporteur. — Nous nous en tenons donc rigoureusement au texte de notre projet.

M. Buffet. — Encore faut-il que l'on sache ce qu'il veut dire.

Et c'est à la fin de cette discussion que l'article 1^{er} fut voté à la Chambre haute ! (1).

— La même discussion se représenta deux années après à la Chambre des Députés.

Monsieur Goujon proposait après les mots « matières explosives », d'ajouter : « ou toxiques ».

M. H. Boucher, *ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes*. — Messieurs, il importe de ne pas se méprendre et de ne pas limiter au lieu de l'étendre, la portée de la loi par une énumération qui serait d'autant plus limitative qu'elle serait explicite..... Je reste absolument persuadé qu'il n'est pas nécessaire d'ajouter les mots « ou toxiques » à l'énumération de l'article 1^{er} pour permettre d'atteindre l'industrie visée par M. Goujon et qui est comprise parmi les « usines et manufactures » (2).

Et plus loin, pour confirmer cette manière de voir :

(1) *Journ. Off.* — Sénat in extenso, 4 juillet 1895, p. 732.

(2) *Journ. Off.* Chambre in ext. 28 octobre 1897, p. 2216, 4^{re} col.

M. Charpentier. — *L'art. 1^{er} a plutôt un caractère énonciatif qu'un caractère limitatif.* C'est à titre d'exemple que l'on a indiqué la plupart des cas connus où les accidents devraient se produire, en se préoccupant autant que possible de les embrasser tous.

M. Julien Goujon. — J'ai satisfaction par la déclaration qui vient d'être faite. *Il n'y a alors qu'une énonciation non limitative* et le droit d'appréciation des tribunaux reste entier.

C'est dans ces conditions que M. Goujon retira son amendement et que l'article 1^{er} fut voté (1).

Il nous paraît donc ressortir clairement des débats parlementaires, que le législateur a voulu étendre la loi du 9 avril 1898 à toute entreprise ou exploitation industrielle. Dès lors, tout ouvrage qui a le caractère d'entreprise ou d'exploitation industrielle devrait être soumis aux prescriptions de la loi.

Mais cette opinion sur le caractère énonciatif de l'article premier peut être combattue par l'argumentation que faisait déjà M. Buffet en 1895 :

Le texte de l'article 1^{er}, qui contient une énumération, présente, si l'on s'attache à ses termes, un caractère absolument limitatif. — Contrairement à ce texte, députés, sénateurs et rapporteurs ont à plusieurs reprises déclaré que l'énumération était pure-

(1) *Journ. Off. Chambre in ext.* 28 oct. 1897, p. 2217.

ment énonciative. Mais de telles déclarations ne constituent pas le commentaire officiel d'une loi, et les tribunaux sont autorisés à n'en tenir aucun compte quand le texte est clair et précis.

Que semble dire en effet l'article 1^{er} ?

« La loi s'applique à tel, tel et tel établissement déterminé ». Et, pour bien préciser le caractère limitatif, il ajoute :

« *Et en outre...* à tous les établissements non déterminés, pourvu que il y soit fait usage d'une machine mue par une force non animée ».

Il est évident, disait M. Buffet, « que ces termes sont absolument limitatifs. On énumère un certain nombre d'industries et on ajoute ensuite *qu'outre* ces industries, la loi sera applicable aux ouvriers et employés d'un établissement qui ne se trouve pas compris dans l'énumération, mais où il existe une machine à vapeur ou mue par une force élémentaire, vent, eau, etc., etc. » (1).

En ce qui concerne la Jurisprudence, nous ignorons quelle sera son interprétation ; il faut attendre les événements, mais plusieurs auteurs, qui ont commenté la loi du 9 avril, se prononcent pour le caractère limitatif de l'énumération. C'est ainsi que M. Edouard Serre, conseiller à la Cour de Cassation, relève trois conditions pour l'application de l'ar-

(1) *Journ. Off. Sénat in ext.* 4 juillet 1895, p. 752, 1^{re} col.
Fleurquin 8

ticle 1^{er}; l'une d'entre elles consiste en ce que la victime de l'accident doit être « ouvrier ou employé dans une des industries énumérées par la loi » (1). C'est également l'interprétation de M. Adrien Sachet (2)

Quelle serait donc la situation des ouvriers au cas où la Jurisprudence se prononcerait pour le caractère limitatif de l'article 1^{er}? — Il faudrait rechercher si le travail qui s'y exécute peut être compris dans l'un quelconque des termes de l'énumération. Or le seul terme susceptible d'une interprétation quelque peu extensive est celui de « manufacture ». Jamais en effet l'on ne considère comme usine ou chantier un établissement dans lequel on se livre aux travaux dont notre première partie nous a fait connaître la nature. — Les ouvriers correspondent bien au contraire à l'idée qu'on se fait en général d'un atelier. C'est en ce sens que Monsieur Buffet parlait au Sénat des ateliers de tailleurs, de couturières.

Monsieur Sachet se fondant sur les définitions

(1) Edouard Serre. *Les accidents du travail*. Paris, Berger, 1899, p. 84 et 90.

(2) Adrien Sachet, *Traité théorique et pratique de la législation sur les Accidents du Travail*. Paris, Larose, 1899, p. 73. Comparer Loubat, *Traité sur le risque professionnel*, Paris, Marescq, 1899; — Paul Coulot, *Commentaire et explication pratique de la loi concernant la responsabilité des accidents*, 2^e éd. Paris, 1899; — Lecouturier, *Traité théorique et pratique des accidents du travail*. Paris, Fontemoing, 1899; — H. Ferette et Ch. Florentin, *Les accidents du travail*. Paris, Giard, 1894.

de la loi Suisse du 23 mars 1877, art. 1^{er}, et sur l'ordonnance Autrichienne du 3 avril 1888 rendue en application de la loi du 28 décembre 1887 définit la manufacture : « Un établissement industriel dans lequel un nombre plus ou moins considérable d'ouvriers sont occupés simultanément et régulièrement hors de leur demeure et dans des locaux fermés, soit à la production, soit à l'élaboration de produits industriels, et en outre, qui se distingue de l'atelier par le caractère du chef d'entreprise, lequel, tout en dirigeant le travail n'y participe point de ses propres mains ».

Cette dernière considération qui, aux yeux de Monsieur Sachet trace la ligne de démarcation entre l'atelier et la manufacture, n'est-elle pas un critérium bien périlleux quant à l'application de la loi du 9 avril 1898 ? N'aurait-elle pas pour conséquence de soumettre à son application des établissements peu dangereux, telle une blanchisserie dont les directeurs ne participeraient point au travail de leurs propres mains, et d'y soustraire des entreprises où le risque professionnel est plus grand, telle une fromagerie (1) dont le maître réaliserait la condition du travail manuel ?

Il est certain pourtant que les mots « manufactures » et « ateliers » évoquent des types différents

(1) V. le tarif des primes fixés pour les diverses professions par l'arrêté du 30 mars 1894.

d'établissements. Mais nous ne pensons pas qu'on puisse d'un mot préciser la différence qui les sépare. La vérité est que chacune de ces deux catégories d'établissements est soumise à des conditions spéciales d'organisation du travail.

La manufacture se présente à nous comme un vaste établissement dans lequel tout un monde de travailleurs se livre sous les ordres de contre-maîtres à des occupations mouvementées et dangereuses, au milieu d'instruments et d'outils nombreux et perfectionnés. L'atelier (au sens précis du mot et non au sens large qui lui est assigné par la loi du 19 mai 1874, section V) nous apparaît au contraire comme une salle de moindre dimension ou, sous une direction simple et presque familiale, des personnes sont occupées à des travaux plus calmes, moins dangereux et ne nécessitant qu'un outillage rudimentaire.

Nous avons bien conscience d'offrir une distinction très vague, mais elle contient une nuance qui, dans chaque espèce, détermine notre option pour l'une ou l'autre des deux expressions « manufacture » ou « atelier ». D'ailleurs leur définition législative n'a jamais été donnée, et c'est par la simple appréciation des faits, par un complet empirisme que les employés des finances et les tribunaux administratifs eux-mêmes en sont réduits à opérer la classification des diverses entreprises industrielles en manufactures et ateliers.

Il n'en résulte pas moins qu'on ne saurait assimiler les deux types d'établissements que ces deux mots désignent. Qu'en faut-il conclure pour l'application de la loi de 1898 ?

D'après Monsieur Sachet, les ateliers dans lesquels il n'y a ni moteur, ni force élémentaire, ni mise en œuvre de matières explosives sont exclus de l'application de la loi. Il en trouve la preuve dans le rapprochement du texte de l'article 1^{er} et de celui de la loi du 12 juin 1893 sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs.

« L'énumération de notre loi, est presque la copie latérale de celle de la loi de 1893. Une différence cependant est à noter, c'est que le mot « atelier » qui se trouve dans celle-ci n'a pas été reproduit dans celle-là ». Il en conclut que l'omission a été intentionnelle. Elle se justifie du reste, dit-il : « l'hygiène étant aussi nécessaire dans un atelier que dans une usine tandis que le risque professionnel s'impose, surtout dans les établissements où l'exercice de l'industrie met en péril la vie de l'ouvrier, tel n'étant pas le cas des ateliers à travail manuel ».

Ce dernier argument serait de très grande valeur si les ateliers présentaient toute sécurité aux travailleurs, et si le législateur n'en avait autrement jugé en 1839, 1874 et 1892 en édictant des mesures de pro-

(1) Adrien Sachet. *Op cit.*, p. 82.

tection pour certaines catégories de personnes qui s'y trouvent employées. Il nous paraît au surplus assez surprenant qu'un partisan de l'interprétation restrictive de l'article premier recherche si l'omission du mot « atelier » a été *intentionnelle*. C'est au premier argument seul qu'il devait s'en tenir sauf à le fortifier en rapprochant l'article 1^{er} non-seulement de celui de la loi du 12 juin 1893, mais encore de ceux des lois du 22 mars 1839, 19 mai, 3 juin 1874 ; 2 novembre 1892 dans lesquelles figure toujours le mot « ateliers ». Dans ces conditions, l'omission dont parle M. Sachet eut été rendue plus frappante (1).

On pourrait également remarquer l'absence dans la liste des industries dressée par arrêté ministériel du 30 mars 1899, de certaines entreprises qui rentrent, à n'en point douter, dans la catégorie des ateliers. C'est ainsi que n'y sont point mentionnées la couture, la lingerie, le lessivage.

L'article 3 du décret nous prévient d'ailleurs qu'il ne convient pas d'attacher une trop grande importance à cette lacune (2). Mais pour qui s'en tient strictement au texte de l'article 1^{er}, les ouvriers

(1) Voir note 1, tableau.

(2) Art. 3. — Pour les professions non déterminées audit tableau, la prime sera fixée, le cas échéant, par décision ministérielle spéciale, d'après l'analogie des risques.

L. du 22 mars 1839	L. 19 mai 1874	L. 2 novembre 1892	L. 12 juin 1893	L. 9 avril 1895.
Art. 1 : Le enfants ne pourront être employés que sous les conditions déterminées par la présente loi : 1° dans les Manufactures, usines et ateliers. 	Art. 1 : Les enfants et les filles mineures ne peuvent être employés à un travail industriel dans les Manufactures, fabriques, usines, mines, carrières et ateliers. 	Art. 1 : Le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les Usines, manufactures, mines, carrières et ateliers et leurs dépendances.....	Art. 1 : Sont soumis aux dispositions de la présente loi les Manufactures, fabriques, usines, chantiers, ateliers de tout genre et leurs dépendances.....	Art. 1 : Les accidents survenus par le fait du travail ou à l'occasion du travail, aux ouvriers et employés occupés dans l'industrie du bâtiment, les usines, manufactures, chantiers, les entreprises de transport par terre ou par eau, de chargement et de déchargements, les magasins publics, mines, minières, carrières et, en outre.....

doivent comme « ateliers » échapper à l'application de la loi.

Toutefois, en supposant même que la Jurisprudence s'inspire de la volonté non douteuse du législateur, et se prononce pour le caractère purement énonciatif de l'article 1^{er}, il est des établissements auxquels nous croyions douteux que la loi puisse s'appliquer. Ce sont ceux dans lesquels il n'y a pas à proprement parler d'ouvriers, tels sont les orphelinats et les écoles professionnelles.

Aux termes mêmes de la loi, les « employés et ouvriers » peuvent seuls profiter des dispositions qu'elle édicte (1). Or, s'il est manifeste que l'expression « employé » ne peut s'appliquer aux personnes recueillies dans les ouvroirs, on peut également soutenir que le qualificatif « ouvrier » ne leur convient pas davantage. La signification de ce mot n'a guère été précisée par nos législateurs. Ceux du début du siècle semblent avoir craint d'en user (2), et par un frappant contraste, ceux de notre époque s'en servent journellement sans toutefois songer à le définir.

Codes et lois ne nous fournissent donc que des indications éparses dont il nous suffit toutefois de noter présentement que le salaire est un véritable

(1) Arg. art. 1 et art. 2.

(2) C. C. contrat de louage, art. 1879, — art. 2110, — C. Com. art. 548.

criterium de l'état ouvrier. Ce criterium est rendu moins douteux encore par la loi même du 9 avril 1898. C'est toujours en effet le salaire de l'ouvrier ou employé qui y est pris comme base du calcul des indemnités (1). Il en résulte donc que les personnes recueillies dans les orphelinats et écoles professionnelles ne sauraient être considérées comme des ouvriers (2). Mais en supposant l'assimilation juridiquement possible, la méthode même d'évaluation des indemnités s'opposerait à ce qu'on pût en fait appliquer la loi à ces institutions, le salaire au sens économique du mot y faisant complètement défaut. Il n'est pas jusqu'à l'article 8 de la loi qui leur soit inapplicable, non seulement au cas d'incapacité temporaire pour les mineurs de seize ans (pourtant si nombreux dans les ouvroirs) puisque l'alinéa 2 de cet article ne permet pas de leur allouer une indemnité qui dépasse « le montant de leur salaire », mais encore au cas d'incapacité permanente, puisque l'in-

(1) *Passim*, art. 3, 5, 8, 10.

(2) Nous nous abstenons de parler ici des ouvroirs externes et des établissements d'assistance; les premiers parce que le travail ne s'y exécute pas en « atelier », les seconds parce qu'ils octroyent une rémunération. Il est donc possible pour ces derniers d'évaluer l'indemnité en cas d'accident. Mais il nous paraît possible de soutenir que la loi ne saurait les atteindre, le but du législateur ayant été de soumettre à la loi les entreprises ou exploitations industrielles, c'est-à-dire celles se proposant un but de négoce, v. rapport Poririer. *J. Off. Sénat*, annexes 1895, p. 272, 2^e col. — *ibidem*, p. 278, 2^e col.

demnité doit se calculer sur le « salaire le plus bas des ouvriers valides de la même catégorie occupés dans l'entreprise » et que l'une et l'autre base d'évaluation manquent absolument.

Il faut donc conclure que les orphelinats et écoles professionnelles, en droit comme en fait, échappent à l'application de la loi du 9 avril 1898.

TROISIÈME PARTIE

Appréciation critique des Ouvroirs

Les différentes catégories d'ouvroirs dont nous venons d'exposer la situation de fait et de droit apparaissent éminemment comme des établissements de bienfaisance c'est-à-dire comme étant créés et entretenus sans que leurs fondateurs ou directeurs se proposent, en y faisant accomplir des travaux, un but de spéculation et de lucre.

Mais bien qu'inspirés par de généreuses intentions, il est légitime de faire porter sur ces établissements un double examen critique. En effet, la bienfaisance ne saurait s'exercer indifféremment ; elle doit, pour produire les fruits qu'il est légitime d'en attendre, être opportune et perspicace.

Loin d'être féconde en heureux résultats, elle peut, quand elle est aveugle, avoir de très fâcheuses conséquences. C'est à ce point de vue que nous nous proposons de rechercher d'abord les avantages et incon-

vénients sociaux, que présente l'institution des ouvriers, réservant pour un deuxième chapitre l'examen des conséquences purement économiques des travaux qui s'y exécutent.

CHAPITRE PREMIER

L'Institution des Ouvroirs au point de vue social

L'Institution des Ouvroirs échappe-t-elle au point de vue social à toute critique, ne donne-t-elle lieu à aucun desideratum légitime? Telle est la question posée par plus d'un sociologue et à laquelle nous ne pourrons répondre qu'après avoir envisagé d'une part la raison d'être, et d'autre part le fonctionnement de ces établissements.

Chacun des types d'ouvroirs dont nous avons parlé : orphelinats, écoles professionnelles, établissements d'Assistance, Ouvroirs externes, ne sont point le produit de pures idées philanthropiques hâtivement conçues ; leur création correspond à des besoins bien déterminés, et chaque service qu'ils ont pour but de rendre ou chaque misère à laquelle ils s'efforcent de venir en aide est digne de toute considération.

SECTION I

Orphelinats

De pauvres enfants, tout jeunes encore, ont l'irréparable malheur de perdre leur père ou leur mère, parfois l'un et l'autre ; ils se trouvent dans ces divers cas plus ou moins abandonnés, sans appui comme sans surveillance. Pour eux s'ouvre l'Orphelinat dont la caractéristique est de préserver ceux qui y sont admis contre toute influence néfaste étrangère en exerçant sur eux une surveillance analogue à celle de la famille dont ils sont très malheureusement privés.

Préserver l'enfance abandonnée est certes un but que nous ne saurions trop louer ; toutefois le moyen dont il est fait usage est-il entre tous le meilleur ? A cette question si nettement posée, nous croyons fermement qu'on doit, dans la grande majorité des cas, répondre par la négative.

La source et le principe même des maux dont souffre notre société est la méconnaissance de la responsabilité incombant à chacun de ses membres. — Rechercher et signaler les responsabilités est donc

travailler à rétablir l'ordre social en indiquant le mal commis et le bien à réaliser.

En examinant à la lueur de ces principes en quoi l'institution des orphelinats peut être défectueuse, nous n'hésitons pas à reconnaître qu'elle contribue en certains cas à décharger les pères et mères de leur responsabilité la plus sacrée. Les pères et les mères sont, en effet, dans l'ordre naturel et divin, les premiers éducateurs de leurs enfants, et toute institution ayant pour conséquence de les affranchir de cette obligation préjudicie fatalement et dans la même mesure au corps social. — Par suite nous ne saurions admettre, malgré les apparences parfois très grandes de nécessité, qu'un conjoint survivant se décharge du fardeau si lourd soit-il, de l'éducation d'un ou de plusieurs enfants en les confiant à des institutions même les plus respectables. *A fortiori* tiendrons-nous un raisonnement identique dans le cas où les père et mère seraient l'un et l'autre vivants.

Mais il nous paraît, dans le cas même où les enfants sont orphelins de père et de mère, qu'il leur serait très avantageux que de généreux parents, amis ou voisins voulussent bien se charger de leur éducation. — La famille est le milieu naturel dans lequel doit se développer l'enfance, aucune création artificielle si perfectionnée soit-elle ne peut prétendre, à notre avis, devoir lui être préférée. S'il est vrai en

effet que durant leur internat les enfants des orphelinats sont préservés des dangers extérieurs, nous avons pu, grâce aux réponses qu'ont bien voulu nous adresser les directeurs et directrices de ces établissements, nous former la conviction que la persévérance est moindre chez les internes que chez les externes. D'autre part, il est non moins certain, surtout chez les jeunes filles, que les chutes morales sont d'autant plus brusques et lamentables après leur sortie de l'orphelinat, qu'elles n'avaient jamais été appelées à soupçonner et à se mettre en garde contre le danger.

« ... Sorties du couvent à l'époque de leur majorité, sans aucune notion de la vie réelle, les ouvrières formées par les ouvroirs sont mal aguerries pour les combats de l'existence et en deviennent les premières victimes. » (1)

Il est donc peu contestable que la préservation de l'orphelinat pour les personnes destinées à vivre dans le monde est inférieure à la formation que peut donner une honnête et pieuse famille.

En outre le régime des orphelinats n'a pas, quant à l'initiative, les mêmes avantages que la vie de famille. La raison qu'on nous en a maintes fois donnée est des plus simples : Comparez, nous disait-

(1) Guy Tomel : *Les Conscrits du Travail et l'Enseignement professionnel chrétien*. Tours, Mame et fils, 1898, p. 353.

on, l'existence d'une interne dans un orphelinat avec celle d'une jeune fille élevée dans une famille ; tandis que la première est passive, trouvant tout prévu et préparé, menu confectionné, table servie, étoffes acquises, ne connaissant le prix de rien, n'appréciant et n'ayant d'ailleurs jamais à apprécier la qualité d'aucune denrée, la seconde au contraire doit sous la direction de la mère de famille combiner les repas, acheter les provisions, se préoccuper de vêtir les membres de la famille, etc. ; le tout en ayant soin d'ordonnancer pour le mieux le budget. « La première se laisse vivre, la seconde vit » ; il en résulte que la seconde est seule capable de remplir comme il convient sa fonction de mère de famille.

C'est pourquoi nous souhaitons vivement que les orphelinats, se renfermant dans l'accomplissements de leur rôle vraiment social dont nous apprécions si bien l'utilité, n'acceptent que les enfants réellement abandonnés, c'est-à-dire ceux-là qu'aucune famille naturelle ou adoptive ne pourrait ou ne voudrait recueillir.

SECTION II

Les Ecoles Professionnelles

Selon la définition que nous en avons déjà donnée, les écoles professionnelles sont des établissements dans lesquels on se propose comme but principal de procurer aux jeunes gens et aux jeunes filles parvenus à un âge où les forces physiques sont suffisamment développées, les connaissances techniques et pratiques nécessaires pour exercer avec profit le métier auquel ils aspirent et dont ils devront vivre un jour.

Il ne saurait être formulé aucun grief contre le but de ces établissements ; les précieux services qu'ils sont susceptibles de rendre au pays ont au contraire frappé maints économistes et attiré l'attention de nos législateurs eux-mêmes (1).

Mais si excellent que soit le but poursuivi, il nous paraît nécessaire de formuler un desideratum en ce qui concerne le fonctionnement de certaines Ecoles professionnelles. Il a pour objet l'internat et ne s'adresse par suite qu'aux écoles dont la direction est congréganiste ou laïque libre et dans la mesure

(1) *Supra*, p. 22.

même où elles prennent des internes. Nous avons vu en effet dans notre première partie que si les Ecoles municipales professionnelles ne connaissent que l'externat, les écoles laïques et congréganistes contiennent une notable population d'internes. — Or, si nous applaudissons aux efforts tentés en vue d'assurer aux jeunes gens et aux jeunes filles une sérieuse instruction professionnelle, il ne nous semble nullement indispensable, pour parvenir à ce but, de les assujettir à un internat dont nous avons regretté l'existence même pour des enfants privés de leurs père et mère, c'est-à-dire pour ceux-là qui ont le plus besoin d'aide et de protection. Il nous plaît à ce sujet de rappeler ce que nous disions à propos des orphelinats, à savoir que les Institutions dans lesquelles l'internat fonctionne sans nécessité désintéressent le chef de famille de sa responsabilité en substituant leur autorité à la sienne et se font ainsi, bien que très inconsciemment, les complices des artisans de la désorganisation sociale.

Nous émettrions donc le vœu que les écoles professionnelles congréganistes et laïques libres n'admissent d'internes que pour des raisons tout à fait majeures et exceptionnelles.

Poursuivant l'énumération des critiques qu'on peut adresser aux Ecoles professionnelles, il nous

paraît bien que les Ecoles congréganistes et laïques libres sont trop nombreuses pour le nombre d'élèves qu'elles abritent. Il en résulte que les cours professionnels y sont peu diversifiés, les ateliers imparfaitement organisés et outillés. On conçoit en effet que pour une moyenne de 65 à 66 élèves on soit tenté de n'ouvrir qu'un nombre très restreint de cours ; et ces cours sont en fait presque toujours les mêmes dans les différents établissements. Il suffit, pour s'en rendre compte de jeter les yeux sur le tableau page 36. On y voit qu'à part le blanchissage, la couture et la confection, les autres branches de l'enseignement professionnel des jeunes filles sont à l'état d'exceptions. La raison pécuniaire incite d'ailleurs les directrices à ouvrir ces cours de préférence ; il sont moins onéreux à créer, soit que les maîtresses se contentent d'honoraires modestes, soit qu'il y ait peu d'essais malheureux ; ils sont en outre rapidement rémunérateurs le temps d'apprentissage étant relativement court. Or, il convient de ne pas l'oublier, les Ecoles professionnelles libres ne disposent pas des importants subsides octroyés aux Ecoles municipales. Mais il serait peut-être possible, soit de restreindre le nombre des Ecoles professionnelles libres de manière à n'en conserver que quelques-unes où se grouperaient des élèves en nombre suffisant pour diversifier l'enseignement professionnel, soit encore de spécialiser les écoles existantes dans les branches les

plus diverses où peut s'exercer l'activité de la femme et cela, en tenant compte des besoins du moment et de l'aptitude des élèves. On arriverait ainsi à former réellement des femmes aptes à gagner honorablement leur vie. Ce n'est en vérité pas la peine de donner pendant plusieurs années à des jeunes filles privilégiées une instruction professionnelle, si cette instruction, n'étant point suffisamment diversifiée, ne les empêche pas d'aller grossir les flots de celles qui combattent déjà bien âprement pour la vie dans ces professions encombrées et peu rémunératrices auxquelles la majorité des Ecoles professionnelles libres se contentent d'ouvrir les portes. « On leur apprend un état qui n'est pas rémunérateur, elles auront donc toujours besoin, dit M. P. Leroy-Beaulieu, des secours publics pour soutenir leur vie » (1).

Certes, nous comprenons parfaitement en quelle meilleure posture se trouvent les Ecoles municipales, grâce aux subventions de la Ville ; mais en théorie, et faisant abstraction de cette considération si importante, il n'est point douteux que l'organisation des Ecoles professionnelles municipales l'emporte sur celle des Ecoles Libres. C'est la conclusion de l'auteur des *« Conscrits du Travail »*. « La ville de Paris, nous dit-il, qui dispose de moyens autrement puissants, n'est pas tombée dans ces travers : pour Paris

(1) P. Leroy-Beaulieu. — *Le travail des femmes au XIX^e siècle*, p. 377.

tout entier, il n'a été créé qu'une seule école municipale du Livre, une seule école des Industries du meuble, une seule où l'on apprend à travailler le bois, une seule où l'on ouvre le fer. La sélection des apprentis de ces écoles s'opère donc sur la masse entière de la population laborieuse de la capitale, et la Ville a plus de candidats qu'elle n'en veut, malgré les critiques qu'a mérité l'esprit et la méthode de son enseignement. En restreignant son horizon aux frontières d'une paroisse, l'initiative privée se stérilise au contraire ; en disséminant son action, elle l'anéantit. Si, au lieu de la trentaine d'établissements où l'on apprend plus ou moins bien aux jeunes filles à confectionner des robes, il existait une seule et véritable école libre de couturières produisant d'excellentes coupeuses réputées sur la place, croit-on qu'un service plus grand et plus appréciable ne serait pas rendu aux ouvrières de l'aiguille ? Donc, dans les grands centres, il conviendrait que les œuvres n'agissent pas aussi isolément, se partagent même la besogne, et, au lieu de faire souvent double emploi, se tinssent pour satisfaites d'un rôle limité mais efficace (1) ».

Toutes les écoles professionnelles de filles, tant municipales que libres encourent au surplus, à divers degrés toutefois, un même reproche : il y est

(1) Guy Tomel. *Les Conscriptionnés du Travail et l'enseignement professionnel chrétien*. Tours, Mame et Fils, 1898, p. 350.

fait place trop restreinte à l'enseignement ménager. L'Ecole professionnelle doit sans doute chercher à perfectionner ses élèves dans une branche déterminée de travaux, mais parmi les cours généraux qu'elle impose, l'enseignement ménager ne figure pas au rang qu'il devrait occuper.

La femme devant être avant tout l'âme du foyer, l'on ne saurait à notre avis, légitimer le désir de lui donner une connaissance professionnelle spéciale que dans la mesure où cette connaissance se greffe sur une solide instruction ménagère (1). C'est alors seulement, que tout en remplissant comme il convient ses devoirs d'épouse et de mère, la femme pourra songer à se livrer à un labeur digne et rémunérateur. Toute conception contraire est anti-sociale puisqu'elle a pour effet d'éloigner la femme du foyer conjugal qui doit être lieu de repos, de bien être et d'amour, pour en faire la rivale sinon l'égale de l'homme ; un être nouveau, affranchi des droits et des devoirs de la maternité.

C'est cette même considération qui nous fait énergiquement réprouver toute éducation professionnelle non compatible avec la mission naturelle de la

(1) Compte-rendu du congrès diocésain des œuvres du diocèse de Nancy, tenu les 20, 21, 22 juillet 1897, p. 57 et 59. Vœux émis par le congrès. — V. Réforme sociale. 16 décembre 1897, p. 339 Vœux émis par le congrès catholique de Paris en 1897. — *Ibidem* 16 janvier 1894, 16 août et 1^{er} décembre 1896, 16 mai 1897, 1^{er} juillet 1897.

femme : l'intérêt particulier de quelques femmes ou d'un certain nombre de patrons ne doit pouvoir l'emporter sur celui de la société tout entière dont la mère, remplissant sa fonction sociale et naturelle est l'assise la plus ferme.

Que deviendrait la famille dans une société ou la conception contraire viendrait à se généraliser? Monsieur Emmanuel Rivière nous l'apprend : « Foyers existants qui se disperseraient aux quatre vents du ciel, foyers nouveaux qui ne pourraient s'établir, voilà, dit-il, la conséquence forcée de ce qui arriverait si nous admettons que le même travail doit alimenter l'ouvrier, chef de famille vivant de la vie normale et la femme autonome vivant de la vie anormale, et ceci, n'en déplaise à tous les féministes (1). »

Aux personnes qui s'apitoyeraient sur le sort ainsi réservé aux veuves privées de tout soutien et chargées de famille nous répondrions que le secours viendrait pour celles-ci de la réorganisation de la famille professionnelle. « Seule, dit Monsieur Rivière, elle peut assurer la stabilité du travail et la régularité des salaires ; seule, elle peut et doit soigner ses blessés, et soutenir la veuve et les enfants de l'un de ses membres frappé par la mort en pleine force. »

« Ayant les droits de la famille, elle peut amas-

(1) Se reporter en ce qui concerne spécialement l'Industrie typographique aux très intéressantes conclusions de Monsieur Emmanuel Rivière, ingénieur des Arts et Manufactures. *Association catholique*, 15 juillet 1898, p. 70.

ser, aux époques de prospérité, des réserves qui lui permettront de traverser avec honneur les mauvais jours... » Ce sont là des conclusions que nous faisons tout à fait nôtres.

SECTION III

Etablissements d'assistance

Les Etablissements d'assistance dont l'éloge n'est plus à faire se proposent de relever les personnes qui, découragées par l'une ou l'autre des nombreuses misères qui assaillent l'humanité, en sont arrivées à douter de la société et d'elles-mêmes, et à maudire un travail dépassant leurs forces ou leur capacité et peu rémunéré.

Pour ces malheureux professionnels de la mendicité un remède était urgent ; on crut le trouver dans l'assistance par le travail. Les Etablissements d'Assistance fournissent donc du travail à ceux qui, trop nombreux dans la ville, se présentent lamentables au devant de toute aumône, arguant de l'impossibilité où ils se trouvent de se procurer une occupation rémunérée.

Persuadés que l'intérêt est le plus puissant stimulant au travail, certains Etablissements d'Assistance croient utile, en vue d'exciter les malheureux à sortir de leur apathie de donner un prix supérieur à la plus-value fournie par leur travail à la valeur courante des objets fabriqués.

Par cette majoration, les Etablissements d'Assistance pratiquent l'aumône, mais on ne saurait leur en faire un grief puisque ce n'est qu'en faveur de situations exceptionnelles d'infortune, d'une manière transitoire et pour un temps déterminé.

Ce temps est suffisant d'ailleurs pour donner quelque confiance aux assistés, insuffisant pour qu'ils puissent considérer comme normale et dûe dans son intégralité la rémunération majorée qu'on leur accorde, ce qui aurait eu pour conséquence de provoquer à nouveau leur découragement le jour où, sans qu'ils eussent dès l'abord été prévenus, l'Etablissement se serait vu contraint de les replacer dans les conditions ordinaires de la vie.

D'autre part, les Etablissements d'Assistance n'ont pas à craindre, malgré la majoration des salaires, l'afflux des bons travailleurs. En effet, si élevée soit-elle pour le travail exécuté, la rémunération distribuée dans les Etablissements d'Assistance est toujours de beaucoup inférieure au prix moyen de la journée de travail pour tous les ouvriers pourvus d'un état. Nous avons vu, en effet, dans notre

première partie que les Etablissements d'Assistance en étaient réduits à proposer à leurs assistés les travaux les plus vulgaires et par suite les moins rémunérateurs. Il leur suffit donc pour réaliser leur but moralisateur de recevoir de la charité publique ou privée une subvention suffisante, afin de pouvoir stimuler l'activité des miséreux qu'ils se proposent de relever.

Mais l'expérience démontre malheureusement que les Etablissements d'Assistance ne peuvent accomplir œuvre vraiment efficace que dans de très étroites limites, précisément parce qu'ils ne s'adressent qu'aux désœuvrés professionnels ou incapables. En fait, ces établissements ne comptent qu'un nombre bien infime d'assistés eu égard à la quantité des sans-travail ; il est en outre permis d'être assez sceptique sur les résultats obtenus. A part de rares exceptions, les assistés de ces établissements sont des adultes sans état. Or, l'adulte n'apprend plus de métier, et l'adulte sans état est voué dans notre société à une situation tellement précaire qu'il lui est plus avantageux d'exploiter la charité que de se livrer au travail. Un grand nombre d'assistés sont d'ailleurs des mendiants auxquels leurs bienfaiteurs ont remis un bon de travail ou une recommandation écrite, leur laissant entendre que, faute par eux d'en user, ils seront privés à l'avenir de leurs libéralités. Certains en passent par cette condition, mais ce n'est

souvent que pour se livrer ensuite avec plus d'assurance à leur ancienne profession !

SECTION IV

Ouvroirs externes

Quand nous avons eu, en parlant des écoles professionnelles, à nous prononcer sur le genre de travaux compatibles avec la nature physique de la femme et avec la fonction sociale qu'elle est appelée à remplir, nous nous sommes gardés de laisser entendre qu'elle devait se renfermer exclusivement dans les occupations ménagères et familiales.

La femme mariée peut légitimement, elle doit même, quand le temps matériel lui est laissé, contribuer pour sa part à l'amélioration du sort de sa famille. Elle remplit donc son rôle d'épouse et apporte un complément ou un supplément au salaire du chef de la famille.

Mais il suffit d'admettre que la place de la mère est au foyer domestique pour se rendre compte, avec l'organisation actuelle du grand commerce,

de la difficulté, pour beaucoup, de se procurer une occupation qui ne les détourne pas de chez elles, s'il n'existait pas des intermédiaires entre elles et les magasins.

Si nous exceptons de menus travaux de couture, rapiéçage, raccommodage, blanchissage et repassage fournis par la clientèle bourgeoise, les mères de famille ne peuvent guère compter pour la mode, la plume, les fleurs etc., que sur les grands magasins et magasins de gros.

En raison de leur considérable débit, ces magasins ne peuvent se mettre directement en rapport avec les ouvrières, mais recourent à des intermédiaires et leur font les commandes. Les intermédiaires à leur tour distribuent, surveillent et paient le travail, le centralisent, le livrent et répondent de sa qualité et de sa livraison au jour voulu. Ces intermédiaires ou entrepreneuses rendent donc un service appréciable aux ouvriers et ouvrières auxquels ils épargnent des démarches qui eussent souvent été vaines. C'est grâce à elles que l'ouvrière libre peut travailler utilement et dignement sans désertier son foyer.

L'office de l'entrepreneuse est donc analogue à celui des ouvroirs externes ; mais tandis que le service à rendre est un moyen pour l'entrepreneuse, il est la fin ou le but de l'ouvroir externe. L'entrepreneuse fait un métier ; aussi s'efforce-t-elle de le rendre le plus lucratif possible, en sorte que, tout en

s'efforçant de ne traiter avec les magasins qu'au prix le plus élevé, elle poursuit logiquement son but en ne consentant aux ouvrières que le salaire le plus modique. L'ouvrier externe au contraire se propose de distribuer à l'ouvrière l'intégralité du prix auquel le magasin a consenti l'ouvrage, réserve faite d'un tant pour cent nécessaire à couvrir les frais généraux. — En résumé, tandis que l'intérêt de l'entrepreneuse est de comprimer le salaire jusqu'à sa limite la plus réduite, le but même de l'ouvrier externe est de l'élever dans les mêmes proportions.

Nous sommes donc en présence d'une institution digne des plus grands éloges puisqu'elle favorise la vie de famille en procurant du travail à domicile et contribue à améliorer le sort de la classe ouvrière en augmentant la quotité du salaire.

L'on s'est bien souvent préoccupé, mais en vain, de faire disparaître les intermédiaires. L'Intermédiaire est, comme tel, dans notre société, un rouage indispensable au grand commerce. Mais ce qui est réalisable, c'est de supprimer la *profession* d'intermédiaire. L'organisme tout indiqué pour cette transformation est l'Ouvrier-Externe. Il rend en effet le même service que les entrepreneuses de profession et ne se prête pas aux reproches qu'on leur adresse ; c'est donc lui qui, perfectionné et multiplié paraît le plus apte, dans un temps donné, à satisfaire la revendication légitime des ouvrières.

CHAPITRE II

Le travail des Ouvroirs au point de vue Economique

Nous sommes arrivés au moment d'apprécier si la critique économique adressée à l'Institution des ouvroirs est fondée. Cette critique est formulée d'une manière très précise dans les différents milieux où l'on se préoccupe des causes qui influent sur les salaires et notamment sur les salaires féminins.

Les ouvroirs, dit-on, appliquent les personnes qu'ils recueillent aux travaux dans lesquels elles excellent ; la vie commune permet en outre de les faire vivre dans des conditions de bon marché qu'elles ne pourraient réaliser si elles se trouvaient isolées ou même dans leur famille. Le travail n'est pas au surplus la seule ressource des Orphelinats et des Ecoles professionnelles qui exigent un prix de pension moyen de trois cents francs par an. Dans ces conditions la rémunération du travail est plus que suffisante pour les besoins de ces institutions, et comme il leur faut de toute nécessité occuper leurs jeunes

filles, une concurrence navrante s'établit entre elles d'une part et d'autre part les ouvriers libres qui, pour vivre, sollicitent les commandes.

La demande de travail excédant l'offre, les ouvriers, qui peuvent se contenter d'une rémunération moindre, obtiennent la commande en la consentant à des prix défiant toute concurrence de la part des personnes qui combattent pour la vie.

La lutte se manifeste même et s'accroît entre les différents ouvriers qui, indépendamment les uns des autres, et agissant sans aucune entente, se disputent lamentablement le travail à coup de sous-enchères (1).

Il n'est d'ailleurs en raison nul terme à cette lutte sauvage. Le coût de la vie commune dans les ouvriers n'en étant pas même la limite. En effet, même au cas où les ouvriers en seraient arrivés à consentir le prix minimum strictement nécessaire pour couvrir leurs frais, ils pourraient encore faire appel à la charité, appel assuré de recevoir le meilleur et le plus généreux accueil.

En toute hypothèse, les ouvriers et ouvrières sont donc inéluctablement les pitoyables victimes d'institutions dites de bienfaisance qui engendrent autour d'elles : misère, désolation, désespoir et leurs effroyables conséquences, accumulant dans le cœur

(1) *J. Off.*, ch. in ext. 2 juin 1898, p. 1620, 3^e col.

de la population ouvrière des flots de rancune, de vengeance et de haine.

Telle est l'objection dans toute sa tragique simplicité. »

Nous rapportons ci-dessous quelques opinions afin de montrer à quel degré le mal paraît profond aux penseurs, même catholiques.

« Il n'y a pas jusqu'à l'institution des ouvroirs si recommandable à tant d'égards, qui ne contribue, dit M. Georges Michel, à l'avilissement des prix » (1).

Ces établissements sont amplement soutenus par des subventions. « Quoique le travail soit leur loi, s'exprime M. Paul Leroy-Beaulieu, le gain n'est pas leur but... ils sont faciles pour les prix et ne refusent pas des rabais... les personnes honorables qui sont à leur tête, sont beaucoup moins imbuës d'idées mercantiles que d'idées charitables ; elles perdent volontiers de vue la question mercantile et ne s'y arrêtent qu'à contre-cœur : elles ont peine à comprendre que tout travail doit être rémunérateur, et qu'il y a une loi impérieuse, imposée par la nature des choses et par l'humanité même à tout atelier de travail, c'est de chercher et d'obtenir le profit... La rétribution est insuffisante ; il y est suppléé par des quêtes, sommes que les parents paient, pensions faites par les personnes charitables... Mais si les ouvroirs ne souffrent

(1) *Les ouvrières de l'Aiguille*. Economiste Français, 23 février 1895, p. 232.

pas, soutenus qu'ils sont d'ailleurs, comment feront les apprenties quand elles seront obligées de se sustenter elles-mêmes ? » (1)

Dans le cas où l'établissement religieux est soutenu par de généreux, bienfaiteurs dit M. Lefébure « il n'est pas rare de voir les travaux confiés à des gens diamétralement opposés d'intérêts et de convictions à ceux des fondateurs. — Aussi il arrive que pour certaines communautés, les membres honoraires ou donateurs paient assez largement pour que la maison soit entièrement défrayée de ce que coûteront la pension et l'entretien des jeunes filles. Lorsqu'on trouve une occupation pour elles, quelque minime que soit la rétribution qu'on obtiendra, ce sera tout bénéfice, soit pour la maison, soit souvent pour l'enfant elle-même, si on l'accumule pour lui en faire une petite dot à sa majorité quand elle quittera l'orphelinat.

« Les supérieures de ces communautés, s'il n'y a pas d'industrie locale, sont embarrassées de trouver de l'ouvrage, elles vont, sans expérience commerciale, dans les grandes villes et se laissent souvent entraîner à accepter des travaux à des prix dérisoires. Peu importe le taux du salaire, pourvu qu'on leur

(1) Paul Leroy-Beaulieu, *Le travail des femmes au XIX^e siècle*, p. 377.

(2) *Le travail des femmes dans les communautés religieuses* dans l'Association catholique, 15 août 1898, p. 187.

assure une certaine régularité d'ouvrage facile pour leur cent ou cinquante enfants, et qu'on leur évite la période du chômage qui les obligerait à de nouvelles démarches pour solliciter d'autres occupations.

« C'est pour la chemiserie, la lingerie courante et les confections, que les communautés dont nous parlons travaillent à un taux souvent inférieur à ce qui est nécessaire pour la vie d'une ouvrière. Les commerçants peu scrupuleux, toujours à la piste d'une exploitation lucrative, le savent bien, et c'est ce qui explique comment tant de maisons de confections pour hommes et pour dames, même celles tenues par des Juifs, entretiennent, à notre grand étonnement de si intimes relations avec les communautés religieuses et les fournissent abondamment d'ouvrage, bien qu'ils ne partagent à aucun point de vue leurs idées.

Sans nous immiscer dans le gouvernement des maisons religieuses, nous pourrions je crois, espérer que nos observations, présentées respectueusement à l'autorité diocésaine, seraient accueillies avec bienveillance.... Beaucoup de supérieures, séparées du monde et de ses difficultés, ne se doutent certainement pas des conséquences que produisent les marchés qu'elles font de bonne foi avec ceux qui leur offrent de l'ouvrage dans des conditions parfois trop intéressées ».

Devant des témoignages si autorisés, un examen consciencieux des faits s'imposait.

Il nous parut tout d'abord que deux catégories d'ouvrirs devaient être éliminées des données du problème comme ne pouvant en aucune façon donner prise à l'objection économique : les Etablissements d'Assistance et les Ouvrirs externes. Le budget des premiers se solde, en effet, chaque année par un important déficit dont l'une des causes est la majoration des salaires distribués par rapport au travail exécuté. Si théoriquement d'ailleurs le salaire relativement élevé ne prouve pas nécessairement que la commande a été consentie à un prix égal ou supérieur au prix courant (en admettant qu'il puisse être question de prix courant pour des travaux si vulgaires), c'en est du moins une garantie plus que suffisante.

Doivent en second lieu être éliminés les ouvrirs externes. Ces établissements, nous le savons, distribuent le travail de commande, le paient aux pièces dès qu'il est confectionné, sauf à prélever la représentation des frais généraux. Ils ne peuvent donc être, du fait du travail, ni en bénéfice, ni en perte. Par leur but et leur organisation, ils réagissent directement au contraire contre l'avisement des salaires.

Demeurent donc seuls, sous l'inculpation d'exercer sur le salaire libre une fâcheuse influence, les Orphelinats et les Ecoles professionnelles.

A leur décharge, on peut d'abord faire appel à une considération générale qui n'est pas sans valeur : déterminer quelle est leur part dans la totalité du travail exécuté. C'est le procédé bien ancien déjà dont use l'administration pénitentiaire envers les détracteurs du travail dans les prisons. Elle convient que ce travail serait désastreux pour la petite industrie si le pays était dépourvu de voies de communication permettant d'approvisionner au loin les divers marchés et si la production était insuffisamment diversifiée ; elle laisse préconiser bien des remèdes : substitution de la régie à l'entreprise ; obligation pour les entrepreneurs de ne vendre les produits que d'après la mercuriale du marché, etc., mais forte de l'obligation où se trouve la société de faire travailler les prisonniers, elle se contente d'attirer l'attention sur le nombre relativement peu considérable de ceux-ci.

« Il s'agit, disait le 31 janvier 1899, Monsieur le Commissaire du Gouvernement, de savoir si cette concurrence est véritablement désastreuse pour les ouvriers libres. Je l'ai toujours nié et les chiffres en pareille matière ont une très grande éloquence. Je ne saurais dire quel est le nombre des ouvriers libres en France, mais ce que je puis affirmer, c'est que le nombre des détenus qui sont aptes à être occupés à un travail véritablement suivi, pouvant faire con-

currence à l'industrie est de 6,000, pas davantage (1) », « Le nombre total des femmes détenues monte à 1,500, et certainement celui des femmes qui se livrent à un travail sérieux est inférieur à 1,000 (2) ». Appliquons méthode et raisonnement aux Orphelinats et aux Ecoles professionnelles : recherchons le nombre des ouvrières de Paris, puis nous verrons combien de personnes se livrent dans les ouvroirs aux mêmes travaux.

Le recensement du 29 mars 1896 (3) porte à 2,511,629 le chiffre de la population parisienne. Aucun travail officiel n'ayant, dans ces dernières années, procédé au recensement par professions, il faut, pour avoir quelques données en cette matière, se reporter à la vaste enquête dirigée en 1860 par la Chambre de Commerce de Paris. On y voit que le nombre total des ouvriers de tout sexe et de tout âge travaillant en 1860 dans la capitale était de 550,280, représentant environ le tiers de la population totale sédentaire (4).

(1) *Journal Officiel*, Ch. des Dép., in ext., 31 janvier 1899, p. 257, 3^e col.

(2) *Journal Officiel*, Ch. des Dép., in ext., 1^{er} février 1889, p. 276, 3^e col.

(3) *Annuaire Statistique de la Ville de Paris*, xviii^e année, 1896, p. 778.

(4) *Statistique de l'Industrie à Paris résultant de l'Enquête faite par la Chambre de Commerce pour l'année 1860*. Paris, 2, Place de la Bourse, 1864, p. 31.

Il est légitime de croire qu'en 1896 la population ouvrière représentait la même proportion c'est-à-dire comptait environ 837,209 personnes.

Si nous demandons enfin à l'Enquête de la Chambre de commerce le nombre total d'ouvrières occupées aux diverses professions exercées dans les orphelinats et écoles professionnelles, nous relevons les chiffres suivants :

Tapiserie 1,589, blanchisseuses 8,787, cordonnerie 6,323, lingerie 6,586, couturières 3,970, tailleurs 3,840, modistes 2,745, bonneterie 2,721, confection 2,413, corsets 1,990, chemises 1,480, passementerie 5,188, broderie 1,630, imprimerie 408, reliure et brochure 1,259, images et estampes 397, fleurs artificielles 6,266, plumassières 671, soit au total plus de cinquante-huit mille, chiffre qui doit être actuellement de beaucoup inférieur à la réalité et peut, selon toute vraisemblance être porté à plus de quatre-vingt-huit mille si l'on tient compte de l'accroissement de la population signalé par le recensement de 1896 (1).

(1) Plusieurs évaluations ont été données en ces derniers temps ; elles n'ont qu'une valeur relative, nous ne les signalons qu'à titre de mémoire. Les ouvrières de l'aiguille seraient à Paris au nombre de : 20,000. *J. Of. Ch.* in ext., 7 juillet 1890, p. 1350, 1^{re} col ; sans compter les 63,050 passementières, brodeuses, fleuristes, etc., travaillant la confection et la couture. Gaston Worth : *La couture et la confection*, Paris, Chaix, 1895, p. 74, 70,000, *J. Of. ch.* in ext. 2 juin 1888, p. 1621, 3^e col.

Or les orphelinats abritent 3030 jeunes filles de 13 à 24 ans et les écoles professionnelles libres 2955. C'est un total de 5985 jeunes filles en état de travailler. Les orphelinats fournissent 7.558.200 heures de travail utile par an, les écoles professionnelles 5.000.000 soit ensemble 12.558.200. C'est ce que donneraient 5230 ouvrières libres travaillant huit heures par jour à l'année de trois cents jours.

Il résulte de ces chiffres qu'en supposant des journées de huit heures à l'année de 300 jours, la puissance du travail dans les Orphelinats et Ecoles professionnelles de filles est à celle du travail libre des mêmes professions dans la proportion de $1/168^e$. Quant au personnel recueilli susceptible de travailler depuis l'âge de 13 ans, il est à la population ouvrière de Paris dans la proportion de $1/140^e$.

Ne pourrions-nous pas, comme l'Administration pénitentiaire exprimer l'avis que sa concurrence n'est pas, et ne peut pas être aussi désastreuse qu'on le laisse entendre. Il n'est pas niable qu'on en res-

(Leroy-Beaulieu) ; 88,000 sans compter celles exerçant des professions analogues, Edouard Devertus dans *l'Univers*, 16 décembre 1892. V. Benoist, les *Ouvrières de l'aiguille*, p. 324 ; 90,000, Guy Tomel, *Les Conscriés du Travail*, Tours, Vame et fils, 1898, p. 207 ; de 65,000 à 100,000, M. G. Worth, v. sa préface au président des valeurs de la commission de douane. — Aine, *Les patronnes, employées et ouvrières de l'habillement à Paris*, Paris, 1897, p. 5.

sente les effets, mais peut-on raisonnablement songer à la supprimer? N'est-il pas légitime et naturel que les personnes admises dans les ouvroirs puissent comme toutes autres se livrer aux occupations qui leur plaisent? La suppression même des ouvroirs ne saurait empêcher la concurrence produite, puisque les personnes qui y sont recueillies devraient elles mêmes se procurer par leur travail les ressources nécessaires à la vie (1).

(1) Nous rapportons ci-dessous un fragment de la discussion soulevée à la Chambre à propos du travail dans les prisons car elle nous paraît répondre *mutatis mutandis* à ceux qui s'élèvent contre la concurrence faite par les ouvroirs.

M. le Commissaire du Gouvernement: « Les travaux tels qu'ils peuvent être actuellement organisés dans nos établissements pénitentiaires feront toujours concurrence à quelqu'un. Si la main d'œuvre est confiée à des entrepreneurs, ces entrepreneurs iront vendre leurs produits sur le marché. Il y aura concurrence. Si l'Etat fabrique par lui-même, si les produits de la main d'œuvre pénitentiaire sont consommés par les administrations publiques, les administrations publiques achèteront moins.

Il n'y aura pas augmentation de l'offre, mais il y aura diminution de la demande et la concurrence existera encore.

Au centre: c'est évident.

M. le Commissaire du Gouvernement: Croit-on trouver le remède en retirant aux prisons le travail industriel pour organiser des chantiers extérieurs, faire travailler les détenus à la terre... Il y aurait déplacement de concurrence mais concurrence toujours. Au lieu de s'exercer à l'encontre des menuisiers, des bourreliers, des vanniers, elle atteindrait des terrassiers ou des maçons.

²⁰¹⁰ M. Papelier: L'Etat exploite le monopole des allumettes. Pourquoi ne pas fabriquer les allumettes dans les prisons!

La concurrence est donc inévitable, elle est la conséquence forcée du travail auquel les ouvriers, comme tous autres, ont le droit de se livrer.

Mais la concurrence, pour être libre, ne saurait être déloyale. Dans quel cas y a-t-il concurrence déloyale ? c'est bien souvent une question des plus délicates. On peut dire toutefois qu'elle revêt indubitablement ce caractère quand un producteur, même de la meilleure foi du monde, profite d'avantages particuliers, tels que : capital de réserve, fondations, aumônes, etc., pour accepter des commandes à un prix inférieur à celui qui est normalement nécessaire à ses concurrents pour se procurer les biens indispensables à l'existence. — Or, dit-on, la vie commune place les Orphelinats et Ecoles professionnelles dans des conditions spéciales et leur permet de consentir ces réductions. — Dans quelle mesure cette allégation est-elle fondée ?

La première partie de cette étude nous a montré que le total des pensions pour les 8,524 jeunes filles recueillies dans ces établissements pouvait s'élever à

Au centre : On ferait tort au personnel des manufactures de l'Etat.

A l'Extrême gauche : Faites casser des cailloux aux condamnés !

M. le Commissaire du Gouvernement : Alors nous ferions concurrence à des cantonniers, à des casseurs de cailloux.

La concurrence, je ne saurais trop le répéter est absolument inévitable... (*J. Offi. Ch. des dép. in ext.* 31 janv. 1899, p. 257, 2^e col., »

la somme de 1,500,000 francs. Le travail y est d'autre part rémunéré à raison de 1 fr. 91 en moyenne par journée de huit heures ; c'est donc un salaire annuel global de trois millions. Soit un budget total de quatre millions et demi pour : 1° l'éducation professionnelle de 5,985 jeunes filles ; 2° la location ou l'amortissement de cent vingt-cinq établissements ; 3° l'entretien de 8,254 personnes, sans compter le personnel dirigeant.

Ce budget est-il ou non suffisant ; c'est une question du plus haut intérêt, mais que nous nous déclarons impuissants à trancher d'une manière générale. L'un des éléments d'appréciation est en effet le coût de l'entretien d'une personne ; or, économistes et ménagères n'ont jamais pu sur ce point présenter un chiffre précis ; quand aux renseignements qu'on a bien voulu nous adresser, ils n'ont aucune commune mesure et ne peuvent par suite former la base d'une argumentation quelconque (1). — En ce qui concerne les frais de l'instruction professionnelle, la comparaison du budget des Orphelinats et Ecoles professionnelles libres avec celui des écoles professionnelles municipales est au contraire des plus suggestives.

Les six écoles municipales professionnelles pour

(1) Nous reproduisons en appendice quelques budgets d'ouvrières recueillis par M. Benoist leur compressibilité rendra compte de la difficulté à laquelle nous nous heurtons.

jeunes filles ont un budget de 547,769 fr. 74 c. qui se décompose comme suit (1) :

Pour l'école professionnelle et ménagère de la rue

		Maîtresses	Elèves	Budget	
Fondary	n° 20.	23	216	93.358 f.	90
Bonret	n° 2.	23	314	98.798	96
Bossuet	n° 14.	24	271	88.445	42
Ganneron	n° 26.	23	188	75.728	96
De Poitou	n° 7.	27	227	83.077	37
De la Tombe-					
Issoire	n° 77	24	242	102.360	17
Traitement et frais fixes de					
l'Inspectrice administra-					
tive déléguée.....				5.999	96
			1458	547.769 f. 74	

D'où suit que l'enseignement professionnel revient, par élève, à la somme de 377 fr. par an. Si les Orphelinats et Ecoles professionnelles libres voulaient consacrer pareilles sommes à l'instruction de leurs 5985 jeunes filles dépassant l'âge de 13 ans. il leur faudrait prélever sur leur budget 2,262,000 francs, en sorte qu'il leur resterait 2,238,000 francs pour loger, vêtir et nourrir environ huit mille personnes et remettre à certaines d'entre elles, au moment de leur sortie, un trousseau ou une petite dot en argent.

Il ne faut donc pas s'étonner que ces établisse-

(1) Annuaire Statistique de la Ville de Paris, XVII^e, 1896.

ments, ne pouvant parfois subvenir à tous leurs besoins, recourent à la charité privée. La précarité même de leurs ressources doit donc les inciter à rechercher les prix de commande les plus avantageux; elle est par suite une garantie contre l'avilissement des prix. Au surplus, il résulte de notre enquête que les établissements auxquels s'adressent en général les Orphelinats et Ecoles professionnelles : grands magasins et magasins en gros, distribuent le travail à des prix comparables à ceux d'un barème, en sorte que c'est bien la commande et non l'offre qui fixe les conditions du marché. C'est la conviction qui résulte pour nous des témoignages recueillis jusque dans les milieux ouvriers (1).

Suivant l'expression d'un ancien inspecteur en chef des chemins de fer de Paris-Lyon-Méditerranée qui s'intéresse beaucoup à ces questions et connaît au mieux l'Ouvroir de cette Compagnie : « Il y a où il n'y a pas de travail ; s'il y en a, on le donne au prix

(1) Voici l'un d'eux à titre d'exemple : Une ouvrière fleuriste affirmait que des *Sœurs* travaillaient pour la même maison qu'elle et consentaient des réductions sur les prix courants. Les ouvrières libres en étaient arrivées à détester ces *sœurs* à tel point que celles-ci, pour s'éviter leurs injures, devaient venir chercher le travail l'après-midi, à la dérobée. J'insistai pour que la fleuriste, sous un prétexte quelconque fit en sorte de se trouver à côté des religieuses au moment de leur paye, ce qui fut fait. Mais l'épreuve convainquit la fleuriste de son erreur, et depuis lors, elle n'en veut plus aux *bonnes sœurs*. Puissent ses compagnes l'imiter.

courant. La lutte a pour but, non d'avoir un salaire plus ou moins élevé, mais d'obtenir du travail. Comme tous autres, les Ouvroirs s'engagent dans cette lutte pour laquelle le goût, l'habileté, l'exactitude sont avant tout les conditions de succès, mais ils en sortent, depuis plusieurs années de moins en moins victorieux.

Un administrateur du Bon Marché a bien voulu nous en donner les principales raisons :

1° Le travail exécuté dans les ouvroirs manque de goût ; on n'y crée aucun modèle, et donner des modèles à copier serait susceptible de décourager les *entrepreneuses-créatrices*.

2° Le *point* y est trop fini aux dépens de la propriété. L'objet devrait paraître avoir été garni en « *soufflant dessus* », il sort des ouvroirs *défraîchi*.

3° Les exercices religieux de certaine durée tels que neuvaines, retraites, etc., engendrent des retards dans la livraison, retards incompatibles avec les exigences commerciales présentes.

De tout ceci semble bien résulter que les ouvroirs sont loin de mériter au point de vue économique les reproches que certaines personnes, faute sans doute de les connaître suffisamment ont cru pouvoir formuler en termes parfois assez violents jusqu'à la tribune politique (1).

(1) *Journ. Off.*, ch. in ext. 1888, p. 1814 et suiv.

Journ. Off., ch. in ext. 1899, p. 269, et suiv.

APPENDICE II

APPENDICE II

Quelques budgets d'Ouvrières (1)

BUDGET DE 1.125 FR.	975 FRANCS	465 FRANCS	375 FRANCS
Nourriture... 600	Nourriture... 670	Nourriture... 511	Nourriture... 250
Lumière... 35	Loyer... 150	Loyer... 120	Loyer... 100
Chauffage... 35	Vêtements... 110	Vêtements... 55	1 robe à 5 fr. 5
Blanchissage... 62	Linge... 93.50	Linge... 33	1 fichu à 2 fr. 2
Loyer... 180	Chaussures... 23	Chaussures... 30	2 p. bas à 0,65 1.30
1 manteau... 30	Chauffage et éclairage... 12.85	Chauffage et éclairage... 25	2 p. chausu. 8
2 robes à 20 f. 40	Blanchissage... 66	Blanchissage... 48	2 chem. à 1,25 2.50
4 p. chaus. à 8 f. 32	Petits frais... 50	Petits frais... 40	1 cami. à 1,25 1.25
2 chapeaux à 4 f. 8			2 mou. à 0,40 0.80
Linge et bas... 40			2 serv. à 0,40 0.80
Parapluie... 4			éclairage... 2
Divers... 20			
Ent. de logem. 20			
1.116	1.115.25	862	375.65
Exédent... 19	Déficit... 140.25	Déficit... 397	Déficit... 0.65

(1) Pris dans l'ouvrage de M. Charles Benoist, *Les ouvrières de l'aiguille* p. 105 et s.

CONCLUSION

En ce déclin de siècle où les revendications populaires se font le plus vivement entendre, où toutes les institutions sont ardemment défendues ou combattues ; en un temps qui a pour caractéristique de les soumettre à la censure des nouvelles conceptions sociales, ils nous parut utile d'étudier l'une de celles qui sont les plus controversées : celle des ouvroirs.

Pour la mieux apprécier, nous avons d'abord classé les types principaux de ces établissements en quatre catégories, puis nous avons recherché quelle était la situation de fait et de droit de chacune d'elles. Cette étude préalable nous permit de nous prononcer avec quelque certitude sur leurs avantages et inconvénients sociaux et économiques.

Au point de vue social on doit reconnaître que l'idée qui a présidé à la création des quatre catégories d'ouvroirs est éminemment louable. Nous avons fait toutefois quelques réserves sur le fonctionnement de certains Orphelinats et Ecoles professionnelles. Les

premiers ne devraient admettre que les orphelins de père et de mère qu'il serait impossible de faire recueillir par une honorable famille parente, amie ou voisine. A propos des Ecoles professionnelles nous avons formulé plusieurs desiderata : suppression de l'internat sauf dans les cas exceptionnels ; adoption des mesures nécessaires pour spécialiser et diversifier les cours ; limitation de l'enseignement aux travaux compatibles avec la fonction sociale et naturelle de la femme, et surtout, mise en honneur de l'enseignement ménager.

L'objection économique se présentait ensuite. Pour en saisir et en mesurer la portée, savoir s'il était vrai que les ouvriers consentissent des conditions d'entreprise telles qu'il en résultât un avilissement des salaires pour la classe laborieuse, nous avons été conduits à faire des distinctions. Il nous apparut d'une part que les Etablissements d'Assistance et Ouvriers-Externes, par suite même de leur organisation contribuaient plutôt à l'élévation des salaires qu'à leur dépression ; mais, d'autre part, la question ne pouvait être résolue en ce qui concerne les Orphelinats et Ecoles professionnelle, sans une nouvelle distinction.

Il est incontestable que ces deux catégories d'Etablissements sont contraints, pour satisfaire tous leurs besoins, d'exiger comme rémunération de leur travail un prix au moins égal au prix courant, à la

seule condition qu'ils ne fassent aucun appel à la charité. Mais au cas contraire, c'est-à-dire s'ils font appel à la charité, il n'est pas douteux qu'ils puissent en principe se contenter de prix inférieurs, et par suite exercer une dépression sur le marché.

En fait, les Orphelinats et Ecoles professionnelles recourent à la Charité pour une part que nous ne pouvons évaluer, mais nous sommes fondés à dire qu'ils le font par nécessité. Ils luttent avec énergie contre tout avilissement des salaires et, sauf de très rares exceptions, ne consentent aucunes réductions, mais les subissent au même titre et dans la même mesure que les travailleurs libres.

Mais notre conviction, qui résulte de la constatation des prix alloués, ne peut s'imposer à tous les esprits. Il suffit que nous ayons eu à enregistrer les appels à la charité privée pour qu'il soit possible de mettre en doute notre conclusion. Nous reconnaissons, en effet, que les subventions charitables peuvent permettre aux ouvriers d'accepter des conditions quelconques de travail, le tout dépendant du quantum des allocations et des besoins à satisfaire. Sur ce terrain théorique, il n'est rien à répondre à l'objection économique. Comment dès lors éviter à des institutions calomniées selon nous, le simple soupçon d'être funestes aux travailleurs libres ?

Nous croyons que ce résultat pourrait être obtenu par la création d'une commission d'indus-

triels nommée, soit par l'autorité administrative locale, soit par les Chambres de Commerce. Cette Commission aurait pour attribution :

1^o De s'assurer que chaque ouvrier n'accepte aucun travail à un prix inférieur au prix courant dans la localité.

2^o Au cas où l'ouvrier serait contraint de recourir à la charité privée ou publique, de déterminer jusqu'à concurrence de quelle somme cet appel pourrait se faire.

Comme toute innovation, ce projet risquerait dans les premiers temps surtout de soulever maintes protestations, mais il échapperait au moins au reproche de vexation, le contrôle de la Commission se présentant avec le simple caractère facultatif et non obligatoire. Cela n'empêcherait pas selon nous qu'on atteignit le but proposé. En effet, rien ne pourrait s'opposer à ce que la Commission prit les mesures de publicité voulues pour faire connaître quels ouvriers se seraient soumis librement à son contrôle, quels autres au contraire ne l'accepteraient pas ou auraient méprisé ses avis. Par là, le public charitable connaîtrait ceux qui ne donnent prise à aucune critique et ceux qui sont déclarés ou présumés néfastes aux travailleurs libres : il serait alors de son devoir de ne plus venir en aide qu'aux premiers.

Grâce à cette mesure de publicité les ouvriers qui ne pourraient pas se rendre compte de leurs res-

pensabilités sociales seraient à bref délai contraints de s'amender pour que leur appel à la charité soit entendu, et tous les autres, tenant à honneur de ne pouvoir encourir le plus léger soupçon, comprendraient l'utilité de se mettre sans tarder en rapport avec la Commission.

Désormais à l'abri des critiques dont on l'assaille si souvent, l'institution des ouvroirs ne pourrait-elle se créer un titre de plus à la reconnaissance publique, en se faisant l'instigatrice d'une grande cause : celle de l'amélioration du sort des ouvrières par l'augmentation raisonnable de leur salaire ? C'est sur ce point que nous voudrions, en terminant éveiller l'attention.

La situation précaire des ouvrières de l'aiguille n'est aujourd'hui douteuse pour personne. Notre étude eut permis de la connaître davantage si plusieurs écrivains ne s'y étaient spécialement attachés auparavant et n'avaient justement ému l'opinion publique en leur faveur.

Il est de ces situations devant lesquelles un cri d'indignation ne peut manquer de s'élever (1), et

(1) C'est ainsi que les ouvrières de la confection ordinaire : jupons de calicot, matinées de satinette, camisoles d'indienne, peignoirs de percaline, etc... « gagnent de 0 fr. 75 à 1 fr. 10 par jour, c'est-à-dire de 300 à 400 fr. par an, sans chômage ni morte saison ». Charles Benoist : *Les Ouvrières de l'Aiguille*, p. 82.

« Les peignoirs, camisoles et autres ajustements en linge

bien des gens de cœur se demandent avec une poignante angoisse s'il n'est aucun moyen de remédier à un état de choses si lamentable. Mais le problème est délicat et la réponse se fait attendre (1),

Il nous paraît, quant à nous, que l'Institution des ouvriers pourrait, à la seule condition de comprendre la puissance et l'utilité de l'association, contribuer efficacement au relèvement des salaires. Nous ne nous dissimulons pas que l'idée d'association et d'intérêt corporatif à laquelle les hommes sont déjà si rebelles, serait moins facilement admise encore par les femmes ; la généreuse tentative du

que le Louvre et le Bon Marché vendent 2 fr. 75 ou 2 fr. 50 sont donnés à forfait à une entrepreneuse qui touche 0 fr. 60, fait une partie de l'ouvrage et distribue le reste à des ouvrières qui ne reçoivent d'elle que 0 fr. 50 la pièce. — A 2 peignoirs et demi par jour — pour les faire, il faut travailler d'arrachepied et veiller avant dans la nuit — les malheureuses gagnent 1 fr. 25. Mais gare à la morte saison... en sorte que la moyenne est de 0 fr. 80 à 0 fr. 90 ». *Op. cit.* p. 89.

Lire sur la question du salaire féminin : Jules Simon, Audiganne, Léon de Seilhac, *L'Industrie de la Couture* ; un très intéressant travail présenté au Congrès de Genève par M^{lle} Caroline de Barrau ; les prix rapportés par M. Lyonnais à la Chambre des députés. *J. Off. Ch. in ext.* 1888, p. 1713, et le tableau dressé plus haut, p.

(1) « Les salaires paraissent ne pouvoir être augmentés facilement, à cause des frais généraux énormes qui incombent au métier, et aussi de l'abondance de la main d'œuvre... » L'ouvrière qui a une place ne cherche qu'à la garder, car elle sait trop bien que si elle la quittait, il se trouverait immédiatement cent remplaçantes pour l'occuper. Léon de Seilhac, *L'Industrie de la Couture*, p. 54 et 76.

R. P. du Lac et de M. Aine en est la vivante démonstration. Mais cette tentative eut néanmoins un heureux effet ; elle porta l'attention sur le bien qu'on pourrait attendre d'un syndicat bien organisé et puissant.

Or, les ouvriers nous paraissent actuellement les seuls éléments capables par leur groupement de constituer une force. Il conviendrait d'ailleurs de multiplier les ouvriers externes si bienfaisants par eux-mêmes, et seuls capables de remplir avantageusement l'office obligatoire des intermédiaires.

Que les personnes désireuses de se dévouer fondent donc des Ouvriers externes dans tous les quartiers de la ville, de manière à grouper autour d'elles le plus grand nombre possible d'ouvrières actuellement en présence d'entrepreneuses plus ou moins consciencieuses. Que l'idée de solidarité soit semée à tous les vents ; qu'elle soit prêchée aux simples ouvrières comme aux maîtresses et aux directrices des différents établissements, et dès lors pourra venir un temps où la constitution d'un syndicat entre tous les ouvriers de la capitale ne paraîtrait plus une chimère. Dès ce jour les grands magasins et magasins de gros trouveraient devant eux une puissance capable de discuter les conditions des entreprises ; les ouvrières ne se débattraient plus

dans l'isolement et la misère, et l'idée corporative serait à la veille de remporter un nouveau triomphe.

Vu : Le Président de la Thèse,
JAY.

Vu : Le Doyen,
GLASSON.

Vu et permis d'imprimer :
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
GRÉARD.

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE

AINE. — *Les patronnes, employées et ouvrières de l'habillement à Paris*, Paris, 54, rue de Seine, 1897.

Annuaire Statistique de la Ville de Paris, Paris, Masson, 1898,

Association catholique *passim*.

BARBERET (J). — *Le travail en France, monographie professionnelle*, 1889.

BENOIST (CHARLES). — *Les ouvrières de l'aiguille à Paris*, Paris, LÉON CHAILLEY, 1895.

Bulletin de l'Inspection du travail.

DU MAROUSSEM *passim*, publications de l'office du travail, Revue d'Economie politique, revue Internationale de Sociologie, etc.

Economiste Français *passim*.

Guide pratique de l'homme d'œuvres à Paris, Paris, Rondelet, 1898.

GUY TOMEL. — *Les conscrits du travail et de l'enseignement professionnel chrétien*, Tours, Mame et Fils, 1898.

D'HAUSSONVILLE. — *L'Enfance à Paris*, Paris 1879.

— *Socialisme et charité*, Paris 1895.

— *La vie et les salaires à Paris*, Paris.

LEFÉBURE. — *Le travail des femmes dans les Communautés religieuses*, dans l'Association catholique XXIII, T. XLVI, 15 août 1898.

LEROY-BEAULIEU (PAUL). — *Le travail des femmes au XIX^e siècle*, Paris, Charpentier, 1873.

MONNIER F. — *De l'organisation du travail manuel des jeunes filles. Les internats industriels*.

Office central des œuvres de Bienfaisance. *Paris charitable et prévoyant*, 2^e édit., Paris, Plon 1897.

Office du travail. — *La petite industrie (salaires et durée du travail)*, tome II : *Le vêtement à Paris*. Paris, Impr. nationale 1896.

Rapports de la Commission supérieure du travail dans l'industrie. V. au *Journal officiel*.

Réforme sociale, *passim*.

Revue d'Economie politique, *passim*.

Revue internationale de sociologie, *passim*.

SEILHAC (LEON DE). — *L'Industrie de la confection et de la couture à Paris*. Paris, Didot, 1897.

SIMON (JULES). — *L'Ouvrière*. Paris, 1876.

Statistique de l'Industrie à Paris, résultant de l'enquête faite par la Chambre de commerce pour l'année 1860. Paris 1864.

WORTH (GASTON). — *La couture et la confection des vêtements de femme* Paris, Chaix 1895.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION.....	1
PREMIÈRE PARTIE. — SITUATION DE FAIT DES	
OUVROIRS	5
CHAPITRE I. — Les Orphelinats.....	7
Section I. — Orphelinats de filles	7
Section II. — Orphelinats de garçons.....	16
CHAPITRE II. — Les Ecoles professionnelles.....	21
Section I. — Ecoles professionnelles de filles.	24
Section II. — Ecoles professionnelles de gar-	
çons	43
CHAPITRE III. — Les Etablissements d'Assistance.	51
CHAPITRE IV. — Les Ouvroirs Externes.....	63
<i>Appendice I.</i> — Tableau récapitulatif.....	72
DEUXIÈME PARTIE. — SITUATION DE DROIT DES	
OUVROIRS.....	75
CHAPITRE I. — Loi du 15 juillet 1880 sur les	
Patentes.....	77
CHAPITRE II. — Loi du 2 novembre 1892 sur le	
travail des enfants, des filles mineures et	
des femmes dans les établissements in-	
dustriels.....	87

CHAPITRE III. — Loi du 9 avril 1898 sur les acci-	
dents du travail.....	103
TROISIÈME PARTIE. — APPRÉCIATION CRITIQUE DES	
OUVROIRS.....	123
CHAPITRE I. — L'instruction des Ouvroirs au point	
de vue social.....	125
Section I. — Orphelinats.....	126
Section II. — Ecoles professionnelles	130
Section III. — Etablissements d'assistance..	137
Section IV. — Ouvroirs Externes	140
CHAPITRE II. — Le travail des Ouvroirs au point	
de vue économique.....	143
<i>Appendice II.</i> — Quelques budgets d'ou-	
vrières	160
CONCLUSION.....	162
INDEX BIBLIOGRAPHIQUE	171

